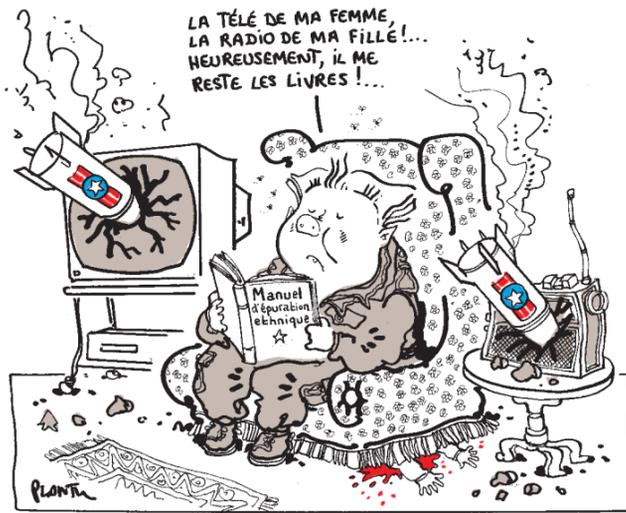


Contre Milosevic, la nouvelle stratégie de l'OTAN

● L'hypothèse d'une intervention terrestre au Kosovo prend corps ● A Belgrade, les alliés ont bombardé le siège du Parti socialiste au pouvoir ● « Le Monde » publie un dossier sur un mois de frappes aériennes et d'épuration ethnique ● Au cœur de l'Europe, un crime contre l'humanité

L'OTAN s'apprête à modifier sa stratégie. C'est du moins ce qui ressort d'informations concordantes venues de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, selon lesquelles l'hypothèse d'une intervention terrestre prend corps. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, Tony Blair devait, jeudi à Washington, tenter de convaincre Bill Clinton qu'un « assaut terrestre doit être lancé au plus vite ». Le secrétaire d'Etat américain à la défense, William Cohen, n'exclut plus une telle éventualité, de même que le ministre français de la défense, Alain Richard. Vingt-quatre hélicoptères Apache, spécialisés dans la destruction des blindés, devaient arriver, mercredi et jeudi, en Albanie, où les attendent 3 300 soldats américains. Dans la nuit de mardi à mercredi, l'OTAN a bombardé, à Belgrade, le siège du Parti socialiste de Slobodan Milosevic, immeuble qui abrite aussi une radio-télévision



● L'option terrestre prend corps p. 2-3
● La Macédoine redoute l'UCK p. 4
● Dossier : un crime contre l'humanité p. 15

● Un mois de guerre en cartes et en chiffres p. 16-17
● Bill Clinton, chef de guerre malgré lui p. 18
● Notre éditorial : « Le but de guerre » p. 20

dirigée par la fille du président yougoslave. Ces infléchissements stratégiques interviennent au moment où Slobodan Milosevic est en passe de réussir, au Kosovo, l'opération d'épuration ethnique engagée avant les frappes de l'OTAN. Selon de nombreux témoignages, les forces serbes commencent à étendre cette opération au Monténégro. *Le Monde* décrit dans le détail les méthodes utilisées par Slobodan Milosevic et qui étaient déjà recommandées, en 1937, par un professeur de philosophie de Belgrade, Vaso Cubrilovic, pour la « transplantation en masse » des Albanais. Nous dressons aussi le bilan chiffré, cartes et infographies à l'appui, d'un mois de frappes aériennes et d'épuration ethnique, ainsi que le portrait de Bill Clinton en « chef de guerre malgré lui ».

Les luttes du deuxième sexe

LE DÉBAT sur la parité a coïncidé avec le cinquantenaire de la publication du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir. Dans un cahier spécial de 20 pages, *Le Monde* confronte le combat des femmes d'aujourd'hui aux quatre principales thèses de ce livre fondateur. Réalisé avec le magazine *Elle*, un sondage sur les femmes vues par les femmes accompagne plusieurs points de vue et témoignages, notamment d'Elisabeth Badinter, Laure Adler, Nancy Huston et Geneviève Fraisse.

Loi audiovisuelle

Catherine Trautmann devait présenter, mercredi en conseil des ministres, le deuxième volet de sa loi sur l'audiovisuel, consacré au privé. Le rôle du CSA serait renforcé. p. 23



Le dernier Clint Eastwood

L'acteur-réalisateur séduit à nouveau avec son dernier film, *Jugé coupable*. Egalement en pages Cinéma, l'intégrale de Sergio Leone, les profits de Hollywood, les autres sorties. p. 32 à 34

Jambes lourdes

L'Agence du médicament souligne l'efficacité des traitements destinés à lutter contre les insuffisances veineuses, notamment dans les jambes, dont les Français sont grands consommateurs. p. 10

Les villes du Nord

Les élus du Nord-Pas-de-Calais, région très urbanisée, réclament une vraie politique de la ville. La suite de notre enquête sur les régions en chantiers. p. 12

Voyages : de Nantua à Valparaiso

Dans nos pages Voyages, l'autoroute des Titans et son viaduc de Nantua, un hôtel à Valparaiso, les vacances à thèmes pour enfants, un week-end « royal » à Brighton. p. 28 à 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 422 - 7,50 F



La guerre « sérieuse et mortelle » de Margareth Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

A bientôt soixante-quatorze ans, la « dame de fer » ne fait plus guère parler d'elle, exceptées quelques sorties publiques en faveur de son « vieil ami », le sénateur à vie Augusto Pinochet. Lors d'un banquet organisé par le Parti conservateur, mardi soir 20 avril, la guerre du Kosovo a permis à l'ancienne première ministre de démontrer qu'elle n'avait rien perdu de sa fougue. « Il y a huit ans déjà que j'affirme qu'il faut stopper la Serbie, a dit Margareth Thatcher. On mettait mes avertissements sur le compte de je ne sais quelle idiotie émotionnelle... » Quelle erreur ! « On a gravement sous-estimé les conséquences de l'inaction. Et nous voici maintenant livrant une guerre huit années trop tard, sur un terrain difficile, avec, jusqu'ici, peu de soutien local, des renseignements imparfaits et des objectifs militaires que d'aucuns jugent confus et peu persuasifs. » Ah, si l'on avait écouté Margareth Thatcher...

C'est que l'OTAN n'a pas « affaire à un petit voyou dont la brutalité peut offenser de temps en

temps notre sensibilité. Milosevic est passé maître dans l'art de déstabiliser ses voisins et d'affaiblir ses adversaires avec des marées de réfugiés. Cela, nous ne pouvons tout simplement pas le permettre. Les pays avoisinants ne peuvent pas absorber deux millions d'Albanais [du Kosovo] sans provoquer une nouvelle spirale de désintégrations violentes, peut-être même dans certains pays membres de l'OTAN ». Non, « le régime Milosevic et son idéologie génocidaire représentent une malfeasance véritablement monstrueuse qu'on ne peut se contenter de surveiller et de contenir. Elle doit être totalement vaincue ».

Et c'est peu dire que la baronne de Kesteven - nommée avec ce titre à la Chambre des Lords en 1992 - n'est pas satisfaite de la tournure des événements. « La guerre est une chose sérieuse et mortelle, rappelle-t-elle dans un silence respectueux. Les risques sont inévitables et l'on doit s'attendre à des pertes, y compris civiles malheureusement. » Inutile, donc, de prétendre le contraire. Ces victimes sont évidemment « regrettables, mais il ne faut avoir aucun

doute là-dessus : ce ne sont pas nos pilotes qui sont coupables, mais les malfaisants de Belgrade ».

Il faut « briser » la volonté politique serbe, « détruire » sa machine de guerre et toutes les infrastructures qui la servent. Pour ce faire, il ne faut rien s'interdire a priori : « Nous devons nous préparer à nous adapter à toutes les exigences changeantes de la guerre, y compris, si cela devient nécessaire, à déployer des troupes sur le terrain. Nous devons savoir que ce sera long. Mais essayer de livrer une guerre avec une main dans le dos, c'est la meilleure manière de la perdre. » Une fois n'est pas coutume, la « dame de fer » soutient donc, comme la quasi-totalité des députés de son parti, la politique de fermeté prônée par Tony Blair, son successeur travailliste au 10 Downing Street. Ceux qui, à gauche notamment, critiquent les bombardements alliés sur Belgrade ont droit à son mépris le plus profond. « Il ne manque jamais de politiciens prêts à pactiser avec les tyrans... »

Patrice Claude

POINT DE VUE

Du problème kosovar à la tragédie yougoslave

par Igor Ivanov

LA Russie a d'emblée compris quelle force destructrice interne recelait en lui le problème du Kosovo et s'est employée activement à rechercher les moyens de lui apporter une solution. Nous avons mené ce travail selon diffé-

rents axes, notamment avec la direction yougoslave. Nous considérons - nous considérons - qu'un règlement doit reposer sur l'octroi au Kosovo d'une large autonomie, dans le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie.

En réponse à la demande que la Russie lui a adressée en octobre 1998, Belgrade a donné son accord pour que la communauté internationale s'engage solidement sur un règlement au Kosovo. La mission la plus importante de toute l'histoire de l'OSCE a été

déployée sur ce territoire ; elle a, assurément, contribué à stabiliser la situation et constitué un obstacle assez efficace aux affrontements interethniques. Nous avons conféré une importance particulière au travail constructif accompli dans le cadre du Groupe de contact, dont le maintien de l'unité a été l'un des facteurs-clés qui ont permis de rechercher des issues pacifiques au problème du Kosovo. La Russie, enfin, a soutenu, avec fermeté et dans la clarté, les pourparlers de Rambouillet.

S'il avait été donné une chance réelle de poursuivre ces discussions à Paris et si le projet d'accord politique n'avait pas comporté des conditions notoirement inacceptables pour Belgrade, comme le déploiement au Kosovo d'une opération militaire de l'OTAN, la communauté internationale ne se trouverait pas dans l'impasse actuelle.

Il n'y avait aucune raison que l'alliance engage une opération militaire contre la Yougoslavie souveraine.

Lire la suite page 19

Igor Ivanov est ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

La droite éclatée

■ François Bayrou est déterminé à conduire sa propre liste aux élections européennes

■ Le RPR fait porter sur l'UDF la responsabilité de la rupture

■ Jacques Chirac a échoué dans sa tentative de rassembler l'opposition

Lire pages 6 et 7

Croissance : le FMI optimiste

LE FONDS monétaire international écarte les risques de récession mondiale et parie sur un nouvel essor de l'économie en l'an 2000 après un ralentissement en 1999. Dans son rapport semestriel, publié mardi 20 avril à Washington, l'institution estime que l'Asie a, dans l'ensemble, atteint le bout du tunnel. Les investisseurs partagent cette analyse. L'« insoutenable » santé de l'économie américaine suscite toutefois l'inquiétude des experts qui redoutent une correction brutale de Wall Street. Le ralentissement économique en Europe fournit au FMI l'occasion de souligner l'échec des pays de la zone euro en matière d'emploi.

Lire page 21

L'OM en finale



STÉPHANE PORATO

L'OLYMPIQUE de Marseille jouera sa troisième finale de coupe d'Europe, face au Parme AC, le 12 mai à Moscou, titre UEFA en jeu. Il le doit à son libero international, Laurent Blanc, auteur du penalty qui a assuré la qualification, mardi 20 avril face à Bologne (1-1), mais également au jeune gardien Stéphane Porato, vingt-cinq ans, décisif en fin de rencontre face aux attaquants italiens. Des incidents se sont produits en fin de match et feront l'objet d'un rapport du délégué de l'Union européenne de football.

Lire page 27

International.....	2	Abonnements.....	23
France.....	6	Tableau de bord.....	24
Société.....	10	Aujourd'hui.....	27
Régions.....	12	Météorologie.....	31
Carnet.....	14	Jeux.....	31
Horizons.....	15	Culture.....	32
Entreprises.....	21	Guide culturel.....	34
Communication.....	23	Radio-Télévision.....	35



roman Grasset

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

KOSOVO La redéfinition des objectifs politiques et des moyens militaires pour les atteindre sera au centre de la réunion des 23-24 avril à Washington, pour la commémora-

tion du cinquantenaire de l'OTAN. ● SELON LE *GUARDIAN*, le premier ministre britannique Tony Blair jugerait que l'envoi de troupes terrestres doit être mise en œuvre « au plus

vite ». ● L'ALLIANCE combine trois niveaux d'offensive : l'étouffement progressif de la capacité de réaction de l'armée serbe, son immobilisation au Kosovo pour éviter d'avoir à

intervenir au sol et les premières attaques contre les symboles du pouvoir et les propriétés des proches de M. Milosevic. ● POUR LA PREMIÈRE fois, les armées albanaise et yougo-

slave ont échangé des tirs le 20 avril. Et des forces serbes ont pénétré en territoire croate, à la frontière monténégrine. (Lire aussi notre éditorial page 20.)

L'hypothèse de l'envoi de troupes terrestres prend de plus en plus corps

Un infléchissement du discours est perceptible à Washington, Londres et Paris, quant à la possibilité de gagner la guerre par le seul moyen des frappes aériennes. L'OTAN a commencé de bombarder des sites symboles du pouvoir de Slobodan Milosevic ou dirigés par ses proches.

AU DÉBUT de la cinquième semaine de sa campagne militaire en Yougoslavie, l'Alliance atlantique maintenait toujours officiellement, mercredi 21 avril, sa stratégie d'intervention exclusivement aérienne. Un infléchissement vers une intervention terrestre, en même temps qu'une intensification des raids, ne semble toutefois plus exclu.

● **Le premier ministre britannique, Tony Blair est convaincu qu'une intervention terrestre est la seule « option crédible »** pour que l'OTAN parvienne à ses fins « dans un délai acceptable par les dirigeants politiques et les opinions publiques », et il veut en convaincre ses partenaires, croit savoir le quotidien britannique *The Guardian*. M. Blair, qui partait mercredi pour Washington, en vue d'y participer au sommet marquant le cinquantenaire de l'OTAN, va dire au président Bill Clinton qu'un « assaut terrestre doit être lancé au plus vite », précise le journal.

● **A Washington, plusieurs sénateurs ont l'intention d'évo-**

quer la nécessité d'une intervention au sol, à l'occasion du débat engagé au Sénat sur les quelque 6 milliards de dollars réclamés par le président Bill Clinton pour l'effort de guerre et les opérations humanitaires. William Cohen, le secrétaire à la défense, n'exclut plus une telle éventualité.

Il a déclaré mardi que lorsque les chefs militaires le jugeront nécessaire, cette option pourra être examinée rapidement. Mais il a précisé que, pour l'heure, la stratégie de l'OTAN demeurerait fondée sur la campagne aérienne.

● **Il est « normal » que l'Alliance « n'exclue rien »** quant à une « entrée en force » au Kosovo, avait déclaré quelques heures plus tôt, à Paris, le ministre français de la défense, Alain Richard. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France fournissent l'essentiel de la force de frappe de l'Alliance en Yougoslavie.

● **Trois mille trois cents soldats américains** se trouvent désormais en Albanie dans le cadre du déploiement des 24 hélicoptères d'attaque Apache. Initiale-

ment prévue mardi, l'arrivée de ces hélicoptères, spécialisés dans la destruction de blindés, a été différée, afin de sécuriser leur aire d'atterrissage. Une douzaine étaient attendus mercredi à Tirana et le reste jeudi.

● **L'Alliance a reçu des informations sur des opérations de nettoyage ethnique** par les forces serbes au Monténégro. D'après le porte-parole de l'Alliance, Jaime

Shea, qui se réfère aux témoignages des réfugiés, les forces serbes sépareraient par ailleurs systématiquement les femmes expulsées des hommes, dont ils se serviraient parfois comme boucliers humains devant des chars.

● **En violation des Conventions de Genève de 1949**, qui disposent clairement que les corps médical et para-médical doivent être épargnés, les forces serbes

L'espace aérien autour de la Serbie s'ouvre à l'Alliance

La Roumanie et la Bulgarie, deux des sept pays est-européens à avoir réclamé – sans encore l'obtenir – leur adhésion à l'OTAN, ont accepté que des avions de « Force alliée » puissent emprunter leur espace aérien dans le cadre de l'élargissement et de l'intensification des raids contre la Yougoslavie. Les mouvements d'un millier d'appareils, à terme, ne mangeront pas d'avoir des effets sur le trafic commercial. De leur côté, les trois nouveaux pays est-européens membres de l'OTAN, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, ont réaffirmé, dans un communiqué commun, leur « ferme soutien » aux frappes de l'Alliance. La République tchèque a ouvert son espace aérien et pourrait autoriser l'accès de son territoire à des convois terrestres et ferroviaires de l'OTAN vers la Hongrie, via l'Allemagne. La Hongrie a aussi mis son espace aérien et ses aéroports à la disposition de l'OTAN, même si elle n'envisage pas, à ce jour, de servir de point de départ à une action au sol contre Belgrade.

Les trois logiques qui inspirent la stratégie de coercition de l'OTAN

LE MINISTRE britannique de la défense, George Robertson, espère un revirement des chefs militaires yougoslaves, qui chasseraient du pouvoir Slobodan Milosevic, au vu des dégâts que les frappes aériennes de l'OTAN occasionneront, à la longue, à leurs forces armées. Le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, anticipe sur la pression que les milieux de la politique et des affaires, en Serbie, ne manqueront pas d'exercer sur Slobodan Milosevic à la perspective qu'une solution négociée est préférable à la continuation des bombardements alliés. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, annonce que l'effet des raids commence à se faire sentir et qu'il est prévu, sinon d'ajouter de nouvelles catégories de cibles, d'en accroître le nombre. Ces pronostics, avancés, mardi 20 avril, par des responsables – et non des moindres – de trois des pays impliqués dans « Force alliée », sont à l'image d'une opération dont les ambitions, clairement affichées ou non par ses planificateurs, sont à la fois alambiquées et assez cohérentes.

A l'OTAN, il existe, de fait, trois stratégies militaires menées plus ou moins de front, selon les circonstances, avec des succès variables. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'une stratégie séquencée et régulière. Ce serait plutôt trois chantiers différenciés, dont le rythme et le dosage

des actions qui les constituent varient d'un jour à l'autre, au gré des opportunités, avec des réussites diverses sur le terrain. Mais l'ensemble de ces logiques militaires est censé entrer dans un processus unique, qui vise à isoler et asphyxier la Serbie.

La première de ces stratégies a consisté à obtenir, par une série d'interventions périphériques, un étouffement progressif de la capacité de réaction des forces serbes au Kosovo. Les objectifs choisis l'ont été de façon à enfermer l'armée, blindée ou mécanisée, la police et les forces spéciales serbes de sécurité dans un espace – la province kosovare – où leurs capacités opérationnelles, faute de lignes de communication avec leur base-arrière, seraient amoindries sur le long terme. C'est la théorie du *containment*: le confinement et le maintien sous contrôle d'un adversaire. Mais, d'une part, l'Alliance a sous-estimé la résistance des forces serbes et leur aptitude à s'adapter aux seules frappes aériennes. Et, d'autre part, elle a oublié que, sur place, ces mêmes forces disposeraient de stocks, souvent dissimulés et disséminés, qui leur ont permis de tenir, à ce jour, au-delà du temps qu'on leur a initialement accordé. C'est actuellement la phase critique à laquelle l'OTAN est confrontée et qui lui fait réclamer de pouvoir définitivement couper le cordon ombilical de ces forces avec Belgrade en matière de carburant, de sou-

tien logistique, de ravitaillement, voire de renforts.

La deuxième stratégie va aller en s'amplifiant. Une pression maximale devrait s'exercer sur les forces serbes elles-mêmes au Kosovo, dès lors que des moyens aériens supplémentaires – à venir – permettront aux alliés de leur appliquer des frappes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'objectif des Américains est de pouvoir échapper ainsi à un engagement terrestre qui serait nécessairement lourd dans un environnement hostile. Ce pari, car c'en est un, consiste à immobiliser une armée parfaitement rodée au camouflage et sur la défensive, alors que des forces paramilitaires, peu susceptibles d'être intimidées, sont mobilisées pour la répression.

LES « HÉRISSEMENTS »

Face à cette double logique militaire de l'OTAN, force est de constater que Slobodan Milosevic et ses états-majors jouent les « hérissés » et s'activent pour créer des réseaux parallèles. D'un côté, la Serbie s'arc-boute sur ses moyens de défense dont, de son propre aveu, l'OTAN n'a détruit que 15 % du potentiel de combat après quatre semaines de raids. De l'autre, elle a réussi à surmonter – pour combien de temps ? – les dégâts créés, depuis une semaine, à ses capacités de raffinage.

Enfin, une troisième stratégie est, elle aussi, à l'œuvre. C'est à coup sûr le chantier de l'OTAN qui

prêtera le plus à interprétation, sinon à critique. Pour l'instant, l'Alliance en est restée aux phases 2 et « 2 bis », en quelque sorte, de sa planification, qui prévoient de s'en prendre aux infrastructures et à l'activité économiques de la Yougoslavie, dès lors qu'elles auraient, croit-on, des implications militaires. En Serbie et au Kosovo, les

membres, l'Alliance s'est néanmoins rabattue sur des instruments ou des symboles de ce même pouvoir. Des relais de communications ont été atteints, des rémetteurs de radio et de télévision pilonnés. Des sources d'énergie et des usines stratégiques sont hors service. Des sites « sensibles » ont été détruits,

Jets de pierres sur des soldats français en Macédoine

Deux soldats français ont été blessés, mardi 20 avril, par des jets de pierres, à Vic Kuceviste, un village à une quinzaine de kilomètres au nord de Skopje (Macédoine), et leur véhicule, une jeep P4, incendié. Selon les autorités françaises, l'incident s'est produit alors qu'une colonne de trois véhicules de l'ex-force d'extraction de l'OTAN a voulu traverser le village. Les véhicules se sont retrouvés pris sous des jets de pierres de la population.

« Pour éviter une escalade ou d'autres blessures, a précisé un porte-parole de l'OTAN, les soldats se sont alors retirés et ont dû abandonner un véhicule. » Les forces alliées, basées en Macédoine, comptent de l'ordre de 12 000 hommes, dont 2 700 Français d'un premier échelon, sous le commandement du général britannique Michael Jackson. Il leur arrive fréquemment d'être l'objet de signes d'hostilité, tels des jets de pierres, dans des villages à forte ethnité slave.

destructions, opérées par l'OTAN sous la contrainte d'avoir à éviter les « dommages collatéraux », sont importantes; certaines sont même irréversibles, et exigeront, après coup, un investissement financier hors de portée de la seule Serbie, à caractère international.

Sans être passée à la phase 3, qui vise le cœur même du pouvoir à Belgrade et qui, à ce titre, nécessitera l'aval unanime des pays

comme si l'OTAN avait voulu adresser un message avant de passer à la vitesse supérieure et à la phase suivante. Ainsi, selon des analystes américains, à travers quelques cibles, des proches de Slobodan Milosevic sont déjà visés: son propre fils, Marko, qui exploite une fabrique de tabac, durement touchée; sa fille, Marija, dont la chaîne de télévision a été bombardée en même temps que

membre du Parti de la gauche unie, dirigé par l'épouse de Slobodan Milosevic. « Il y a certainement des victimes, des journalistes pour la plupart, qui étaient présents dans le bâtiment au moment de la frappe », a déclaré le commandant de la défense civile de Belgrade, Dragan Covic.

● **Le dernier pont sur le Danube, à Novi Sad**, chef-lieu de la Voïvodine, a été touché par deux missiles, d'après la télévision serbe. On ignorait encore mercredi matin si l'ouvrage avait été détruit. Les deux autres ponts reliant Novi Sad à la rive droite du Danube ont été détruits par des bombardements alliés le 1^{er} et 3 avril.

● **Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés** a déploré, mardi, le refus de l'OTAN de lui transmettre les informations, qu'il recueille, grâce à la surveillance aérienne, sur les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo. Quant au flot des réfugiés franchissant la frontière, il est dérisoire depuis dimanche, sans que l'on s'en explique les raisons.

l'immeuble du Parti socialiste serbe au pouvoir; ou encore le président du Parlement fédéral, qui a des intérêts dans une entreprise de pétrole mise à mal.

Malgré l'escalade dans le martèlement de son économie et le martrage de son armée, Slobodan Milosevic campe sur ses positions. De leur côté, les alliés réitèrent leur détermination à mener des opérations aériennes.

EXPORTATION DE LA GUERRE

La crise yougoslave est-elle soluble dans cette stratégie de coercition de l'OTAN, avec ses trois logiques militaires qui n'ont pas encore mis à genoux les forces serbes et ont jeté sur les routes une marée de Kosovars expulsés de leur pays par une féroce répression? La pression militaire, qui se resserre sur les centres du pouvoir serbe, ne conduira-t-elle pas Slobodan Milosevic à chercher à rompre son isolement en exportant sa guerre pour semer la confusion chez les alliés? Et, dès lors, le cordon sanitaire établi par l'OTAN aux frontières, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie, grâce à la présence de ses troupes, voire au Monténégro et, plus loin encore, en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, sera-t-il assez étanche pour contenir l'affrontement? En ce début de la cinquième semaine de raids, c'est là le risque majeur de « Force alliée ».

Jacques Isnard

Deux semaines cruciales à Washington pour définir de nouvelles options politiques et militaires

WASHINGTON

de notre correspondant

Le Sénat américain a commencé de débattre sur la requête du président Clinton pour voter 6 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) de crédits supplémentaires pour financer le conflit au Kosovo, dont près de 1 milliard d'assistance humanitaire. La discussion a permis à plusieurs sénateurs de présenter une résolution donnant au président l'autorité pour utiliser « toutes les forces nécessaires ». Leur objectif est de forcer la main à l'administration pour qu'elle se décide à dépêcher des troupes au sol, à un moment où l'on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité des bombardements.

● **Le Kosovo au centre de la réunion de l'OTAN ce week-end**

Le langage officiel évolue: le secrétaire à la défense ne rejette plus d'emblée, comme précédemment, l'option terrestre.

Mardi 20 avril, William Cohen a déclaré: « Nous avons indiqué publiquement que, quand les chefs militaires penseront qu'il est nécessaire de considérer cette option, cela pourra être fait très rapidement. Mais ce n'est pas le cas actuellement. » Cependant, de sources américaines, l'OTAN met la dernière main à un plan de stabilisation dans les Balkans en trois points, incluant: une justification de l'intervention alliée; la nécessité d'assurer la sécurité à long terme des Balkans avec une participation russe, et le financement par l'Union européenne de la reconstruction après la guerre.

Selon le Conseil américano-britannique d'information sur la sécurité (Basic), ce document inclurait, en termes volontairement vagues, un accord pour recourir le cas échéant à des troupes au sol. Une décision qui, entend-on parfois ici, pourrait être prise à l'issue du sommet de l'OTAN des 23 et 24 avril ou peu après.

● **Les scénarios militaires et de sortie de crise**

L'envoi de forces terrestres est au cœur de tous les scénarios envisagés à Washington, qui vont d'une capitulation déguisée face à la détermination de Slobodan Milosevic jusqu'à une intervention massive pour le renverser. Entre ces options extrêmes peu envisageables, il existe plusieurs sorties de crise. Anthony Cordesman, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), en voit quatre, toutes périlleuses: crier victoire et s'en aller; revenir aux « illusions » de Rambouillet; organiser une partition dans l'honneur; l'effondrement du régime serbe sous les coups de boutoir alliés.

Vu les résultats – minimes – de la guerre aérienne sur l'armée de Belgrade, M. Cordesman estime que les deux semaines à venir seront cruciales: ou bien les hélicoptères Apache et les avions chasseurs de chars feront la diffé-

rence, ou bien il faudra intervenir au sol. Quelle que soit l'option choisie, conclut-il, ses résultats arriveront trop tard pour empêcher les Serbes de vider le Kosovo de ses habitants.

Stephen Larrabee, de la Rand Corporation, entrevoit quatre options, dont certaines recourent les précédentes: intensifier les bombardements pendant de longs mois, avec peu de chances d'emporter la décision; envoyer des troupes au sol alors que le soutien politique et de l'opinion semble encore insuffisant; créer une enclave pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et servir de tête de pont à une offensive; chercher un accord négocié, qui pourrait ne pas correspondre aux objectifs affichés par l'OTAN. Sur ce dernier point, beaucoup craignent, devant une vraie guerre prolongée, que les alliés – en premier lieu Bill Clinton – ne soient prêts à réduire leurs exigences et à traiter avec M. Milosevic.

● **En cas d'intervention au sol, comment s'y prendre?**

S'il faut intervenir sur le terrain, comment s'y prendre? Stephen Larrabee s'accorde avec Michael Vickers, du Centre pour l'évaluation stratégique et budgétaire, pour dire que l'option la plus favorable stratégiquement – une percée de blindés en Serbie à partir de la Hongrie – est la plus délicate, avec peu de chances d'emporter la décision; envoyer des troupes au sol alors que le soutien politique et de l'opinion semble encore insuffisant; créer une enclave pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et servir de tête de pont à une offensive; chercher un accord négocié, qui pourrait ne pas correspondre aux objectifs affichés par l'OTAN. Sur ce dernier point, beaucoup craignent, devant une vraie guerre prolongée, que les alliés – en premier lieu Bill Clinton – ne soient prêts à réduire leurs exigences et à traiter avec M. Milosevic.

En raison de la difficulté du terrain, il faudra utiliser des forces légères et mobiles. Trois scénarios s'offrent dans ce cas, qui peuvent

se combiner: armer l'UCK pour qu'elle fasse le travail, ce qui ne tente pas grand monde à Washington, où l'on se méfie de guérilleros peu fiables militairement et politiquement; former à partir des réfugiés une armée kosovare encadrée par l'OTAN; envoyer des troupes hélicoptères et d'infanterie de montagne nettoyer le Kosovo, seules ou combinées avec des forces kosovares, et appuyées par des blindés et des frappes aériennes. Les pertes risqueraient de se compter par centaines et les opérations de durer deux mois.

« Aucune de ces options ne paraît satisfaisante, mais la guerre aérienne ne marche pas: au printemps, la météo n'est favorable qu'un jour sur quatre, l'été, deux sur cinq. Ce n'est pas bon pour nos munitions guidées par laser, et les nouvelles ne sont pas encore au point », conclut Michael Vickers.

Patrice de Beer

OPPOSITION Le bureau politique de l'UDF a approuvé à une très large majorité, mardi 20 avril, la volonté de François Bayrou, son président, de conduire une liste auto-

nome pour les élections européennes du 13 juin, sans céder aux appels à l'union de l'opposition lancés par le RPR et Démocratie libérale. La commission des investitures

de cette liste devait se réunir mercredi. ● **NICOLAS SARKOZY**, président par intérim du mouvement gaulliste, a décidé de prendre la tête d'une liste RPR-DL en compagnie d'Alain

Madelin. ● **AU RPR**, le bureau politique devait, mercredi, entériner cette décision et s'employer à renvoyer sur l'UDF la responsabilité de la division actuelle. ● **JACQUES**

CHIRAC, surpris par la détermination de M. Bayrou, n'est pas parvenu à susciter la liste d'union qu'il appelait de ses vœux après le retrait du président du RPR, Philippe Séguin.

Le RPR et l'UDF se disputent la recomposition de la droite

La décision de François Bayrou de maintenir sa liste aux élections européennes contraint le président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, à s'engager dans ce scrutin. Cet affrontement affaiblit la stratégie de Jacques Chirac pour l'après-13 juin

À 14 H 30, mardi 20 avril, les derniers doutes de François Bayrou sont envolés. Les réactions enregistrées après son émission de dimanche soir, sur TF 1, continuent d'être très favorables ; le RPR et Démocratie libérale se débattent dans une situation peu enviable ; et, surtout, le bureau politique de l'UDF, qui s'achève après trois heures et demi de débat, vient de lui démontrer que la grande majorité de ses lieutenants appuient sa démarche et, qui plus est, qu'ils sont prêts à le montrer. Cette fois, les centristes sont déterminés. M. Bayrou maintiendra donc sa liste aux élections européennes.

A 11 heures, lorsque la réunion commence, presque tous les caciques de la maison sont présents. Seuls manquent à l'appel André Santini, un des vice-présidents du parti, excusé, et Pierre Méhaignerie, en vacances aux Etats-Unis. Consulté auparavant par téléphone, l'ancien président du CDS a prudemment suggéré à ses amis

Le PS constate « la profonde division du parti du président »

Le bureau national du PS a débattu, mardi 20 avril, de la situation politique à droite. « *Davan tage que d'une crise de l'opposition, a notamment expliqué Alain Claeys, directeur de la campagne européenne du PS, nous sommes désormais en présence d'une profonde division au sein même du parti du président de la République.* » M. Claeys a ajouté que cela « *n'est pas neutre* » dans le fonctionnement des institutions, mais n'a pas précisé son analyse sur ce point.

« *Plus que jamais, nous devons être un pôle de stabilité autour du premier ministre et du gouvernement* », a conclu le secrétaire national du PS, réduisant ainsi par avance la capacité d'expression du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, dont plusieurs responsables figurent en position éligible sur la liste socialiste pour les prochaines élections européennes.

d'essayer de « *gagner du temps* ». Il sera bientôt hors sujet. Parmi les présents, tous, ou presque, s'expriment. François Léotard fait exception. Il a confié à Dominique Paillé, directeur de la campagne de M. Bayrou, qu'une liste séparée est peut-être la moins mauvaise solution, mais qu'aucune des solutions possibles n'est bonne. Les participants y lisent une manifestation de fidélité balladurienne.

« **SARKOZY RÉTRÉCIT CHIRAC** »

Les gradés du Sénat, en revanche, sont plus bavards. Et – ce n'a pas toujours été le cas – ils appuient la thèse de la liste UDF autonome. René Monory, battu à la présidence du Sénat, au mois d'octobre 1998, par le RPR Christian Poncelet, désormais membre du comité politique qui entoure le président par intérim du parti gaulliste, Nicolas Sarkozy, applaudit des deux mains la fermeté affichée par M. Bayrou. Jean Arthuis, président du groupe de l'Union

centriste du Sénat, n'est pas en reste. Alain Lambert, rapporteur général du budget au Palais du Luxembourg, suit le mouvement : « *Pour le président de la République lui-même, il vaut mieux une pluralité de listes. Car Sarkozy rétrécit Chirac* », plaide-t-il notamment. Les candidats à une place sur la liste dont l'existence est mise en débat – Alain Lamassoure, Thierry Cornillet, etc. – poussent les uns après les autres à sa constitution. Même Nicole Fontaine, auteur, il y a quelques semaines, d'une tribune parue dans *Le Figaro* plaidant pour une liste d'union, abonde en ce sens. Gilles de Robien, porte-parole de l'UDF, confirme son soutien, tandis que Bernard Bosson, ancien rival de M. Bayrou pour la présidence du CDS, ne ménage pas le sien.

A côté des partisans déterminés de la liste, qui constituent au moins les deux tiers de l'assemblée, d'autres souhaiteraient un dialogue avec le RPR. C'est le cas

M. Bayrou : « Tourner la page sur des années d'enlissement »

COLMAR (Haut-Rhin)

de notre envoyée spéciale

Dans l'avion – d'une contenance de six passagers la semaine dernière, de vingt ce soir – qui l'emmena à Colmar pour une rapide réunion publique, mardi 20 avril, François Bayrou montre obligeamment, sur son ordinateur portable, les e-mails d'encouragement et de félicitation qu'il a reçus depuis son passage sur TF 1, dimanche 18 avril. « *Quelques messages, on peut les truquer, mais pas des dizaines, s'enchant*e le président de l'UDF. *C'est fou l'impact que peut avoir une seule émission de télévision !* » Ce soir, il en est maintenant certain, il tiendra le premier meeting de la seconde campagne européenne qui s'est offerte à lui, et qu'il a décidé de faire, après la démission de Philippe Séguin.

Cette nouvelle campagne ne ressemble déjà plus tout à fait à la précédente. Les responsables locaux de l'UDF veulent eux aussi le croire. « *L'UDF a gagné en crédibilité. Tenez ferme, tenez bon !* », lui lance, en guise de bienvenue, Bernard Stoessel, président de la fédération du Haut-Rhin. Lorsque M. Bayrou se dirige à son tour vers le micro, les quelque trois cents participants applaudissent sagement en cadence, signe sans équivoque, à l'UDF, de ce qu'ailleurs on nommerait enthousiasme. « *Il y a des moments, attaque M. Bayrou, où les campagnes électorales basculent. Jacques Chirac évoque souvent ce jour de février 1995 où, pour lui, la campagne présidentielle a basculé. En entrant dans cette salle, j'ai eu le même sentiment.* »

de Renaud Donnedieu de Vabres, député d'Indre-et-Loire et proche de M. Léotard, qui penche, depuis longtemps, du côté de l'union de l'opposition ; de Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, qui fut la tête de liste de l'ensemble de l'opposition aux européennes de 1994 ; Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, qui, les jours précédents, a semblé pencher en faveur de la discussion, demeure dans le flou. Quant à Philippe Douste-Blazy, président du groupe de l'Assemblée nationale, quelque peu encombré de son double engagement en faveur d'une liste UDF, d'une part, et de Jacques Chirac, de l'autre, il préfère évoquer l'avenir et les équilibres à venir dans l'opposition.

Lui aussi initialement partisan de l'union de l'opposition, Jacques Barrot reconnaît cependant la valeur des arguments en faveur de la liste. Constatant que l'assemblée penche clairement de ce côté, il annonce qu'il se rangera à son

Puis le président de l'UDF rappelle qu'avant les régionales de 1998 il était venu soutenir la liste conduite par M. Stoessel, alors aux prises avec la liste RPR rivale d'Hubert Haenel. « *Quelles menaces ne nous a-t-on pas servies !* », s'exclame M. Bayrou, avant d'ajouter : « *Malgré tous les prophètes de malheur, cette liste est arrivée en tête de toutes les listes de l'opposition.* »

Dans cette nouvelle campagne, M. Bayrou parle bien entendu de l'Europe. Mais, et c'est nouveau, il parle aussi beaucoup de politique intérieure – « *je ne suis pas un ange pur et radieux, je sais que ça existe* », rassure-t-il son public.

« *Nous sommes dans l'opposition, plus, nous sommes l'opposition, à égalité de droits et de devoir* », lance-t-il à l'adresse du RPR. Surtout, le président de l'UDF endosse désormais un autre costume : celui, déjà porté en d'autres occasions, et notamment en 1989, de renovateur. « *N'avez-vous pas le sentiment que ce dont a le plus besoin l'opposition, c'est de renouvellement, d'oxygène, d'apparition d'idées et de générations nouvelles ?* », interroge M. Bayrou. « *C'est parce que l'opposition a renoncé au débat d'idées qu'elle est là où elle est aujourd'hui* », a-t-il fait valoir avant d'espérer qu'un vrai débat européen dans cette campagne permette de « *tourner la page sur des années d'enlissement* ».

Cécile Chambraud

Suicide, résurrection et rédemption de la famille centriste

CHAUSSE-TRAPES, embuscades, occasions manquées et chances saisies : la reconstruction de l'UDF aura demandé un an d'efforts à François Bayrou. Rien

RÉCIT

Un an d'efforts de M. Bayrou pour éviter la disparition de l'UDF

n'était acquis. Longtemps, même, cette émancipation a davantage ressemblé aux derniers soubresauts de la droite non-gaulliste.

● **24 mars 1998 : le pari.** Vingt ans après sa création par Valéry Giscard d'Estaing, la confédération libérale et centriste a vécu. Le 20 mars, au lendemain d'élections régionales calamiteuses pour la droite, cinq présidents de région issus des rangs de l'UDF ont été élus avec les voix du Front national. Réuni à la hâte dans la soirée du 24 mars, le bureau politique de l'UDF ne parvient pas à trancher. Son président, François Léotard, soutenu par François Bayrou, demande l'exclusion des cinq présidents, parmi lesquels Charles Millon, Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson. Au nom de la majorité des libéraux, Alain Madelin refuse cette sanction et dénonce un « *lynchage médiatique* ».

Président de Force démocrate, François Bayrou voit dans ce désaccord l'occasion de s'emparer de toute l'UDF. « *Une époque vient*

de s'achever », lâche-t-il. Dès le lendemain, sans consulter personne, il tente son pari. Ce dont la droite a besoin, lance-t-il, c'est d'un « *nouveau parti du centre et du centre-droit, l'espace que l'UDF occupait si mal* ». Et il appelle à le rejoindre « *tous les démocrates, les républicains, les libéraux* » qui refusent les accommodements avec l'extrême droite.

● **14 mai : l'isolement.** François Bayrou rêvait d'une percée de mousquetaire. Très vite, il doit déchanter. Bien peu se précipitent derrière le panache blanc de l'ancien ministre de l'éducation. Au contraire. Il a beau ferrailer, demander une consultation de la base, prêcher pour un nouveau parti unifié, tous ou presque l'accusent d'avoir cassé l'UDF et le soupçonnent de songer à pactiser avec la gauche.

Surtout, Alain Madelin refuse de se laisser absorber. Craignant d'affronter directement François Bayrou devant les militants, il préfère quitter la confédération. Pour pallier l'effritement de l'opposition, Philippe Séguin, président du RPR, et François Léotard, son homologue de l'UDF, annoncent sans crier gare, le 14 mai, la création de L'Alliance. Deux jours plus tard, fort d'une cinquantaine de députés de Démocratie libérale (sur les 112 que compte l'UDF), Alain Madelin quitte l'UDF et adhère à L'Alliance.

Voilà François Bayrou isolé, en butte à la fronde de ses amis cen-

tristes, poussé à abandonner la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, condamné enfin à subir un nouveau camouflage, le 16 juin, avec l'élection à ce poste d'un rival ambitieux, Philippe Douste-Blazy, contre son propre candidat, Gilles de Robien. Douché par ces revers en cascade, le président de Force démocrate se réfugie prudemment, le 7 juillet, sous l'aile de l'Elysée : « *Les choix européens du président de la République sont justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se retrouver sur la même liste* » pour les élections européennes.

● **16 septembre : l'UDF réduite aux acquets.** François Léotard, battu aux régionales et cerné par la justice, a jetté l'éponge au début de l'été. La présidence de l'UDF est en déshérence. Mais une UDF réduite aux bataillons de Force démocrate et aux maigres troupes du parti de Hervé de Charette, des Adhérents directs, des radicaux de Thierry Cornillet et des libéraux en rupture de ban.

C'est pourtant à la tête de ce regroupement de notables et de baronnets que François Bayrou est élu, le 16 septembre, avec 89 % des suffrages exprimés par les adhérents. Reste à reconstruire un vrai parti, à unifier les structures de ses composantes, à s'imposer dans le concert de l'opposition.

Et ça commence on ne peut plus mal. Le 2 octobre, le tout nouveau président de l'UDF assiste, impuissant, à la conquête

par Christian Poncelet – un gaulliste ! – de la présidence du Sénat. Le centriste René Monory est battu. La seule place forte de la droite libérale et centriste est perdue. M. Bayrou en est réduit à groumeler en privé contre ce coup bas. « *On ne va pas au clash*

Marie-France Garaud moque « l'exploit » de M. Chirac

Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, candidate en troisième place sur la liste de MM. Pasqua et de Villiers, n'a jamais mâché ses mots. « *Jacques Chirac aura réussi l'exploit de rétablir le régime d'assemblée, de faire entrer en fait la France dans l'OTAN et d'avoir redonné vie à l'UDF. M. Giscard d'Estaing doit se sentir frustré* », lance-t-elle dans un entretien au *Figaro*, mercredi 21 avril.

M^{me} Garaud ajoute que la démission de Philippe Séguin « *n'est que la conséquence de la mauvaise foi, de l'ambiguïté et de "l'embrouille" qui imprègnent la politique intérieure et extérieure de la France* ». Quant au président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, « *s'il incarnait le gaullisme, on le saurait* », assure-t-elle. Pour les élections européennes, « *François Bayrou et Charles Pasqua ont choisi la clarté, les autres continuent leurs opérations de camouflage. Pas pour longtemps* », conclut-elle.

sur un échec », calcule-t-il. Il se résigne à attendre des jours meilleurs. On se gausse, au RPR, de « *l'UDF-canal historique* ».

● **9 janvier 1999 : la revanche de Rhône-Alpes.** Un changement de pied de la direction du RPR, dans la nuit du 8 au 9 janvier, va soudainement réveiller le président de l'UDF. Assez des « *coups de sifflets* » ! « *Il suffit que nous cessions d'avoir peur* », affirme M. Bayrou.

Il avait été laborieusement

avis, mais conjure ses amis de prendre garde à l'isolement. Il les prévient aussi que l'UDF devra justifier sa liste « *dans un contexte rendu plus difficile par le départ de Séguin, la guerre du Kosovo et la perspective des élections municipales et législatives* ». Henri Plagnon, député du Val-de-Marne et signataire, avec Renaud Dutreil, député UDF de l'Aisne, ainsi que des députés RPR et DL, de multiples appels à l'union, fait rire sous cape lorsqu'après un *mea culpa* – « *je me suis trompé, François, je ne pensais pas que l'hypothèse d'une liste UDF serait si bien accueillie* », il suggère au président de l'UDF qu'il serait peut-être en fin temps de rentrer dans le rang.

Le souvenir d'humiliations passées enflamme parfois les esprits. Le RPR en fait les frais. Le RPR version Nicolas Sarkozy, s'entend, puisque l'UDF s'est aujourd'hui trouvé, en Charles Pasqua, un allié de choix. « *C'est lui le véritable porteur du gaullisme. Nicolas Sarkozy, c'est un autre parti* », affirme ainsi Maurice Leroy, député du Loir-et-Cher, ancien secrétaire général du groupe communiste du Sénat avant d'être « débauché » par M. Pasqua, puis d'être élu député UDF.

M. PASQUA, ALLIÉ OBJECTIF

Cette alliance de revers avec M. Pasqua, c'est justement l'un des éléments qui a conduit M. Bayrou a croire en sa chance. Renoncer à sa liste, a-t-il calculé, c'eût été, pour lui, disparaître du paysage de l'opposition, qui aurait été alors entièrement occupé par les avatars du RPR : un RPR libéral et européen autour de M. Sarkozy, un RPR national autour de M. Pasqua. Et Jacques Chirac en surplomb. Maintenir la liste UDF, spécule M. Bayrou, c'est occuper le terrain guigné par M. Sarkozy, sans contester le moins du monde celui de M. Pasqua. Seul face au RPR et à DL dans l'ancienne Alliance, M. Bayrou s'envisage aujourd'hui un allié, M. Pasqua, face au tandem Sarkozy-Madelin, qui cohabite sur le seul et même terrain du libéralisme. « *Ce trépied-là me plaît* », se félicite M. Bayrou.

Il ne reste plus au bureau politique qu'à trouver le moyen de

dire « non » sans passer pour le fauteur de trouble. Le communiqué charge donc M. Bayrou de défendre devant les Français une « *Europe politique fédérale* ». « *Fédérale* », c'est le seul mot que ne peut articuler un gaulliste. Pour faire bonne mesure, la date de convocation du conseil national, initialement envisagé pour le 2 mai, est avancé au dimanche 25 avril : puisque la décision est

La gauche en hausse dans un sondage

Un mois après le début de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le chef de l'Etat et le premier ministre bénéficient du soutien croissant de l'opinion. Selon l'enquête de BVA, réalisée du 15 au 17 avril auprès d'un échantillon de 1 101 personnes et publiée par *Paris-Match* (daté 22 avril), Jacques Chirac recueille 65 % de bonnes opinions (+ 5 points), tandis que Lionel Jospin est crédité de 64 % de bonnes opinions (+ 8 points en un mois).

Ce sondage, réalisé au moment de la démission de Philippe Séguin, permet mal d'en mesurer l'impact pour les élections européennes. Une liste conduite par MM. Sarkozy et Madelin recueille 20 % d'intentions de vote, une liste autonome de M. Bayrou 8 %, tandis que la liste de MM. Pasqua et de Villiers est créditée de 9 %. A gauche, la liste de M. Hollande recueille 24,5 % d'intentions de vote (+ 1,5 point) ; M. Cohn-Bendit regagne 2 points à 10 %.

prise, inutile de s'exposer aux pressions en tous genres. Un nouveau bureau politique de l'UDF en précisera, jeudi, l'ordre du jour. Jeudi, dimanche : c'est, dans les deux cas, le lendemain des réunions du RPR. Il ne sera pas dit que l'UDF aura rompu la première. En attendant, au programme de mercredi, réunion de la commission des investitures.

Cé. C.

L'« *accident rhônalpin* », comme dit Nicolas Sarkozy, va donner lieu à des semaines de polémiques. Philippe Séguin évoque notamment l'alliance des années 50 entre centristes et socialistes. Le comble est atteint lorsqu'à la table même du président de la République, le 19 janvier, M. Séguin rabroue brutalement M. Bayrou.

● **7 février : candidat malgré lui.** Depuis des mois, François Bayrou freinait des quatre fers. Bien sûr, l'Europe est une chasse gardée de l'UDF, et beaucoup des caciques du parti, dont Philippe Douste-Blazy, qui guette un faux-pas, poussent leur président à conduire une liste. Celui-ci rechigne à faire cavalier seul pour le scrutin du 13 juin : la pression du RPR, soutenu par le chef de l'Etat, autant que le souvenir cuisant de la liste de Simone Veil en 1989, dont il était directeur de campagne, l'incitent à se couler dans une liste unique de l'opposition, conduite, au besoin, par Philippe Séguin. Mais c'est précisément le passé anti-maastrichtien du président du RPR qui refuse une partie croissante de ses troupes. La bataille de Rhône-Alpes a brusquement changé la donne. Le 7 février, le conseil national de l'UDF se prononce pour une liste séparée aux européennes. A ce titre, Jacques Chirac le reçoit très régulièrement, jusqu'à la veille du retrait de Philippe Séguin.

Gérard Courtois

Parution du décret sur le service militaire volontaire

LES JEUNES FRANÇAISES nées avant le 31 décembre 1982 peuvent désormais effectuer un service volontaire dans les armées. Le décret d'application de la loi d'octobre 1997 sur la réforme du service national vient de paraître au *Journal officiel*. Le volontariat devrait permettre aux Français et aux Françaises, âgés de dix-huit à vingt-six ans, de réaliser une première expérience professionnelle au sein des trois armées et de la gendarmerie. Il est conclu pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois. Le volontaire sert sous statut militaire et il perçoit une solde équivalent au smic. Au total, à l'horizon 2002, le ministère de la défense est autorisé à embaucher 27 171 jeunes volontaires - hommes et femmes -, dont 60 % dans la gendarmerie.

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ** : Bruno Mégret, président du Front national-Mouvement national, s'est déclaré, mardi 20 avril, opposé au renforcement des effectifs de police de proximité annoncé lundi par le conseil de sécurité intérieure. M. Mégret, qui ne croit pas à la prévention, a expliqué lors d'une conférence de presse à Senlis (Oise) que « les policiers n'ont pas à s'occuper des honnêtes gens, mais des délinquants ».

■ **35 HEURES** : la CFE-CGC réclame une troisième loi en 2000 afin de répondre aux litiges juridiques posés par les 35 heures. Cette loi devrait, notamment, être l'occasion de « réformer le droit du licenciement pour motif économique », ajoute l'organisation syndicale, en rappelant que le gouvernement s'y était engagé.

Le surcoût pour l'Etat de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs

Verts et communistes plaident pour un dispositif plus généreux

Compte tenu des transferts financiers prévus, la facture complémentaire de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs pour les finances

publiques. Jugeant la somme modeste, les communistes et les Verts comptent revenir à la charge pour demander le relèvement du seuil ouvrant droit au dispositif.

ADDITION FAITE, la mise en place de la couverture maladie universelle (CMU) sera d'un « coût final modéré » pour les finances publiques. Pour l'Etat, la « charge nette » supplémentaire sera de 1,7 milliard de francs (260 millions d'euros), selon les calculs du rapport de la commission des affaires sociales rendu public mardi 20 avril. C'est moins que les premières estimations qui avaient été réalisées pour ce projet de loi, discuté à partir de mardi 27 avril à l'Assemblée nationale. Du coup, députés Verts et communistes comptent revenir de plus belle à la charge sur l'extension de la CMU, en demandant que le plafond de revenus mensuels ouvrant droit au dispositif soit relevé, de 3 500 à 3 800 francs. Il y a peu, ils avaient d'ailleurs réussi, avec le soutien de l'opposition, à faire adopter par la commission des affaires sociales un amendement dans ce sens avant d'être à nouveau mis en minorité, dès le lendemain, par les socialistes (*Le Monde* du 9 et du 10 avril).

« On nous présente la CMU comme un projet historique. Et, pour ce projet historique, combien met l'Etat ? 1,7 milliard de francs ! », tempête le député Maxime Gremetz (PC, Somme). « Un projet ne se mesure pas à son coût. Que celui-ci se fasse dans des conditions financières maîtrisées, cela me paraît lui donner encore plus de valeur », riposte le rapporteur du projet de loi, Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe). Le financement de la CMU, cette « urgence sociale trop longtemps différée », est complexe puisqu'il repose sur « d'importants transferts financiers », comme le re-

connait le rapport. Les crédits, attribués jusqu'ici aux départements chargés de l'aide médicale gratuite, sont recentralisés. Cela permettra, souligne M. Boulard, de « diminuer de 9,1 milliards de francs la dotation générale de décentralisation ». L'Etat devra, en revanche, alimenter les fonds destinés à financer les deux étages de la CMU : l'accès obligatoire au régime de base pour 150 000 personnes qui en étaient jusqu'ici dépourvues et l'accès, gratuit, à un régime complémentaire pour six millions de bénéficiaires potentiels. La différence, entre l'ancien système et celui qui devrait lui succéder, s'élève donc à 1,7 milliard. La part du financement qui revient aux partenaires du projet, assurances et mutuelles, a été fixée sans plus de précision à 1,75 % du montant total des cotisations santé versées par leurs adhérents. Soit, selon des estimations mutualistes, une somme quasi équivalente, dans ce secteur, à celle versée en plus par l'Etat.

« AUGMENTATION CONJONCTURELLE »

A ceux qui redoutent des mauvaises surprises dues à des projections trop basses, M. Boulard répond dans son rapport par une formule alambiquée. « Il n'y a pas de risque de forte augmentation des dépenses de soins par les futurs bénéficiaires de la CMU ; les statistiques montrent que les personnes les plus modestes dépensent en moyenne 10 % de moins que les autres en matière de santé. On peut s'attendre toutefois à une augmentation conjoncturelle de ces dépenses lors de l'entrée dans le dispositif du fait d'une mise à niveau ». Lors de son audition par la commission des

affaires sociales, le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, avait cependant jugé nécessaire de « réviser les prévisions du financement du dispositif », estimant à 800 000 le nombre de personnes âgées qui en bénéficieraient...

La participation de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), elle, a d'ores et déjà été revue à la hausse. Au final, la charge nette qui devrait peser sur la Caisse sera de 900 millions de francs, après, ici aussi, d'importants transferts financiers. Cette somme résulte de la suppression de l'assurance personnelle, compensée en partie seulement par de nouvelles cotisations, moins élevées, et par l'accès au régime de base de 150 000 personnes. Bien que l'assurance-maladie soit engagée par ailleurs dans un plan d'économies, M. Boulard écrit qu'« en définitive le montage financier du projet permet de ne pas modifier pour l'an 2000 de façon sensible les équilibres issus de la loi de financement de la Sécurité sociale ».

En réponse aux critiques des Verts et des communistes, et pour diminuer les effets de seuil, le rapporteur propose la création d'un nouveau fonds, alimenté par les organismes complémentaires, encouragés à « faire un effort de solidarité ». Ce fonds serait destiné à venir en aide aux personnes dont les ressources se situent juste au-dessus de la barre des 3 500 francs. Certains s'étonnent. « Cette idée est sortie comme ça. Il n'y a eu aucune concertation sur le sujet », affirme M. Davant.

Isabelle Mandraud

Robert Hue réfléchit à un compromis sur le Kosovo avec ses co-listiers

Le PCF d'accord pour une « force d'interposition »

DANS les prochains jours, les partenaires de la liste « Bouge l'Europe ! » conduite par Robert Hue devraient rendre public un texte commun sur le Kosovo. C'est le secrétaire national du PCF qui a rendu la mèche, lundi 19 avril, dans un de ses meetings de campagne, à Charleville-Mézières (Ardennes).

Comprenant sur sa liste des personnalités qui soutiennent l'intervention militaire en Serbie, notamment la philosophe Geneviève Fraysse en seconde position et Philippe Herzog, député européen sortant, ex-communiste, en septième place, il s'agit pour M. Hue qui a désapprouvé, dès le début du conflit, les bombardements de l'OTAN, de trouver une délicate synthèse.

L'enjeu pour le parti communiste est de taille. M. Hue a en effet réaffirmé, mardi 20 avril, dans un entretien au *Midi Libre* que sa position est « claire », sur le Kosovo, mais les questions qui continuent d'affluer, lors de ses déplacements, montrent qu'elle n'est pas perçue comme telle. Si la double parité (autant de femmes que d'hommes ; de communistes que de non-communistes...) continue d'être un motif de fierté pour M. Hue, en revanche, la pluralité d'opinions qui s'expriment au sein de la liste qu'il conduit, menace à terme de brouiller son discours. A l'issue du comité national du PCF, vendredi 16 avril, Sylviane Ainardi, députée européenne, qui en était le rapporteur, avait d'ailleurs reconnu que « tout cela nous bouscule ».

Par chance, les douze premiers de liste « Bouge l'Europe ! » sont tous parisiens ou presque et, de-

puis vendredi, ils se sont réunis à plusieurs reprises au siège de campagne, afin d'élaborer un texte de compromis. Ce texte est destiné à paraître dans le premier journal de campagne de la liste.

NE PAS « TRICHER »

Il s'agit pour les co-listiers de ne pas « tricher » et de ne pas masquer les désaccords initiaux qui portaient au premier chef sur la nécessité d'intervenir militairement au Kosovo. Ce constat de désaccord sera donc notifié dans le préambule. Mais alors que le conflit s'installe dans la durée, il semble possible que des points d'accord se dessinent pour trouver « une issue politique » au conflit.

Dans la première ébauche du texte, les membres de la liste se retrouvent pour « réintroduire l'ONU, comme élément pivot », dans une solution de sortie de crise. « Le refus de toute partition du Kosovo », ainsi que la nécessité du déploiement d'« une force d'interposition internationale » font aussi partie des points d'accord. A la demande de M. Herzog, il a été ajouté que « la défaite du régime de Milosevic et de tout pouvoir nationaliste est une condition nécessaire à une paix durable ».

De son côté, M. Hue a, dans le même entretien au *Midi Libre*, fixé la limite des concessions admissibles pour les communistes. Pour lui, « une intervention terrestre nous placerait au bord de l'abîme » dit-il, et « les communistes prendraient alors toutes leurs responsabilités ». Mais « je suis convaincu que notre voix sera entendue », ajoute-t-il.

Alain Beauve-Méry

(Publicité)

LA SOCIETE GENERALE SERA FERMEE LE 22 AVRIL APRES-MIDI

Ce jour-là, le personnel de la banque poursuivra son action pour s'opposer au cataclysme qui menace le secteur bancaire français dont la Société Générale.

Les fusions ont toujours la même raison d'être, la logique des marchés financiers.

La méga-fusion BNP-SG-Paribas aboutirait forcément à :

- moins d'agences
- moins de personnel
- moins de disponibilités
- des crédits et des services plus chers,

car le Président de SBP (le nouvel ensemble BNP-SG-Paribas) ne pourrait faire autrement que d'obtempérer aux ordres des investisseurs ayant soutenu son projet et qui réclameraient leur dû.

Ce jour-là, le personnel de la Société Générale défendra un secteur bancaire français indépendant, capable d'offrir un réel choix concurrentiel à la clientèle.

Ce jour-là, sera une gêne momentanée pour ses clients.

Pour tous, ce sera un investissement sur l'avenir.

Le secteur bancaire doit aider au développement de l'économie et de la croissance, être un soutien aux entreprises, à l'investissement, être au service de la clientèle, de toute la clientèle.

**Délégations nationales des syndicats CFTD-CFTC-CGT-FO-SNB/CGC,
Comité d'entreprise de la Société Générale.
Tour Société Générale - 92972 PARIS LA DEFENSE**

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

MÉDECINE La France est le plus grand consommateur mondial de « veinotoniques », ces médicaments destinés à lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et la maladie

veineuse. Le marché français représente 70 % du marché mondial. ● EN 1997, CINQ VEINOTONIQUES figuraient parmi les cinquante médicaments les plus vendus en France,

ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs et un coût de 1,6 milliard de francs pour l'assurance-maladie. ● DANS UN RAPPORT, l'Agence du médica-

ment conclut pourtant que ces traitements si souvent prescrits n'ont aucune efficacité. ● AU VU DE CES DONNÉES, MARTINE AUBRY ET BERNARD KOUCHNER ont saisi la

commission chargée d'étudier la prise en charge, par la Sécurité sociale, des médicaments concernés. Un déremboursement de ces traitements pourrait être envisagé.

L'incompréhensible boulimie française pour les « veinotoniques »

70 % des médicaments destinés à lutter contre les « jambes lourdes » consommés dans le monde le sont en France. Selon l'Agence du médicament, ces molécules, qui coûtent 1,6 milliard de francs par an à l'assurance-maladie, sont pourtant inefficaces

LA FRANCE détient un étrange record : à elle seule, elle consomme plus des deux tiers des médicaments « veinotoniques » – ces molécules qui sont censées lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et l'insuffisance veineuse des membres inférieurs – vendus dans le monde. Aucune donnée médicale ou épidémiologique ne justifie cette consommation exceptionnelle qui est à la fois fort coûteuse pour la collectivité et dommageable pour la santé publique. « Une forte demande en consultations de ville, une offre importante du nombre de spécialités soutenue par une promotion active, des industriels pharmaceutiques et un statut de médicament remboursable sont probablement les principaux éléments pouvant expliquer cette spécificité française », souligne un rapport daté du mois de mars et rédigé par l'Agence du médicament et l'Observatoire national des prescriptions et consommations des médicaments.

Ce document met en lumière les incohérences de ce secteur méconnu de l'activité médicale et pharmaceutique française. Son constat est accablant quant à la consommation des très nombreux médicaments – le dictionnaire Vidal en recense 77 – officiellement destinés, en France, à lutter contre les symptômes de la « maladie » – ou de « l'insuffisance veineuse » – des membres inférieurs, une entité pathologique complexe et mal définie (*lire ci-contre*) : cinq veinotoniques figuraient, en 1997, parmi les cinquante médicaments les plus vendus, en unités (nombre de boîtes). Trois de ces molécules figuraient en outre parmi les cinquante médicaments qui ont dégagé le plus de chiffre d'affaires en 1998.

CROISSANCE CONSTANTE

La consommation des veinotoniques dans notre pays est en croissance constante : malgré un léger infléchissement ces dernières années, ces médicaments ont enregistré une progression annuelle

moyenne, en volume, de 2,4 % de 1991 à 1997. En 1998, dix-huit millions de prescriptions de veinotoniques ont été effectuées, ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs. Entre 1983 et 1997, la progression du chiffre d'affaires de ce secteur pharmaceutique a été, en moyenne annuelle, de 7,3 %. « Le marché de ces substances est en France huit fois plus important qu'en Italie, et plus de cent cinquante fois plus important qu'en Grande-Bretagne » souligne le rapport. Aux Etats-Unis, il est même « pratiquement inexistant » alors que ce pays est le premier marché mondial du médicament.

Cette situation est d'autant plus incompréhensible que le rapport établit que fort peu d'éléments permettent d'affirmer que ces médicaments sont dotés d'une réelle efficacité. Le traitement de référence de l'insuffisance veineuse des membres inférieurs n'est pas médicamenteux : il est plus effi-

cace, selon le rapport, d'avoir recours à une contention élastique des membres inférieurs. En pratique, la prescription par les médecins des médicaments veinotoniques fait suite à différentes doléances exprimées par leurs patients (sensation de « jambes lourdes », de gonflement des membres inférieurs, de crampes nocturnes et de sensations de picotements en différents endroits des membres inférieurs) ou à la présence de varices. La consommation de ces substances fait aussi une large place à l'automédication.

Les auteurs du rapport de l'Agence du médicament rappellent que les recommandations officielles établies, depuis novembre 1998, au travers des « références médicales opposables » – ces règles de « bonne pratique » médicale ouvrant droit au remboursement – ne définissent aucune situation dans lesquelles ces molécules peuvent être prescrites.

Le gouvernement étudie les modalités d'un déremboursement

AU VU du caractère atypique de la consommation française de médicaments veinotoniques, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, ont annoncé, mercredi 21 avril, qu'ils avaient saisi la commission de la transparence de l'Agence du médicament afin que soit réévaluée avant la fin du premier semestre 1999 le réel bénéfice thérapeutique apporté par cette classe de médicaments.

Cette commission de l'Agence du médicament, composée de seize représentants des pouvoirs publics et du monde médical et pharmaceutique est chargée de la réévaluation des médicaments remboursables, qui tous les trois ans, doivent faire l'objet d'un réexamen en vue du renouvellement de leur inscription sur la liste des spécialités remboursées par la

Sécurité sociale. Cette réévaluation a pour objectif de rationaliser et d'harmoniser les conditions de prise en charge des médicaments en se fondant, strictement, sur le « service médical rendu », autrement dit sur leur rapport bénéfice-risque et sur leur efficacité thérapeutique.

AUTOMÉDICATION

La réévaluation peut ainsi aboutir à un déremboursement, partiel ou total, de certaines molécules et constitue *de facto* un instrument de lutte contre les prescriptions abusives et la dérive des dépenses de santé. En janvier 1998, le gouvernement avait retiré de la liste des spécialités remboursables du Lysanxia dans son dosage à 40 milligrammes (laboratoires Parke-Davis), un médicament anxiolytique très prescrit en France. Les experts de l'Agence du médicament

avaient en effet estimé que cette molécule, indiquée dans différentes formes d'anxiété, était utilisée bien au-delà de ses indications officielles. Sept mois plus tard, le Maxepa (laboratoires Pierre Fabre), un médicament prescrit depuis 1987 pour prévenir certaines maladies cardiovasculaires, faisait lui aussi l'objet d'une décision de déremboursement total en raison d'un service médical rendu jugé insuffisant.

Dans un point de vue publié peu de temps avant ces mesures dans nos colonnes (*Le Monde* daté 14-15 décembre 1997), Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux, dénonçait « la politique honteuse du déremboursement », qui conduit selon lui à « une destruction du lien social », renforce les inégalités devant l'accès aux soins et favorise l'arrivée des assurances privées dans le champ de la santé.

rapport à la contention élastique obtenue grâce au port de bas, qui constitue, selon la littérature internationale, la « thérapeutique de référence » des symptômes de l'insuffisance veineuse chronique. Un euphémisme qui signifie que ces molécules n'ont, en réalité, pas d'efficacité thérapeutique avérée. Etudiant le coût, pour la collectivité, de cette consommation médicamenteuse, le rapport souligne que « le chiffre d'affaires des bas de contention est minime en regard de celui des veinotoniques respectivement en 1998 : trois cents millions de francs contre trois milliards de francs ». En 1997, les médicaments « veinotoniques » représentaient un coût d'environ 1,6 milliards de francs pour les régimes d'assurance maladie. Le rapport remet donc implicitement en cause le bien-fondé du remboursement actuel de ces molécules par la collectivité.

J.-Y. N.

Laurence Folléa
et Jean-Yves Nau

L'imprudente promesse du président Houphouët-Boigny

SENTANT sa mort prochaine, le chef d'Etat ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, décida, au mois de juillet 1993, de tenir une promesse faite à un homme dont l'importance se fait plus grande au soir d'une vie. Il se rappela avoir affirmé au pape Jean-Paul II qu'il édifierait un hôpital à deux pas de la basilique construite dans son village natal, Yamoussoukro, symbole de démesure et de gabegie.

Afin de réunir les fonds nécessaires, il opta, dans un premier temps, pour la vente de son hôtel particulier et de son mobilier, rue Masseran, dans le 7^e arrondissement de Paris. Faute d'avoir pu convaincre le roi du Maroc d'acheter l'ensemble, le président ivoirien préféra proposer aux enchères chez Sotheby's, à New York, les pièces rares qui habillaient l'intérieur de cet hôtel. Parmi les tableaux figuraient de nombreux impressionnistes, dont Renoir, Degas et Monet. Et

à l'orfèvrerie, en argent massif et vermeil – Christofle fin XIX^e –, s'ajoutait un magnifique salon de 1737, signé Jean Gourdin, composé d'un canapé et de six fauteuils. Un émissaire de M. Houphouët-Boigny versa 780 000 francs en espèces à la compagnie aérienne Air Afrique pour affréter un avion tout spécialement destiné au transport de ces biens précieux vers New York.

C'est ainsi qu'apparurent, à l'automne 1993, au sein du catalogue Sotheby's, les pièces extraites de l'hôtel Masseran. Fidèles lecteurs de ce type de publication, les fonctionnaires du ministère de la culture français ne cachèrent pas leur surprise. Comment le salon du père Gourdin, classé monument historique le 20 décembre 1966, avait-il pu quitter le territoire à l'insu des autorités ? Ils alertèrent la direction de Sotheby's, qui mit aux enchères l'ensemble des pièces mais bloqua la vente du salon.

Les six fauteuils « à la reine » et le canapé « à oreilles », époque Louis XV, sont habillés de tapisseries illustrant les fables de La Fontaine. Insérées dans des cadres façon coquillages, agrémentées de serpents de feuilles, les évocations des fameux textes moralistes sont déclinées en divers tons de gris. Acheté par le chef de l'Etat ivoirien en 1989, ce salon ornaît, à l'origine, l'une des pièces du château de Condé-en-Brie et provenait de la collection personnelle du marquis de Sade.

« BAGAGES ACCOMPAGNÉS »

Les douanes françaises découvrirent, à cette occasion, qu'aucune autorisation n'avait été accordée pour ce transfert d'œuvre d'art, que les autorités ivoiriennes ne s'étaient pas acquittées des taxes inhérentes à ce type de transport et que le mobilier et les tableaux avaient été dissimulés

sous l'intitulé « bagages accompagnés ». Près de 5 millions de francs sont réclamés aux ayants droit du président ivoirien, dé-cédé le 7 décembre 1993.

Après une longue procédure administrative, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris, au printemps 1998, pour « exportation illicite de mobilier classé monument historique ». Depuis, le salon du père Gourdin a été réexpédié en France par Sotheby's et attend sous douane qu'un bienfaiteur daigne payer les taxes pour mettre fin à cette fable africaine. A ce jour, l'hôpital n'a pas été construit mais, selon l'entourage du défunt, d'autres ventes doivent encore intervenir pour permettre de réunir les fonds nécessaires à la réalisation de l'édifice promis par Félix Houphouët-Boigny.

Jacques Follorou

Des toques étoilées protestent contre l'assimilation de l'alcool à une drogue

QUELQUES-UNS des grands noms de la gastronomie française, parmi lesquels les Haebelin, les Troisgros ou Faugeron, ont apposé leurs paraphe au bas d'un texte dénonçant un projet de décret assimilant « le vin, le champagne, les spiritueux, la bière, le cidre et l'ensemble des boissons alcoolisées (...) aux drogues dures ». Cette pétition nationale, qui aurait été signée par vingt mille personnes, a été remise lundi 19 avril à l'hôtel Matignon. Les signataires refusent l'« amalgame qui fera [d'eux] des producteurs de drogue, des dealers ou des drogués » et dénoncent « ce mauvais coup porté à toute une culture alors que la majorité des consommateurs font un usage raison-

nable et convivial du vin, dont les effets bénéfiques sur la santé sont aujourd'hui reconnus, et des autres boissons alcoolisées ».

Le premier ministre, Lionel Jospin, devrait en effet trancher, dans les mois qui viennent, sur la nécessité de classer l'alcool parmi les substances fortement toxiques, comme l'héroïne, ainsi que le préconisait en juin 1998 un rapport remis au secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, par le professeur Bernard Roques. La présidente de la Mission interministérielle à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Nicole Maestracci, avait défendu cette même approche dans une note d'étape remise à Lionel Jospin le 15 octobre 1998 : elle prônait alors le rapproche-

ment « des structures de soins destinées aux consommateurs abusifs d'alcool avec celles destinées aux toxicomanes » (*Le Monde* du 3 avril).

DOSES MODÉRÉES

Le plus tempérant des épidémiologistes concédera qu'il paraît acquis qu'à des doses modérées le vin, comme le thé vert, apporte un bénéfice face au risque cardio-vasculaire. Le moins œnophile des alcoologues reconnaîtra de même qu'il voit plus souvent en consultation des abonnés au vin de table que des amoureux du Château Cheval blanc. Mais les pétitionnaires, célèbres ou obscurs, semblent avoir oublié les 40 000 morts annuelles directement imputables

à l'alcoolisme. Selon le Haut Comité de la santé publique, l'abus d'alcool est impliqué dans 20 % des accidents domestiques, 15 % des accidents du travail, 80 % des rixes, des bagarres et des violences familiales (*Le Monde* du 19 mars). 15,9 % d'hommes et 5,1 % de femmes âgés de dix-huit ans et plus sont des buveurs. Les Français, qui absorbent en moyenne 10,9 litres d'alcool pur par an, n'ont cédé la première place en Europe au Portugal qu'en 1997. Voilà qui nuance quelque peu l'argument culturel invoqué par la pétition.

Derrière quelques toques étoilées pointe l'oreille du lobby des alcooliers, qui met en avant l'image noble du terroir viticole pour faire oublier celle, plus pro-

saïque, de la dépendance d'une partie des consommateurs. Dans son rapport, le professeur Roques classait l'alcool en compagnie de l'héroïne et des opiacés, ainsi que de la cocaïne dans le premier groupe (le plus dangereux) des substances « hédoniques susceptibles d'entraîner des effets plus ou moins accentués de dépendance psychique ». Le rapport, préparé par dix experts français et étrangers, indiquait que l'alcool, à l'instar des « drogues dures », engendrait une « très forte dépendance physique, une très forte dépendance psychique, une forte neurotoxicité et possédait une forte dangerosité sociale. »

Paul Benkimoun

Une maladie aux contours flous

● La pathologie veineuse. Il n'existe pas de définition précise de cette pathologie caractérisée, pour l'essentiel, par une circulation anormale du débit sanguin dans le réseau veineux des membres inférieurs. Fréquente dans les pays industrialisés, la maladie veineuse peut soit se traduire par de simples symptômes (« lourdeur » des jambes, « gonflements », crampes nocturnes), soit se compliquer de varices ou d'ulcères des jambes. La fréquence de cette pathologie croît avec l'âge. Elle est plus fréquente chez la femme. Les quelques études épidémiologiques situent entre 3 % et 40 % la prévalence de l'insuffisance veineuse chronique dans la population générale.

● La prévention. Cette situation pathologique est favorisée par les stations debout prolongées et les systèmes de chauffage par le sol. On sait qu'elle peut aussi être liée à l'absence d'une activité sportive dynamique et prolongée ainsi qu'à une surcharge pondérale, des déséquilibres alimentaires et certaines habitudes vestimentaires (vêtements serrés au niveau de la taille ou des membres inférieurs, chaussures inadaptées).

● Le traitement. Les résultats des différentes études conduites sur ce thème convergent : le traitement de base de toute insuffisance veineuse chronique est la contention des membres inférieurs par des bas élastiques. Pour certains spécialistes, les médicaments peuvent parfois constituer un traitement d'appoint par rapport à cette contention sans qu'aucune recommandation précise puisse, sur ce point, être fournie aux prescripteurs. En cas de complications (présence de varices, notamment), la sclérothérapie ou la chirurgie deviennent indispensables.

DÉPÊCHES

■ RELIGION : quatorze associations de chrétiens « critiques » se sont regroupées dans une fédération nommée « Les réseaux des parvis », qui édite un trimestriel sous le même nom. « Critiques mais fidèles », ces associations militent pour une démocratisation dans l'Eglise catholique. Certaines d'entre elles avaient vu le jour après l'éviction de l'ancien évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, en janvier 1995. D'autres sont plus anciennes, comme Droits et libertés dans les Eglises, Femmes et hommes en Eglise, le groupement de prêtres Jonas, un groupement d'homosexuels chrétiens, et Plein Jour, qui rassemble des femmes vivant avec des prêtres.

■ MONT-BLANC : les familles des victimes du tunnel du Mont-Blanc se sont constituées en association, mardi 20 avril, en affirmant, selon un de leurs représentants, avoir été « mises à l'écart » et « dans l'incertitude » après le drame, à cause d'un « défaut de communication ». Cette association devrait se constituer partie civile, a annoncé son avocat, M^e Alain Jakubowicz, qui a également invité les familles à se constituer individuellement partie civile.

■ FEMMES : en réponse à une lettre de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, demandant aux Galeries Lafayette de « reconsidérer le bien-fondé » de l'exposition de mannequins vivants dans ses vitrines (*Le Monde* du 15 avril), la direction du grand magasin a indiqué, mardi 20 avril, « être prête à réfléchir à la façon d'éviter un malentendu et une polémique aux antipodes de l'esprit de [son] initiative ». La secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Nicole Péry, s'est également insurgée publiquement contre cette exposition.

LES RÉGIONS EN CHANTIERS

NORD - PAS-DE-CALAIS

Les élus réclament une politique de la ville plus réaliste

Dans la région la plus urbanisée de France, où les villes nées avec l'industrialisation manquent d'espaces publics, un logement sur deux est en HLM. Les Nordistes veulent agir au niveau de l'agglomération. Ils reprochent à l'Etat un saupoudrage inefficace et une vision trop normative



LILLE

de notre correspondant régional

La préparation du contrat de plan Etat-Région n'est pas une mince affaire dans la région la plus urbanisée de France: le Nord-Pas-de-Calais, qui n'a pas attendu l'Etat pour avoir sa propre politique de la ville, a du mal à se couler dans le moule proposé par Paris. Avec 4 millions d'habitants, 322 au kilomètre carré, le Nord-Pas-de-Calais atteint une densité de population trois fois plus élevée que la densité moyenne française (106,7 habitants au kilomètre carré). Villes et zones urbaines prennent donc une large place dans les préoccupations des responsables régionaux. Mais il ne faudrait pas croire qu'en ce pays il n'y a que des villes au milieu du désert, comme ce peut être le cas ailleurs (*Le Monde* du 20 avril). Dans le département du Nord, les zones rurales sont aussi densément peuplées que dans la Belgique voisine: la population y tombe rarement au-dessous de 100 habitants au kilomètre carré.

Autant dire que pour Daniel Ghouzy, le géographe du cabinet du président (PS) de la région Michel Delebarre, qui articule la réflexion sur le contrat de plan, la politique de la ville est « *consubstantielle* » à ce territoire: ce volet de l'action publique a donné lieu, dès le début des années 80, à d'importantes expérimentations et à des opérations lourdes, comme à Lille, Roubaix-Tourcoing, Calais, Grande-Synthe. Celles-ci s'étaient déjà retrouvées dans le premier contrat de plan Etat-région (1984-1988), qui intervenait sur une vingtaine de communes.

Simultanément ont été développées des recettes très locales, fondées sur une vieille culture de l'urbanité. Ces recettes avaient fait leurs preuves bien avant Colbert. Elles ont été confrontées à deux ministres au cours de ce siècle, la

guerre de 1914-1918 et la désindustrialisation: le premier avait laminé tout le Nord, le second a touché le bassin minier, mais aussi la sidérurgie, les filatures et les chantiers navals, dans cette région où l'urbanisation s'était réalisée autour des usines ou des mines, sous l'impulsion de grands propriétaires fonciers et d'un patronat paternaliste.

CITOYENNETÉ PARTICIPATIVE

L'exemple de Roubaix et de Tourcoing est, à cet égard, saisissant. Ces cités sont nées avec l'industrialisation: on s'est seulement occupé de remplir l'espace, entre les usines, de logement sociaux qui permettaient de loger le maximum d'ouvriers au plus près de leur travail, dans les fameuses courées. Aujourd'hui, René Vandierendonck (div. gauche), maire de Roubaix, et Jean-Pierre Balduyck (PS), maire de Tourcoing, engagés avec la Communauté urbaine de Lille dans un grand projet urbain, ont pour priorité de créer les espaces publics qui ont toujours manqué. « *Ces villes, nées par et pour le travail, n'avaient aucune fonction d'échange, il faut leur en donner une* », constate Daniel Ghouzy.

Autre facteur déterminant, qui ne se retrouve nulle part en France: dans le Nord-Pas-de-Calais, un logement sur deux est en HLM. Si 30 000 logements des Houillères ont été supprimés, il en reste 70 000. Le logement social a pris une telle dimension qu'il ne faut pas chercher ailleurs, par exemple, dans une boulimie de pouvoir, pour expliquer la farouche volonté de Michel Delebarre de prendre la présidence de l'Union nationale des HLM. Il ne pouvait tout simplement pas négliger un tel instrument.

Sous-équipement administratif

Le sous-équipement administratif dont souffre le Nord-Pas-de-Calais se retrouve dans tous les domaines. Avec un taux de 4,1 agents de l'Etat pour 100 habitants, la région est au dernier rang, en compagnie de la Picardie voisine, avec toutes les conséquences que cela implique pour la santé, la police ou la justice: un seul CHU pour 4 millions d'habitants; la faculté de médecine de Lille est celle qui compte le plus d'étudiants et le moins de professeurs; il manque 80 postes hospitalo-universitaires pour atteindre la moyenne nationale; une densité médicale très pauvre dans tous les secteurs, alors que l'espérance de vie est amputée de trois ans chez les hommes, de deux ans chez les femmes par rapport à la moyenne nationale.

Avant-dernier pour les dépenses de l'éducation nationale par élève dans le premier et le second degré, le Nord-Pas-de-Calais est bon dernier pour les dépenses de l'Etat par lycéen, à un niveau inférieur de 10 % à la moyenne nationale. Insuffisance de formations de haut niveau - de type troisième cycle universitaire -, nombre de chercheurs insuffisants complètent ce catalogue de retards.

thode jospinienne, « *indispensable à une politique cohérente* ». « *On ressent cette même volonté de construire qu'au gouvernement* », se réjouit-il.

« *Tous les votes de la gauche ont été unanimes*, affirme fièrement le président du conseil régional, sauf sur le schéma de développement de l'espace communautaire. » Mais le bel édifice aquitain a failli être ébranlé par la secousse budgétaire. Pour « *impérativement sortir de l'aspix financière* » imputée à son prédécesseur, M. Rousset a programmé pour 1999 une forte hausse de la fiscalité (+ 25 %) et une... diminution du budget. Se distinguant des autres départements, les communistes girondins, réputés moins proches de Robert Hue, ont mené campagne sur le thème « *pas plus de 5 % de hausse!* ». « *On a réussi à ramener la hausse de + 33 % à + 25 %* », se console M. Augéy, qui a obtenu une commission de contrôle sur « *l'efficacité des aides publiques* » aux entreprises. « *On a un PCF intriguant sur son expression mais fiable sur ses votes*, commente M. Savary. *Il dit non mais il vote oui.* »

« *La gauche plurielle ressemble à une polyphonie corse. Les voix sont diverses mais elles sont harmonieuses* », ajoute M. Savary pour qui les Verts constituent « *le bouclier immuable et stoïque* » de cette coalition, faisant face, « *avec une maturité politique étonnante* », aux attaques des chasseurs. Privés au lendemain des régionales de leur

dirigeant, Noël Mamère, resté député, les Verts se sont libérés en même temps de la part « *radicale* » de son discours.

« UNE ANNÉE DE CONSTRUCTION »

Vice-président chargé de la recherche, Jean-Pierre Dufour, voit dans l'année écoulée « *une année de construction* » et de disparition des préjugés réciproques. « *Il faut qu'on puisse donner de la visibilité à l'investissement* », avertit M. Dufour, prompt à relever des « *inflexions* » sur la liaison autoroutière Bordeaux-Pau, ou sur l'eau, tout en étant prêt à décliner « *le message de la patience en fonction des contraintes* ».

M. Rousset a noué une concertation régulière avec les présidents de conseils généraux - dont les deux de droite, François Bayrou dans les Pyrénées-Atlantiques et Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne - et a déjà réuni les députés, les vingt-deux de gauche et les cinq de droite, dont Alain Juppé. Son ambition est de faire de l'Aquitaine une « *vraie collectivité locale* ». Le 10 mai, le vote en séance plénière des annexes du budget sur l'emploi, la formation, l'aménagement du territoire, doit permettre des « *réorientations politiques* », selon M. Carrère qui se prépare à négocier « *en position de force* » le contrat de plan avec l'Etat. Histoire de favoriser « *une identification de la région* ». Et une politique de... gauche « *plurielle* ».

Michel Noblecourt

Les Nordistes ont la plus forte dotation de solidarité urbaine (DSU) par habitant		
RÉGIONS	DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE (98) en francs par hab.	NOMBRE DE CONTRATS DE VILLE
	MOYENNE : 95,2	
ALSACE	62	3
AQUITAINE	85,3	5
AUVERGNE	60,2	6
BOURGOGNE	76	6
BRETAGNE	79,9	7
CENTRE	89	8
CHAMPAGNE-ARDENNE	124,7	8
CORSE	115	2
FRANCHE-COMTÉ	97,2	6
ILE-DE-FRANCE	87,8	59
LANGUEDOC-ROUSS.	101,1	7
LIMOUSIN	50,1	1
LORRAINE	102,1	9
MIDI-PYRÉNÉES	65,6	6
NORD-PAS-DE-CALAIS	157,9	10
BASSE-NORMANDIE	127	5
HAUTE-NORMANDIE	114,9	5
PAYS DE LA LOIRE	71,8	7
PICARDIE	120,9	5
POITOU-CHARENTES	84,1	4
PROV.-ALPES-C. D'AZUR	83,9	14
RHÔNE-ALPES	88,1	15

Sources: Direction générale des collectivités locales (DGCL)/Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datat)

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est versée aux communes dont les ressources fiscales sont faibles et les charges importantes. La DSU par habitant mesure le rapport entre le montant total perçu au niveau régional et le nombre d'habitants. Les contrats de ville ont pour objet la lutte contre l'exclusion et la réinsertion des quartiers en voie de marginalisation. Ils impliquent l'Etat, les communes ou leurs groupements et éventuellement les régions et les départements.

Dans ce contexte, les collectivités territoriales du Nord-Pas-de-Calais ont recherché leurs propres solutions, avec les méthodes qui caractérisent ce pays: grand sens de la solidarité et de la collectivité, goût du consensus social et capacité à oublier, pour les grandes causes, les clivages politiques. Dès 1982, le conseil régional, sans en avoir la compétence, s'est impliqué dans des projets d'agglomération contractuels et pluriannuels, libre-

ment consentis en fonction de la demande et des besoins, touchant aussi bien des communes que des structures intercommunales, les cantons ruraux voisins, et a été capable de mobiliser les conseils généraux. La région aidait en finançant l'ingénierie, grâce au fonds de participation des habitants, mis en place il y a dix ans. Il cherche toujours à aider les projets associatifs ou collectifs qui paraissent viables et à favoriser une citoyenneté participative. Mais il s'agit aussi, personne ne le cache, d'une façon de dire que l'Etat n'est pas seul à avoir de bonnes idées.

POLITIQUE CLOISONNÉE

Dans le même temps, l'Etat pratiquait une politique de la ville très cloisonnée, axée sur les quartiers. Paris a mené huit projets dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1981 et 1983; 21 entre 1984 et 1988; 64 projets sur 49 communes entre 1989 et 1993; 204 sites sur une centaine de communes à partir de 1993. C'est à partir de cette date que le hiatus a été jugé par beaucoup inacceptable, ne correspondant ni à l'histoire ni aux besoins de la région, encore moins à la décentralisation: l'Etat, par le biais des préfets

voient mal comment concilier leur politique d'agglomération avec les procédures de contrat de ville, déjà engagées par les préfets avec les conseils généraux. Ils sont loin de l'approche globale qu'ils souhaitaient. « *Il nous faut engager un rapport nouveau avec l'Etat, qui aura toujours tendance à nous regarder ministère par ministère. Il nous faut faire du transversal* », tempête Michel Delebarre. Pour les Nordistes, il s'agit de ne pas être traités de la même façon que les Franciliens, obligés de maîtriser le développement de leur région. Eux se savent obligés de tout reconstruire, d'anticiper de nouvelles organisations urbaines et sociales. Ils savent qu'ils ont maintenant la tête hors de l'eau. Mais ils veulent aussi pouvoir avancer.

RATTRAPAGE

Dans ce contexte, l'ossature de la ville et des agglomérations est au cœur de la demande. Les élus du Nord-Pas-de-Calais soulignent un sous-équipement administratif, handicap considérable qui place la région, selon Michel Delebarre, non pas au-dessous du niveau des régions les mieux équipées, mais au-dessous de la moyenne nationale. Le document d'orientation régionale adopté à la fin janvier, dans la perspective du contrat de plan 2000-2006, constitue un véritable cahier de doléances.

En matière de logement, dans une région où l'investissement privé s'est tari, les dotations de l'Etat ne correspondent plus aux besoins, qu'il s'agisse de construction ou de réhabilitation. Avec une dépense de l'Etat de 73 francs par habitant, le Nord-Pas-de-Calais arrive bon dernier, loin de la moyenne nationale (109 francs), très loin des 177 francs de la Bretagne ou des 189 francs de la Champagne-Ardenne, selon des statistiques avancées par la direction régionale des affaires culturelles, en point de combat pour obtenir des renforts d'agents publics. « *D'accord pour parler contrat de plan avec l'Etat*, dit Michel Delebarre, *mais il doit aussi avoir le sien pour lutter contre le sous-équipement administratif qui est le nôtre et engager le rattrapage auquel nous avons droit.* »

Pierre Cherruau

PROCHAINS ARTICLES:
Rhône-Alpes, les universités et la recherche

En Aquitaine, la gauche « plurielle » s'inspire des polyphonies corses

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Une majorité relative? Président socialiste de la région Aquitaine depuis un an, Alain Rousset préfère parler de « *minorité absolue* ». Avec quarante sièges (28 PS, 8 PCF, un membre du Mouvement des citoyens, 3 Verts) sur quatre-vingt-cinq, M. Rousset, fabiusien atypique, sans mandat national, a dû recourir au « *49-3* » régional pour faire adopter son budget 1999, repoussé par une majorité d'élus. « *Ce "49-3" peut faire passer un budget mais déresponsabilise aussi les élus* », assure le maire de Pessac (Gironde) qui ne s'imagine pas gouverner ainsi pendant six ans. « *Il a un goût pour le consensus*, remarque Gilles Savary, chef de file fabiusien des socialistes bordelais et vice-président chargé de l'emploi. *La recherche du plus petit dénominateur commun, c'est l'inverse d'une ambition, mais on y est contraint car l'opposition peut être majoritaire quand elle le souhaite.* »

La « *minorité absolue* » suppose surtout une gauche « *plurielle* » soudée. Aux élections régionales de 1998, le PS a expérimenté tous les cas de figure: seul dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, allié au PCF et au MDC en Dordogne, aux radicaux de gauche et au MDC en Gironde, uni aux communistes dans le Lot-et-Garonne. Les Verts ont fait partout liste séparée, mais toute la gauche s'est retrouvée sur la plate-forme de M. Rousset, y compris les

communistes, dont l'abstention avait fait passer, de 1992 à 1998, le budget du président précédent, le RPR Jacques Valade.

En un an, la « *minorité absolue* » a cohabité sans grosse anicroche. Un lundi sur deux, M. Rousset, flanqué d'un directeur de cabinet, Vincent Feltesse, qui a fait ses classes auprès de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, réunit de façon conviviale ses quatorze vice-présidents (10 PS, 3 PCF et un Vert). Le premier d'entre eux, Jean-Louis Carrère, sénateur des Landes, proche d'Henri Emmanuelli, préside le groupe socialiste. « *Nos propositions*, explique-t-il, *ne deviennent pas intangibles quand elles sont validées par l'intergroupe de la majorité. Nous les présentons ensuite aux groupes de l'opposition démocratique - RPR, UDF et Chasse, pêche, nature et tradition.* » « *On ne peut pas vivre en guerre permanente* », assure M. Carrère qui ne renonce pas à chercher des soutiens du côté des chasseurs. « *CPNT est un groupe pluriel*, note-t-il, *avec quatre élus plutôt de droite et quatre plutôt de gauche. Mais les huit ont choisi de voter groupés.* »

LES VERTS, « BOUCLIER STOÏQUE »

Vice-président communiste, Pierre Augéy, qui s'était singularisé en 1972 dans son parti en votant contre une modification de statut du PCF, encore étonné de son affectation - « *Chasseur comme je suis, ils m'ont mis à l'environnement!* » -, loue cette mé-

Les finances des régions

LA PLACE des régions dans le débat politique est sans commune mesure avec leur poids financier. Les conseils régionaux sont en effet, et de loin, les collectivités locales les moins riches - ou les moins dépensières. Cette caractéristique tient à leur définition même: les régions sont moins chargées de gérer que de coordonner et d'aménager.

● **Budget.** Selon les calculs de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du ministère de l'intérieur, les budgets primitifs de l'ensemble des collectivités locales pour 1998 représentent 797,9 milliards de francs (121,6 milliards d'euros) pour les recettes et 795 milliards pour les dépenses. Pour les régions, ces chiffres sont respectivement de 80,7 et 81,2 milliards de francs. Ainsi, en 1998, les dépenses totales par habitant s'élevaient à 8 014 francs pour les communes, 4 062 francs pour les départements, 1 363 francs pour les régions.

● **Investissement.** Les dépenses d'investissements dépassent la moitié des budgets régionaux: 44,7 milliards de francs en 1998. A titre de comparaison, les départements dépensent 82,8 milliards pour l'investissement (pour un budget total de 242 milliards). Mais l'épargne nette des régions diminue de 1,8 % et elle suffit « *encore moins qu'en 1997 à financer des subventions d'équipement (...)* qui stagnent pourtant en francs courants ».

● **Lycées.** Les lycées (hors rému-

nération des enseignants, à la charge de l'Etat) représentent l'une des principales responsabilités des régions: les crédits votés à ce titre en 1998 atteignent 18,4 milliards de francs (en métropole), soit le quart de leur budget total. L'investissement représente l'essentiel (13,3 milliards) des crédits du secteur scolaire.

● **Fiscalité.** Le total des produits de la fiscalité directe locale pour 1998 s'élève, en métropole, à 24,2 milliards de francs: 5,3 milliards pour la taxe d'habitation, 5,9 pour le foncier bâti, 50 millions pour le foncier non bâti, 12,9 milliards pour la taxe professionnelle. Le total du produit fiscal de l'ensemble des collectivités locales de métropole pour 1998 est de 311,8 milliards. Les recettes fiscales directes par habitant sont en moyenne de 449 francs (métropole).

● **Endettement.** L'endettement est très variable d'une région à l'autre. L'endettement par habitant varie pratiquement de 1 à 10. Au 1^{er} janvier 1998, la dette moyenne régionale s'élevait à 1 086 francs (métropole), soit 136 francs d'annuité de dette. Les emprunts dans les budgets primitifs de 1998 (métropole) s'élevaient à 10,3 milliards, en baisse de 1,3 %. En réalité, une part importante de ces emprunts « *devrait être consacrée au refinancement de la dette renégociée* », indique la DGCL. Le montant réel des emprunts n'est donc que de 8,2 milliards. L'annuité de la dette baisse de 0,9 % par rapport à 1997.

DISPARITIONS

Hernando Santos

Figure influente de la vie politique colombienne

HERNANDO SANTOS, directeur d'*El Tiempo*, principal quotidien colombien, est mort à Bogota, mardi 20 avril, à l'âge de soixante-seize ans, des suites d'une attaque cérébrale.

Figure d'un certain journalisme de tradition familiale et de convictions partisans affichées, Hernando Santos fut un personnage influent de la vie politique colombienne. Né le 12 août 1922 à Bogota, après des études de droit, Hernando Santos rentre au *Tiempo* en 1943. Il a vingt-deux ans. Le journal appartenait alors à son oncle, le libéral Eduardo Santos, qui vient d'occuper la présidence de la République. Lorsque celui-ci répartit les actions du journal entre ses parents et ses collaborateurs, il favorise son neveu préféré, Hernando, qui devient le principal actionnaire à la mort de son oncle en 1974.

Directeur du quotidien depuis 1981, Hernando Santos contribue à

la modernisation d'*El Tiempo* et profite des difficultés de son principal concurrent, *El Espectador*, pour consolider l'hégémonie de son journal. Il use alors du poids de son quotidien pour entrer dans les arcanes du pouvoir, qui l'amuse sans jamais le tenter. Au fil de ses éditoriaux, il se fait le fidèle porte-parole de l'establishment et de la raison d'Etat. « *Le gouvernement a toujours raison* » : ses détracteurs résumaient ainsi la pensée du directeur d'*El Tiempo*. Cependant, Hernando Santos a su ouvrir les pages de son quotidien au débat et à la pluralité d'opinions. Comme il l'avait lui-même annoncé, sa succession sera très probablement assurée par une équipe au sein de laquelle ses deux fils – et principaux actionnaires du journal – se partageront le pouvoir avec son neveu Enrique Santos, la brillante plume de la famille.

Marie Delcas

■ **YVETTE PIERPAOLI**, une Française qui avait voué sa vie à la cause des réfugiés et à celle des enfants des rues, a trouvé la mort dans un accident, dimanche 18 avril, alors qu'elle participait à une mission humanitaire au nord de l'Albanie. Agée de soixante ans, elle se trouvait en compagnie d'un couple d'Américains, David et Penny McCall, appartenant comme elle à l'association américaine Refugees International, et d'un chauffeur albanais lorsque leur véhicule est tombé dans un ravin près de Tuka, au nord de l'Albanie, là où arrivent une grande partie des réfugiés du Kosovo. Fille d'immigrés italiens établis en Lorraine, Yvette Pierpaoli avait connu une enfance difficile avant de se retrouver, dans les années 60, dans le pays de ses rêves : le Cambodge, qui n'allait pas tarder à basculer dans le cauchemar de la guerre et de la folie meurtrière des Khmers rouges. Dès la fin des années 70, la Française se met au service des réfugiés et de Refugees International, qu'elle avait contribué à fonder. Après avoir assisté, pendant des années, les Cambodgiens parqués dans les camps de la frontière thaïlandaise, on la retrouvera dans la plupart des grands drames humanitaires de cette fin de siècle, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Yvette Pierpaoli avait raconté sa vie et ses engagements dans un livre : *La Femme aux mille enfants*, publié en 1992 dans la collection « Vécu » chez Robert Laffont.

■ **RALPH MESSAC**, avocat et ancien journaliste, est mort d'une crise cardiaque samedi 17 avril à son domicile parisien. Né le 8 septembre 1924 à Versailles, licencié en droit, Ralph Messac avait collaboré au *Populaire*, à *Franc-Tireur* et à *L'Information* avant d'entrer en 1957 à Europe 1 où il est resté pendant vingt ans. En 1977, il rejoignit le barreau, pour se mettre au service de ses anciens confrères en tant qu'avocat, jusqu'en 1992. Ralph Messac avait été élu en mai 1968 président du Syndicat national des journalistes (SNJ), auto-

nome) qu'il a dirigé jusqu'en mai 1972. Il a été également administrateur du Centre de formation des journalistes (CFJ) et vice-président de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels.

■ **ANNE ZAMBERLAN**, comédienne, est morte vendredi 16 avril à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) des suites d'une embolie pulmonaire consécutive à une intervention chirurgicale. Agée de quarante-huit ans, Anne Zamberlan avait commencé par le théâtre d'appartement et de rue (au sein de la compagnie Off), puis elle avait fondé une compagnie qui portait son nom. Elle avait également créé l'association Allegro Fortissimo, qui fut une des premières à œuvrer pour la reconnaissance des « droits des gros ». Anne Zamberlan était connue pour avoir posé pour la publicité de Virgin Megastore. Depuis cinq ans, elle travaillait avec le Théâtre de Châtillon (Hauts-de-Seine), dirigé par Serge Noyelle. Elle avait joué dans *Les Cerbères*, *Promenade au bout du bois*, *Le Purgatoire*, et devait participer en juin à Marseille à la prochaine création de Serge Noyelle, *Kronos Cortège*, un opéra urbain.

NOMINATIONS

EPISCOPAT
Mgr André Vingt-Trois, évêque auxiliaire de Paris, a été nommé par le pape, mercredi 21 avril, archevêque de Tours (Indre-et-Loire). Il succède à Mgr Michel Moutel, décédé le 11 mai 1998.

[Né le 7 novembre 1942 à Paris, André Vingt-Trois a fait ses études ecclésiastiques au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Ordonné prêtre en 1969, il est nommé vicaire à la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal (Paris XVI^e), dont Jean-Marie Lustiger est le curé. En 1974, il devient directeur au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Il est nommé vicaire général du diocèse de Paris en 1981, puis évêque auxiliaire en 1988. Mgr Vingt-Trois est président de la Commission épiscopale de la famille depuis 1998.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Hier encore, à nous deux nous avions ton âge, nous tes deux filles, parties chez Demy et Eiffel, mais toujours si heureuses de revenir en Savoie, voguer sur le Bourget, skier sur le Revard, et surtout te retrouver,

Petite Maman.

Nos baisers les plus tendres, pour ton anniversaire.

Décès

– Georges Baradez, son époux, Elisabeth et André Varin, Simone et Vincent Lequoy, Jacques et Luise Baradez, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Simone et René Carrère, ses sœur et beau-frère, Ses neveux et nièces, Les familles alliées et amies, ont la grande peine de faire part du décès dans sa quatre-vingt-treizième année, de

Andrée BARADEZ,
née **BONSACQUET,**

le 17 avril 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille A. Varin,
38330 Saint-Ismier.

– Geneviève Basset, Céline Basset, Caroline Basset et Arnaud Friederich, Marguerite Basset, Les familles parentes et alliées, ont la profonde douleur de faire part du décès du

docteur Paul André BASSET,
professeur à la faculté de médecine de Strasbourg,

survenu à Strasbourg, le 18 avril 1999, à l'âge de cinquante-deux ans.

– Monique Bontron, Et toute la famille, font part du décès de

Georges BONTRON,

survenu le 18 avril 1999.

Les obsèques civiles et l'incinération auront lieu le vendredi 23 avril, à 8 h 30, au crématorium des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat, à Villeteuse (Seine-Saint-Denis).

– José Delbecq, Marie, Denis, Benoît, Nathalie, leurs conjoints et enfants ont la tristesse de faire part du décès de

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Bron. Paris. Montluel. Dagneux.

M^{me} Claude Brunel, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Pierre Brunel, M. et M^{me} Jean Jacques Brunel, Et leurs enfants, Leur famille, Alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean BRUNEL,
née **Jeanne BROSSARD,**

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré le vendredi 23 avril 1999, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi, 22, rue Jean-Jaurès, à Bron (Rhône), suivi de l'inhumation au cimetière nouveau de Montluel (Ain), à 16 heures.

Ils rappellent à votre souvenir

Jean BRUNEL,

son époux, et sa fille,

Jane.

– Tous ceux qui ont collaboré avec lui au sein de l'Agence DLB font part de leur immense tristesse devant la disparition de

Jean-Charles DILLINGER,
architecte.

31, quai de Bourbon,
75004 Paris.

– Les membres de la Compagnie des experts en écritures près les cours d'appel et de cassation ont le regret de faire part du décès de leur président,

Pierre FAIDEAU.

8, rue Aubriot,
75004 Paris.

– M^{me} Micheline Georgein, son épouse, Et toute la famille, font part du décès de

Raymond GEORGEIN,

survenu à Paris, le 19 avril 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'incinération aura lieu le 26 avril, au monument crématoire du Père-Lachaise où l'on se réunira à 9 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

27, rue de la Py,
75020 Paris.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h
Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

► TARIF ABONNÉS : FORFAIT 5 LIGNES (26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : **430 F TTC / 65,55 €**

4 Parutions : **600 F TTC / 91,46 €**

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

- Bouclage vendredi 12 h. -

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

– Marcel et Nicole Goldmann, ses parents, Denis et Anna Goldmann, Frédéric Goldmann, ses frères et belle-sœur, Talia et Tamara Goldmann, ses nièces, Ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Maxime GOLDMANN,

survenu à Paris, dans la nuit du 19 avril 1999, à l'âge de quarante et un ans.

La levée du corps aura lieu le mercredi 21 avril, à 14 heures, au funérarium de Villepinte, 83, boulevard Robert-Ballanger, et les obsèques ultérieurement à Jérusalem.

10 bis, rue Albéric-Magnard,
75116 Paris.
5, rehov Wedgwood,
93108 Jérusalem.

– M. Philippe Grauer et M^{me} Lucienne Spindler, M. Yves-Henri Farhi, ses enfants, Jérémie et Benjamin Grauer, ses petits-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès du peintre

Yvonne GRAUER,

survenu en son domicile, le 19 avril 1999.

La mise en bière aura lieu le vendredi 23 avril, à 15 heures, au 4, rue Lacaze, Paris-14^e, suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Thiais, dans le carré israélien.

– Le président, Et l'ensemble de la communauté universitaire de l'université Paris-IV - Sorbonne ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 18 avril 1999, de

M. Manfred KELKEL,
professeur émérite à l'UFR de musique et musicologie.

Les obsèques auront lieu le 22 avril, à 15 heures, au funérarium de Lannion (Côtes-d'Armor).

– Dominique, Margaret et Richard Colombani, ses enfants font part aux amis et connaissances de

Evelyne LARCHET
(1923 - 1999),

qu'elle a choisi de nous quitter le 8 avril dernier.

Elle a été incinérée et ses cendres ont été dispersées selon ses volontés.

« Elle est retrouvée. Quoi ? – L'éternité. C'est la mer allée avec le soleil. »

CARNET DU MONDE
TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96
Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sur de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021**

Bulletin d'abonnement

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel: 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 901MQ002

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Ville :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires :

N° NATIONAL DÉMETTEUR : N° 134031 ORGANISME CRÉANCIER **Le Monde** 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° : rue [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : rue Ville :

DESIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Recevez Le Monde chez vous pour seulement 173F* par mois

En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

*** Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.**

Un mois de frappes aériennes

Comme d'autres avant elle, la guerre du Kosovo ne devait durer que quelques jours... Elle se poursuit depuis un mois. 6 200 sorties aériennes ont déjà été effectuées. Certains, à l'OTAN et au Pentagone, prévoient « des mois » de bombardements en Serbie. Devant l'incapacité des frappes à mettre un terme à l'exode des Kosovars - 765 000 ont quitté la région depuis le 24 mars -, une intervention terrestre est de plus en plus évoquée. Officiellement, du côté de l'Alliance, l'envoi de troupes au sol n'est envisagé qu'après « la fin des violences » au Kosovo



Bombardements à Aleksinac dans le sud de la Serbie.

EMIL VAS/REUTERS

- **1987** • Slobodan Milosevic, chef de la Ligue des communistes de Serbie, mobilise les foules contre « le génocide des Serbes » et sur les thèmes « révolution antibureaucratique » et « réveil de la conscience serbe ». Il exige la réunification de la Serbie par le rattachement des provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine.
- **1989** • En juin, Milosevic réunit un million de Serbes à Kosovo Polje : « La Serbie se trouve devant de nouvelles batailles. » En juillet, il supprime le statut d'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine.
 - Grèves, manifestations. Belgrade décrète l'état d'urgence au Kosovo et fait intervenir l'armée.
- **1990** • Ecoles fermées. Journaux, radios et télévisions albanophones également fermés. Dissolution des institutions politiques albanaises. Renvoi des fonctionnaires.
- **1991** • Autoproclamation de la « République du Kosovo » (référendum clandestin).
 - Le chef de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, appelle à la résistance passive.
 - Une société parallèle (écoles, dispensaires, etc.) se met en place.

- **1995** • Les accords de Dayton, en décembre, mettent fin à la guerre en Bosnie mais occultent totalement le problème du Kosovo.
- **1996** • L'UCK (Armée de libération du Kosovo) revendique pour la première fois une série d'attentats à la bombe.
- **1998** • Affrontements entre forces serbes et UCK. Escalade de la répression, combats. Fuite de réfugiés vers l'Albanie.
 - La communauté internationale multiplie les pressions et pousse les deux parties à entamer le dialogue.
- **1999** • Négociations de Rambouillet (février). Plan de paix présenté par le Groupe de contact : autonomie substantielle du Kosovo ; déploiement d'une force internationale ; démilitarisation du Kosovo. Refus de la délégation yougoslave de signer le plan de paix.

24 MARS 1999 • DÉBUT DES FRAPPES DE L'OTAN (OPÉRATION « FORCE ALLIÉE »)

Les forces en présence

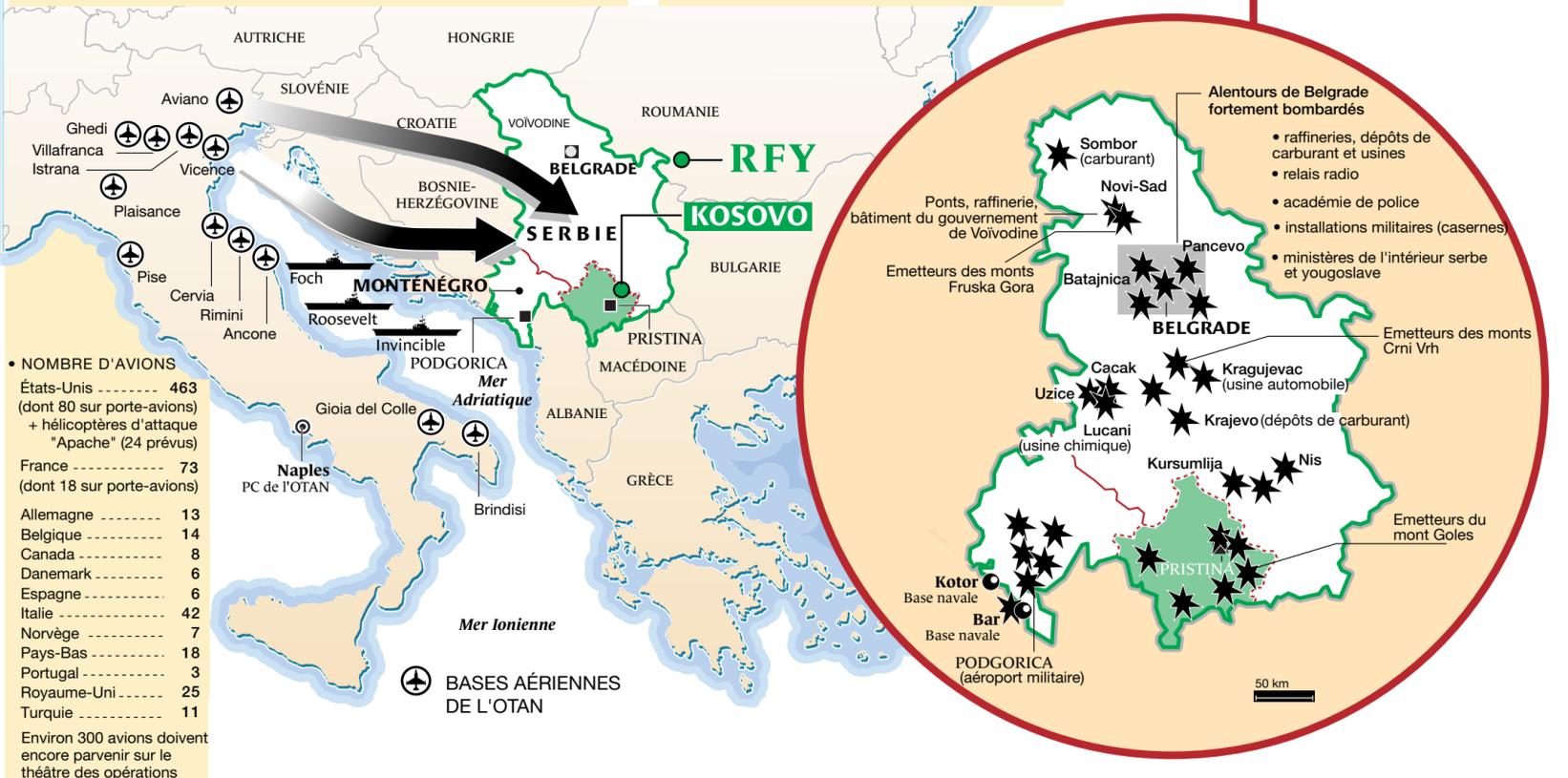
OTAN	
• 13 pays participant aux opérations : Italie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Portugal, Turquie, Etats-Unis.	• Troupes au sol : Macédoine : 12 000 hommes Albanie : 4 700 hommes (OTAN) 4 500 hommes (E-U) à venir

SERBIE au 24 mars	
114 200 hommes	4 frégates
1 926 blindés et mécanisés	34 patrouilleurs
4 850 canons	4 sous-marins
100 missiles sol-air	
206 avions	
48 hélicoptères de combat	

Source : IJSS Londres

Les principales cibles de l'OTAN

- OBJECTIFS MILITAIRES
- OBJECTIFS STRATÉGIQUES INDUSTRIELS ET POLITIQUES



NOMBRE D'AVIONS	
Etats-Unis	463 (dont 80 sur porte-avions) + hélicoptères d'attaque "Apache" (24 prévus)
France	73 (dont 18 sur porte-avions)
Allemagne	13
Belgique	14
Canada	8
Danemark	6
Espagne	6
Italie	42
Norvège	7
Pays-Bas	18
Portugal	3
Royaume-Uni	25
Turquie	11

Environ 300 avions doivent encore parvenir sur le théâtre des opérations

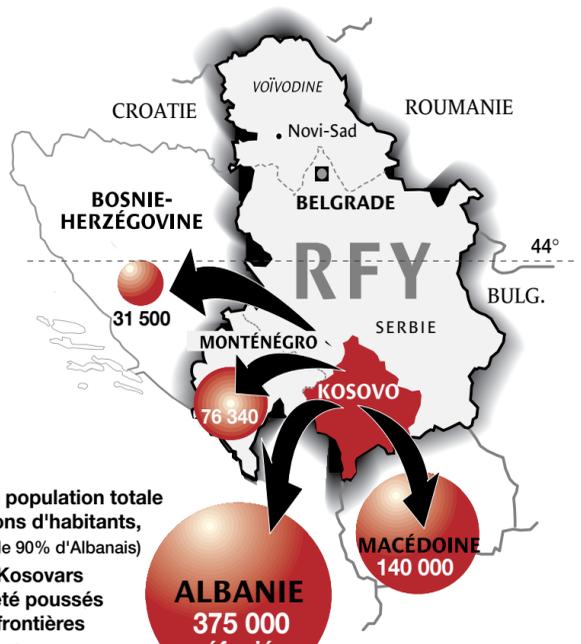
- Porte-avions « Foch » (Fr.), « Theodore Roosevelt » (E-U) et « Invincible » (G-B)
- Frégates lance-missiles, deux sous-marins lance-torpilles et lance-missiles
- Navires logistiques

PERTES MILITAIRES AU 20 AVRIL SELON L'OTAN

OTAN	SERBIE
• Un F-117 perdu (pilote récupéré)	• 210 objectifs touchés
• Trois GI prisonniers	• 50 % des cibles fixes visées détruites et 60 % fortement endommagées
	• La moitié des MiG 29
	• Les deux tiers des QG de l'armée yougoslave
	• 70 % du stock de carburant
	• Les lignes de communication de l'armée coupées
	• 1 officier prisonnier

Source : AFP/OTAN/LE MONDE

et d'épuration ethnique



- Sur une population totale de 2 millions d'habitants, (dont plus de 90% d'Albanais) 735 000 Kosovars ont déjà été poussés hors des frontières de leur pays. On estime de 500 000 à 800 000 le nombre des personnes déplacées de leur foyer errant à l'intérieur du Kosovo.

ALBANIE
375 000 réfugiés

MACÉDOINE
140 000

- 26 mars
Manifestations anti-OTAN à Skopje contre les ambassades des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne



- 2 MiG 29 serbes abattus au-dessus de la Bosnie alors qu'ils violaient l'espace aérien

- 30 mars
La rencontre Milosevic/Primakov, premier ministre russe, se termine par un échec



- 31 mars
Capture de 3 soldats américains par les forces serbes à la frontière avec la Macédoine

- 1^{er} avril
La télévision serbe diffuse les images d'une rencontre à Belgrade entre Milosevic et Ibrahim Rugova, le leader kosovar

- Jean Paul II exhorte Milosevic à la paix et envoie en mission Mgr Tauran à Belgrade



premier jour des frappes

- 24 mars
À 20 h 06, les Tomahawk des porte-avions basés en Adriatique et les missiles de croisière des B52 s'abattent sur la Serbie

- 25 mars
L'OTAN annonce avoir atteint à 80% ses objectifs

- Le Haut-Commissariat des Nations unies estimait le nombre de réfugiés kosovars : 201 500 de janv. 1998 au 24 mars 1999 : 25 000 pour le Monténégro, 18 500 en Albanie, 18 000 en Macédoine, et 140 000 en Europe (Allemagne, Suisse, Autriche, France, etc.)

Flot de réfugiés

24 mars

8 avril

19 avril

- 2-3 avril
Le cœur de Belgrade est touché par les frappes de l'OTAN

- 6 avril
Milosevic propose un "cessez-le-feu" unilatéral avec l'UCK. Un dialogue politique pourrait être ouvert avec Ibrahim Rugova, dont personne ne sait s'il est libre ou non de ses mouvements

- 7 avril
Dans une intervention télévisée, le président Jacques Chirac dénonce l'"épuration ethnique planifiée" par le "dictateur"

- 8 avril
L'armée yougoslave ferme pour deux jours les frontières avec la Macédoine et l'Albanie

- 10 avril
Révélation de l'opération "Fer à cheval", le plan stratégique de Milosevic qui consiste à obtenir par la violence d'inverser l'équilibre démographique du Kosovo

- 11 avril
Assassinat du journaliste d'opposition Slavko Curuvija en plein centre de Belgrade



- 12 avril
Ibrahim Rugova est bien l'otage de Milosevic. La journaliste du "Spiegel" Renate Flottau, qui a passé clandestinement six jours avec le chef modéré des Kosovars, en apporte la preuve dans son témoignage

- 13 avril
L'OTAN reconnaît avoir bombardé par erreur un train de voyageurs en Serbie

Un renfort de 300 avions est demandé aux alliés afin d'intensifier les frappes aériennes



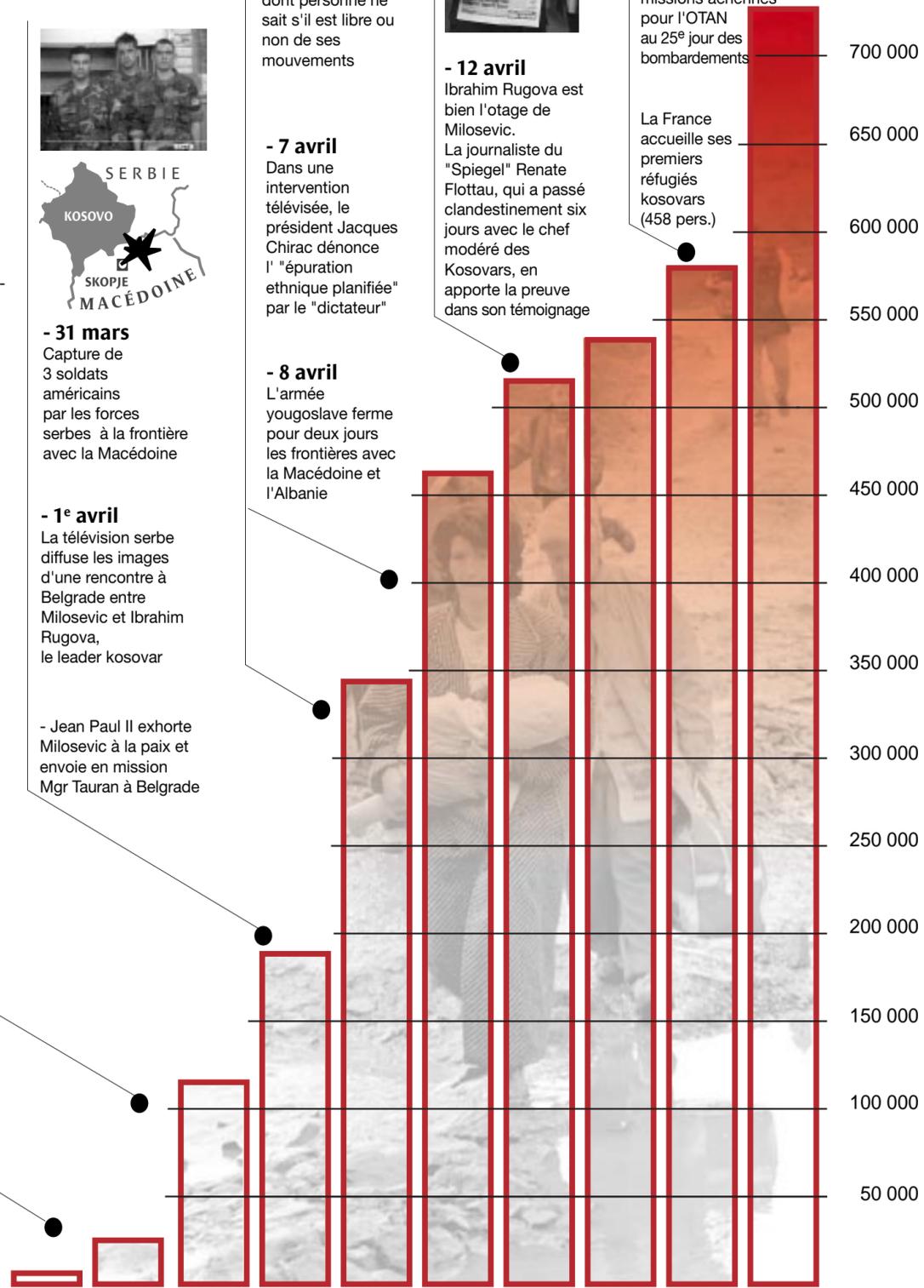
- 15 avril
Pour la seconde fois, l'OTAN se trompe de cible et bombarde une colonne de réfugiés causant la mort de 60 personnes

- 19 avril
Un total de 6 000 missions aériennes pour l'OTAN au 25^e jour des bombardements

La France accueille ses premiers réfugiés kosovars (458 pers.)

- 20 avril
L'OTAN, le HCR et les organisations humanitaires s'inquiètent de l'arrêt de l'exode des réfugiés depuis la nouvelle fermeture des frontières par les autorités serbes le lundi 19 avril

Aujourd'hui
40%
des Kosovars
sont en dehors
de leur pays



Bill Clinton à la Maison Blanche aux côtés de Madeleine Albright, John Podesta et Sandy Berger.

PREMIER locataire de la Maison Blanche né après la guerre, un des rares à n'avoir jamais porté l'uniforme, Bill Clinton incarne la longue aversion prôlée aux « baby boomers » face à tout conflit. Sa propre incertitude saute aux yeux. Il a toujours voulu éviter la confrontation, au risque qu'elle lui explose à la figure au plus mauvais moment. « *C'est un merveilleux acteur, mais il est toujours mal à l'aise dans un film de guerre* », dit son biographe David Maraniss, auteur de *First in His Class* (Le premier de la classe). De fait, ce Bill si charmeur que certains de ses ennemis politiques redoutent de se trouver seuls avec lui, dont le charme a plus d'une fois retourné une situation compromise, dont le regard passionné sait séduire en un clin d'œil, qui a si bien su jouer l'innocence ou la contrition sur le petit écran lors du « Monicagate », perd contenance dès qu'il s'agit de questions militaires, ou de prononcer ces discours pleins d'allant que l'on attend d'un leader dont le pays est en guerre.

Ainsi cette étonnante allocution, prononcée le 2 avril, dans laquelle il a déclaré en substance : j'ai à vous parler de deux choses, de la situation florissante de notre économie et du conflit au Kosovo et de la crise humanitaire. Commençons par les bonnes nouvelles... Ou celle du 12 avril, adressée aux pilotes de bombardiers géants B52, dans laquelle il a parlé à ceux qui allaient lancer leurs missiles contre la Serbie, de leur « travail », de la guerre comme d'un « problème », comme s'il s'adressait aux pompiers de l'Arkansas. Il est vrai que les Américains sont entrés dans leur première guerre « humanitaire ». Bill Clinton est sans doute plus près de leurs préoccupations que l'ancien pilote George Bush. Les sondages le montrent : il a convaincu ses compatriotes que cette guerre du bout du monde était une guerre juste.

Bill Clinton restera toute sa vie marqué par la guerre du Vietnam, à laquelle il a échappé en tirant toutes les ficelles de la réglementation sur les sursis. Ce pacifiste modéré, cet opposant prudent à la guerre, reste affublé par ses ennemis de l'épithète, pour eux infamante, de « *Draft Dodger* » (insoumis), alors qu'il est loin d'avoir été le seul à échapper à la conscription. Jeune étudiant barbu et chevelu, frais émoulu de l'université de Georgetown, ex-stagiaire chez le sénateur démocrate Fulbright, colombe célèbre, il a pris part sans trop s'engager au mouvement anti-guerre ; il était à Oxford alors que les campus américains prenaient feu contre cette « *putain de guerre* ». Il a fréquenté des militants pacifistes tout en évitant de se frotter à une extrême gauche qui ne le trouvait pas assez radical. Dès le début, ce qui comptait le plus, c'était la carrière politique qu'il voyait poindre à l'horizon.

Pistonné, il obtint un sursis contre la promesse – non tenue – de suivre une formation d'officier de réserve. Ayant tiré le bon numéro à la loterie de la conscription, il écrivit au colonel chargé de son dossier : « *J'ai décidé d'accepter la conscription pour préserver mes chances de succès politique au sein du système. J'ai œuvré pendant des années pour me préparer à une vie politique caractérisée par un talent pratique et une préoccupation pour le progrès social. C'est une vie que je me sens destiné à mener.* » Ce qui ne l'a pas empêché de rester tourmenté par un choix douloureux entre son refus d'une guerre injuste et les enseignements de son professeur d'histoire Caroll Quigley, pour qui « *notre civilisation disparaîtra quand les gens auront perdu le désir d'accepter la souffrance nécessaire pour préférer l'avenir au présent. N'oubliez jamais que c'est ce qui nous a permis de traverser deux guerres et une dépression.* »

Bill Clinton, qui préférerait sans doute être appelé pacificateur en chef plutôt que chef de guerre, a été marqué par ce conflit qui a bouleversé l'Amérique. C'est au Vietnam que se sont embourbés son héros John Kennedy et un autre Sudiste qui voulait réformer la société américaine, Lyndon Johnson. « *J'ai entendu ses proches expliquer qu'il ne voulait pas sortir*



DIANA WALKER/TIME MAGAZINE/PPCM

Bill Clinton, chef de guerre malgré lui

de Bosnie comme Johnson du Vietnam », dit E. J. Dionne, auteur de *Why Americans Hate Politics* (Pourquoi les Américains détestent la politique). C'est au Vietnam que les « baby boomers » ont appris deux leçons qui les ont profondément marqués : le risque de voir revenir entre quatre planches les soldats envoyés en terre étrangère et la glorification fallacieuse d'une stratégie aérienne technologique, propre, efficace, devenue la solution magique de cette génération.

L'exemple de la guerre du Golfe les a convaincus que ce rêve était devenu réalité. Pourtant, les bombardements du Vietnam n'avaient détruit ni l'appareil militaire de Hanoï, ni sa capacité de résistance. Dans sa chronique du *New York Times*, Maureen Dowd a cité un expert militaire pour qui « *la guerre aérienne est une forme particulièrement attrayante de force militaire car, comme la séduction moderne, elle semble fournir la satisfaction sans l'engagement* ». On retrouve cette option tout au long de la présidence Clinton. « *Le Kosovo a vu l'explosion des mythes, de cette guerre de yuppie conduite par des gens qui étaient trop bons pour faire la guerre au Vietnam*, ajoute le colonel Ralph Peters, romancier et auteur d'ouvrages militaires. *Dans les années 60, on avait cette belle vision d'un monde sans guerre, mais l'humanité a refusé de jouer le jeu. Cet espoir s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes* », politiquement peu coûteuse en vies américaines et politiquement correcte parce que ne faisant pas de victimes civiles. Une guerre sans trop de risques par un président qui n'aime guère en prendre et qui règle sa conduite sur les sondages.

TONY BLAIR, Joschka Fischer et Bill Clinton représentent cette génération d'après-guerre nourrie de non-violence – le « *Plus jamais ça* » – qui les a conduits à se placer en tête de la lutte contre le nettoyage ethnique au Kosovo. « *Je veux rappeler que les États-Unis ne choisirent jamais la force autrement qu'en dernière option*, déclarait-il le 9 avril. *Nous savons que nous avons au fond de nous-mêmes tendance à déshumaniser d'autres personnes simplement en les rejetant.* (...) Et, de là, il n'y a qu'un tout petit pas à franchir pour approuver ou même prendre

Incapable de trouver les mots justes pour parler aux soldats, mal à l'aise dans ses habits de commandant en chef des armées, Bill Clinton appartient à cette génération d'après guerre nourrie de non-violence et marquée par le drame vietnamien

part à des actes de violence ». Depuis le début des bombardements, Bill Clinton se trouve critiqué sur sa droite – par des hommes comme le sénateur John McCain – mais aussi sur sa gauche, pour ses hésitations : trop peu, trop tard, pas assez fort, pourquoi pas de troupes au sol, pourquoi une guerre à 10 %, 20 % ou 25 % ? Seuls quelques survivants du mouvement anti-guerre du Vietnam poursuivent leur combat d'antan au côté de la droite isolationniste républicaine, celle qui continue de dénoncer l'absence de leadership

de cet « *insoumis, fumeur de joints et coureur de jupons* ». La conscription ayant été abolie, les campus sont calmes.

Peu porté à s'appesantir sur un dossier délicat, Bill Clinton paie aujourd'hui le désintérêt manifesté après son élection pour les questions diplomatiques. Lui qui avait créé en 1992 le slogan « *l'économie, idiot !* » et défait un George Bush plus préoccupé par le reste du monde que par son propre pays, croyait qu'il serait jugé à l'aune de ses succès intérieurs. Il n'en a rien été, en raison de ses échecs politiques et d'une réalité internationale incontournable. Peu apprécié des militaires, il peine à faire respecter son rôle de commandant en chef. Il paie son péché originel, mais aussi une promesse électorale (légaliser la présence d'homosexuel[le]s dans les armées) que la violente réaction de l'état-major l'obligea à ravalier.

Ses ambitions moralisatrices se sont souvent heurtées à la dure réalité comme à son refus de prendre des risques. Ainsi, écrit l'ancien rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, William Hyland, dans *Clinton's World* (Le Monde de Clinton), ce président obsédé par sa place dans l'histoire soutint en 1993 l'intervention militaire en Somalie entamée par George Bush dans l'espoir, disait Madeleine Albright, alors ambassadrice à l'ONU, de « *nous embarquer dans une entreprise sans précédent dont l'objectif n'est rien de moins que de refaire d'un pays un membre fier et viable de la communauté des nations* ». Après la perte de dix-huit marines, tués par les Somalis, inquiet de la réaction de l'opinion face à ce que le sénateur démocrate Byrd appelait son « *multilatéralisme confus* », il mit fin à ce qui risquait de devenir une débâcle. D'autres présidents y auraient vu une insulte à laver dans le sang. Sa décision d'intervenir en Haïti en 1993 pour rétablir la démocratie fut un succès ; mais il lui aura fallu trois ans d'hésitations, de confusion, de massacres et de prises de bec avec les alliés avant qu'il ne se décide à utiliser la force contre les Serbes de Bosnie. Alors que les républicains avaient repris le contrôle du Congrès et que s'annonçait la campagne présidentielle de 1996, ses conseillers durent lui expliquer qu'un échec dans les Balkans ne

plairait pas aux électeurs. Ces réticences à recourir à la force ne l'avaient pas empêché, quand il était gouverneur de l'Arkansas, de soutenir l'aide illégale aux Contras du Nicaragua puis, une fois président, de bombardier à de multiples reprises l'Irak sans grand succès, pour l'amener à respecter les engagements pris à l'issue de la guerre du Golfe. Ou de lancer l'été dernier ses missiles sur l'Afghanistan et le Soudan, après les sanglants attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar Es Salam.

« L'espoir d'un monde sans guerre s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes »

Ces décisions soudaines de la part d'un président indécis furent mal comprises. Comme l'on était en plein « Monicagate », on l'accusa d'avoir plagié le scénario du film *Wag the Dog* dans lequel un président déclare la guerre à... l'Albanie pour détourner l'attention d'un scandale. Ce que ne croit pas E. J. Dionne, pour qui un président si habile n'aurait jamais pris de tels risques sur un terrain aussi incertain : « *Il aurait été capable de le faire pour les retraites, pas pour ça !* » Il paie aujourd'hui le prix des scandales, qui l'ont miné politiquement et qui l'ont accaparé pendant plus d'un an, permettant à Slobodan Milosevic de se lancer dans l'épuration ethnique au Kosovo.

CONTRAIREMENT à George Bush, qui se lança dans la guerre du Golfe à la tête d'une impressionnante armada et refusa de parler diplomatiquement à la victoire, Bill Clinton semble avoir été pris à l'improviste par M. Milosevic. Le commandant en chef a refusé de considérer une option terrestre, potentiellement coûteuse mais qui aurait été un atout supplémentaire. Il faut dire qu'il n'a pas été aidé par ses militaires, encore moins désireux que

lui d'en découdre. Placé par le Pentagone devant le choix entre ne rien faire et envoyer l'infanterie, il a opté, a-t-il expliqué, pour la moins mauvaise solution : la guerre aérienne. Des commentateurs militaires se sont alors déchaînés contre ses décisions et son incertitude, critiquant l'inefficacité des bombardements et réclamant une intervention sur le terrain, alors qu'ils étaient peu disertés auparavant.

Candidat à la présidence, John McCain ne cesse de le répéter : quand on fait la guerre, c'est pour la gagner et un président doit commander, non suivre. C'est un des défauts de Bill Clinton, qui sait parfaitement coller à l'opinion mais pas donner l'image du leadership. Surtout au moment où il doit reconquérir un respect largement écorné par l'affaire Lewinsky. Mais est-ce vraiment un défaut impardonnable que d'être affecté d'une aversion à la violence et de ne s'y résoudre qu'à l'ultime extrémité ?

Bill Clinton ne serait-il pas plutôt le représentant de la première génération d'Américains à ne pas s'y intéresser, encore moins dans une période de prospérité sans précédent ? Le premier d'une série de présidents à ne pas être passé par le moule du service militaire ? Il n'est en tout cas pas le seul : il aura fallu au principal candidat républicain à sa succession, George W. Bush, deux semaines pour réagir, mollement, à la guerre du Kosovo. Les Américains ont, par deux fois, choisi un gestionnaire à leur image, pas un chef de guerre ni un puritain.

A son arrivée à la Maison Blanche, Bill Clinton comptait bâtir son succès sur sa réussite politique. Après avoir survécu à l'impeachment, il joue sa place dans l'histoire comme commandant en chef, poste pour lequel il est le moins bien préparé, sur une partition qu'il n'a jamais apprise à diriger. On voit mal dans ce président, qui a si longtemps traîné les pieds avant d'envoyer ses avions bombardier la Serbie, l'ogre américain décrit parfois avec complaisance. L'impérialisme américain de la génération Clinton n'est plus militaire, il est avant tout commercial et culturel.

Patrice de Beer

Guerre contre les Serbes ou contre l'Europe ? par Denis Duclos

La désastreuse intervention en Serbie a un avantage : elle nous contraint à réfléchir sur l'avenir immédiat de la planète. Sera-t-il indéfiniment assujéti aux volontés impériales du dernier chauvinisme à visée globale, ou prendra-t-il le chemin de la construction d'une légitimité civique mondiale ? Le monde sera-t-il une pluralité démocratique, ou bien se réduira-t-il à la force de manœuvre d'un unique maître, contraignant chacun à la dépendance économique, à l'humiliation politique, ou, en dernier recours, à la destruction programmée ?

La guerre de l'OTAN à la Yougoslavie n'a rien à voir avec la justice internationale. L'explosion régionale monstrueuse qu'elle a déclenchée, de façon consciente (à moins de considérer les stratèges américains comme des imbéciles) correspond à deux objectifs parfaitement clairs – sauf pour les politiciens ignorant leur amour inconscient de la servitude volontaire : casser l'Europe ; barrer la route à la démocratie mondiale en lente émergence.

Le premier motif du conflit importé en plein cœur de notre continent par nos amis américains est une déclaration de franche hostilité des Etats-Unis à l'Europe. Qui en doutera, sinon les naïfs manipulés dans leur fibre humanitaire ? Il s'agit de réimposer le dollar (défaillant) contre l'euro (montant) ; de réaffirmer la domination financière et militaire contre les proximités lentement tissées sur un passé de guerres ; de faire admettre la prééminence d'une police mondiale brutale, contre le patient

approvisionnement des ancestrales haines balkaniques. Pour faire sauter le projet européen, y précipiter des masses gigantesques de capitaux spéculatifs ne suffit pas.

Orchestrer le dénigrement de la Commission européenne (certes pas vraiment transparente), non plus. Parvenir à faire renoncer les Allemands et les Français à unir leurs bataillons est déjà mieux, mais il faut encore un effort pour obtenir une vraie déstabilisation. La Serbie : départ de la rage fratricide franco-germanique. Lieu de la triple fracture religieuse entre catholicisme, orthodoxie et islam, redoublée des anciens idéaux impériaux brûlant encore sous la cendre (Turquie, Autriche, Hongrie, Russie, puissances occidentales).

Espace imaginaire de toutes les concurrences aveugles, de toutes les trahisons imputées. Croit-on que réunir, sous la même bannière de l'OTAN, Grecs et Turcs, Français et Allemands, ramenés au rang de policiers de base, peut contribuer à assoupir ces vibrations ?

N'est-ce pas au contraire favoriser leur fermentation sous le couvercle artificiel d'une coalition hétéroclite ? Au risque qu'ils n'exploient en cascade, dès que sera consommé l'inévitable échec de cette vraie-fausse campagne militaire, évidemment incapable d'affronter le corps à corps avec un peuple décidé à mourir pour son intégrité territoriale.

Alors, encouragées par des dirigeants portés par la passion ethnique ranimée, se réactiveraient lentement tissées sur un passé de guerres ; de faire admettre la prééminence d'une police mondiale brutale, contre le patient

attiser les inimitiés tribales : on connaît la sagesse – ou la folie – multiséculaire des puissances, et particulièrement celle des Américains, dont la politique étrangère a, depuis longtemps, associé un protectionnisme buté et une ardeur duplicité, une habileté diabolique à provoquer entre ses compétiteurs des combats ruineux ou fatals. Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine par des coups financiers dont elles ont toujours tiré avantage, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour

empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe. C'est donc là qu'il fallait faire porter l'effort, en jouant des indignations légitimes contre tel minuscule régime nationalitaire. Car la guerre aux Balkans, d'ailleurs non déclarée, n'est pas faite aux Serbes : c'est une guerre contre l'Europe.

Le modèle de l'ONU, ne serait plus habitable par l'hyperbourgeoisie, à cause du poids des « grands » du monde pauvre osant résister encore à son hégé-

Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe

attiser les inimitiés tribales : on connaît la sagesse – ou la folie – multiséculaire des puissances, et particulièrement celle des Américains, dont la politique étrangère a, depuis longtemps, associé un protectionnisme buté et une ardeur duplicité, une habileté diabolique à provoquer entre ses compétiteurs des combats ruineux ou fatals. Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine par des coups financiers dont elles ont toujours tiré avantage, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour

empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe. C'est donc là qu'il fallait faire porter l'effort, en jouant des indignations légitimes contre tel minuscule régime nationalitaire. Car la guerre aux Balkans, d'ailleurs non déclarée, n'est pas faite aux Serbes : c'est une guerre contre l'Europe.

Le modèle de l'ONU, ne serait plus habitable par l'hyperbourgeoisie, à cause du poids des « grands » du monde pauvre osant résister encore à son hégé-

Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe

attiser les inimitiés tribales : on connaît la sagesse – ou la folie – multiséculaire des puissances, et particulièrement celle des Américains, dont la politique étrangère a, depuis longtemps, associé un protectionnisme buté et une ardeur duplicité, une habileté diabolique à provoquer entre ses compétiteurs des combats ruineux ou fatals. Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine par des coups financiers dont elles ont toujours tiré avantage, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour

empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe. C'est donc là qu'il fallait faire porter l'effort, en jouant des indignations légitimes contre tel minuscule régime nationalitaire. Car la guerre aux Balkans, d'ailleurs non déclarée, n'est pas faite aux Serbes : c'est une guerre contre l'Europe.

Enfants broyés du Kosovo

par Claire Brisset

KASTRIOT KICAJ avait six ans. Il cheminait avec sa famille, surchargée de colis du Kosovo vers l'Albanie, sous la pluie, dans la boue. Des voitures militaires serbes accompagnaient le convoi, au rythme lent des marcheurs épuisés. A 1 kilomètre de la frontière, Kastriot a glissé, est tombé dans la boue. L'une des voitures serbes a alors brusquement accéléré et écrasé l'enfant. Les militaires riaient. C'était le jour de Pâques.

Des histoires comme celle-là, les milliers de réfugiés échoués à Kukës, au nord de l'Albanie, les racontent à ceux qui tentent de leur venir en aide. Tous peuvent témoigner de l'horreur vécue depuis des mois et qui a pris, depuis le 24 mars, les proportions d'un cauchemar éveillé.

Le nouvel afflux de ces derniers jours a rendu la situation littéralement inhumaine. Les derniers arrivants portent des traces de coups, de très nombreuses femmes ont été violées ; pour la première fois, tous montrent des signes évidents de malnutrition. Beaucoup d'enfants sont arrivés à la frontière albanaise totalement épuisés, incapables de marcher. De nombreux accès du Kosovo vers l'Albanie ont été minés ; faudra-t-il voir, en plus du reste, des enfants aux jambes arrachées, soufflés par l'explosion d'une mine ?

Dans Kukës, partout, sur les terrains vagues, les zones industrielles, aux carrefours, des remorques attachées à des tracteurs ont pris possession de la ville. Sur ces chariots, à l'abri d'une bâche de plastique, vivent, dorment, mangent, une dizaine, parfois une vingtaine de personnes. Une écrasante majorité de ces naufragés sont des enfants, des femmes et des personnes âgées dont le regard vide, les silences et l'hébéture en disent long sur toute une vie brisée, sur les enfants battus, les maisons brûlées, les papiers déchirés, les identités gommées.

Imagine-t-on l'angoisse dans laquelle vivent tous ces déportés, survivants des massacres et de l'exode ? Sur quoi repose cette rumeur, si insistante à Kukës, selon laquelle 400 000 personnes erraient encore dans les montagnes du Kosovo, fuyant l'armée

et les milices serbes, dépourvues de tout moyen de survie ? Que sont devenus tous ceux dont on est, comme on dit, « sans nouvelle » ? Dans quel état arriveront ceux qui sont encore sur la route de l'Albanie, celle où a été écrasé le petit Kicaj ? A Kukës, chaque soir après la prière, la mosquée est envahie par les plus pauvres, les moins chanceux, ceux qui sont venus assis, qui n'ont même pas un chariot où passer la nuit. Ceux-là, eux aussi surchargés d'enfants, trouvent asile à la mosquée dont le mollah accepte d'ouvrir les portes chaque nuit. Les premiers jours, les réfugiés y dormaient par terre sans même une couverture.

A quelques kilomètres de Kukës, un vaste camp de tentes a été établi par les Italiens. Dans ce

Notre monde est-il prêt, comme cette nouvelle catastrophe le démontre, à sacrifier toujours les plus jeunes et les plus vulnérables ?

camp, dont l'organisation force l'admiration, ont été regroupés 6 000 réfugiés parmi les plus démunis ou malades.

La ville de Kukës, submergée par cette vague de malheurs que personne n'avait su prévoir, est à l'image de l'Albanie tout entière. Dans ce pays, le plus pauvre d'Europe, aussi démunie que la Bolivie, l'afflux de plus de 350 000 réfugiés pèse d'un poids qui pourrait rapidement se révéler insupportable. Jusqu'à présent, de très nombreux réfugiés ont été accueillis par des familles albanaises, malgré leur pauvreté et leurs difficultés à survivre. Mais combien de temps cette extraordinaire solidarité d'accueil pourra-t-elle se maintenir ? Pour éviter les tensions, les organisations humanitaires tentent de répartir l'aide, aussi bien sur les réfugiés que vers les familles d'accueil, sans lesquelles la situation actuelle, déjà très difficilement sup-

portable, deviendrait franchement explosive.

Depuis le début de la crise, l'Unicef a acheminé des vivres pour enfants, médicaments pédiatriques, sels de réhydratation, couvertures, chlore pour purifier l'eau. Avec les autorités albanaises, nous venons d'entreprendre une campagne massive de vaccinations pour éviter les épidémies qui pourraient être multipliées chez les plus jeunes. La prise en charge des enfants traumatisés a d'autre part déjà commencé. Très vite suivront des programmes de rescolarisation des enfants kosovars dans les écoles albanaises comme dans les camps, car l'on sait à présent que l'un des meilleurs moyens de faire face aux traumatismes est une rescolarisation très rapide, même minimale.

Les donateurs de l'Unicef se sont déjà montrés très généreux pour permettre de monter ces programmes depuis le début de la crise. Ils ont déjà envoyé 12 millions de dollars sur les 14 qui avaient été demandés pour faire face à la crise. Il faudra faire bien davantage, tant le désastre humanitaire qui broie les enfants du Kosovo s'annonce catastrophique.

Il ne suffira pourtant pas d'envoyer des dons, si essentiels soient-ils. Il faudra bien aussi répondre à des questions sans échappatoire. Notre monde est-il prêt, comme cette nouvelle catastrophe le démontre, à sacrifier toujours les plus jeunes et les plus vulnérables ? Pourquoi, dans les conflits de ces dix dernières années, les enfants-ont-ils à chaque fois représentés l'écrasante majorité des victimes ? Quels adultes deviendront, plus tard, ceux qui auront vu sous leurs yeux leur père battu ou enlevé, leur mère violée, leurs grands-parents pleurer, leur maison brûlée, leur école bombardée ?

Il est vraiment temps de donner à ces guerres qui prennent d'abord pour cibles les civils et les enfants, le statut qu'elles méritent, celui d'un scandale international.

Claire Brisset est porte-parole de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) en France.

Du problème kosovar à la tragédie yougoslave

Suite de la première page

Certes, le problème du Kosovo n'était pas réglé. Certes, du fait de cette situation non réglée, une tension interethnique subsistait sur ce territoire. Certes, des affrontements avaient lieu entre les forces serbes de maintien de l'ordre et des extrémistes albanaïes, affrontements qui ont entraîné des pertes de vies humaines, comme ce fut le cas à Racak.

Il n'y avait pas de catastrophe humanitaire semblable à celle dont ont parlé tant aujourd'hui ; il n'y avait pas d'épuration ethnique. Les multiples comptes rendus de la mission de l'OSCE au Kosovo en témoignent – cette mission était dirigée, on le sait, par un représentant américain.

Je dirai même plus : jusqu'au 24 mars, avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN, il y avait un problème au Kosovo ; désormais, celui-ci s'est transformé en une tragédie yougoslave, avec d'importantes pertes humaines et des centaines de milliers de réfugiés, avec la destruction délibérée du potentiel d'un Etat souverain du centre de l'Europe, avec la destruction de monuments historiques et culturels d'une valeur inestimable.

Aujourd'hui, à Bruxelles, on tente de ne pas se souvenir que le prétexte de l'engagement de cette opération était la garantie de l'application par la partie yougoslave des accords de Rambouillet. A l'étape actuelle, une tâche tout à fait autre s'impose : éliminer la catastrophe humanitaire qui s'est déclenchée sur ce territoire, précisément, après le début des bombardements. Et l'on procède, pour ce faire, d'une manière extrêmement originale : on intensifie les frappes, ce qui pourrait avoir pour résultat que, très prochainement, toute la Yougoslavie se transforme en une zone de catastrophe totale, une catastrophe qui ne serait absolument pas due aux éléments naturels.

Un coup sérieux est porté à l'ordonnement mondial contemporain et à son fondement juridique qu'est la Charte de l'ONU.

Quelle que soit la suite des évé-

l'implosion. La dette considérable des Etats-Unis à l'égard de l'institution internationale limite drastiquement ses possibilités d'action. Par ailleurs se multiplient les incidents où l'autorité de l'ONU se trouve bafouée : dénigrement par la diplomatie américaine de telle candidature au poste de secrétaire général ; rupture ouverte avec les décisions internationales concernant les interventions militaires en Irak, etc. Les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie s'inscrivent dans cette ligne de rupture avec la légitimité mondiale, au prétexte des blocages bureaucratiques, mais pour la véritable raison que cette légitimité ne saurait être étrangère à l'existence des peuples. Faudrait-il rappeler qu'avant d'être de vilains nationalismes génocidaires les peuples sont des constructions modernes inventées pour en finir avec les féodalismes et les esclavagismes qui étaient si à l'aise dans les poussières de principautés impériales et de seigneuries des anciens régimes ? Faudrait-il avertir qu'en démonisant la nation – ce réceptacle fragile des compromis sociaux et ethniques –, l'empire américain nous prépare, pour un surlendemain qui n'est peut-être pas si lointain, un état de mobilité chaotique universelle, parfaitement propice à l'établissement d'une nouvelle servilité généralisée, et certainement pas à un mondialisme démocratique ?

Nous sommes donc conduits à poser clairement l'alternative : puisque le monde se trouve désormais saisi dans la résille des liens économiques et informationnels, vaut-il mieux endosser définitivement l'uniforme de suspicion visant peut-être, à terme,

nements, il est déjà évident que, globalement, l'Europe sera perdante. Un coup très sévère a été assené au processus européen, aux origines duquel se trouvaient la Russie et la France. Jamais auparavant n'avaient simultanément été détruits autant de principes de l'Acte final d'Helsinki. L'idée d'une grande Europe, qui devenait chaque jour plus réelle, se trouve elle aussi remise en question. Les relations entre la Russie et l'OTAN, que nous avons édifiées avec tant de minutie ces dernières années dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité européennes, se trouvent elles aussi rejetées au loin.

Quels que soient les arguments que l'on a tenté d'avancer pour justifier l'opération militaire de l'OTAN, il apparaît clairement à tout analyste objectif que l'on a opté pour une politique de destruction méthodique de l'infrastructure non pas tant militaire qu'industrielle et sociale de la Yougoslavie. Chaque jour, des gens meurent, et à égalité, qu'ils soient Serbes, Albanaïes, Hongrois ou Monténégrins. Pour eux, les paroles de Saint-Exupéry, qui disait que la guerre, ce n'est pas l'acceptation du combat, mais tout simplement celle de la mort, représentent une amère vérité. Ce grand Français et les pilotes de l'escadrille Normandie-Niemen ont-ils donc combattu pour qu'à la fin du XX^e siècle des enfants, comme il y a cinquante ans, tournent avec effroi leurs regards vers le ciel ?

Jean Giraudoux a écrit que le privilège des puissants de ce monde, c'est qu'ils peuvent observer les catastrophes en cours en restant assis sur leur terrasse. Dans le cas présent, j'en suis convaincu, si quelqu'un peut le faire, ce ne sont nullement les Européens. Dès demain, vous et moi verrez arriver sur nos terrasses les réfugiés fuyant la guerre et une pluie acide arrosera le gazon vert, devant la maison.

Autre élément majeur : quand on a opté une fois pour le droit de la force, on ne peut se bercer d'illusions et penser que d'autres ne s'engageront pas sur le même chemin. Avec, pour conséquences, un coup inéluctable et très grave porté au régime de la non-dissémination des armes de destruction massive, le désir d'un nombre croissant d'Etats de se doter des divers types existant, notamment sous prétexte de garantir leur propre sécurité.

Nous procédons à des consultations très actives, notamment avec nos partenaires français, concernant les principes de base sur lesquels un tel règlement pourrait être édifié :

– cessation immédiate de toutes

à la prétention exorbitante, ou troquer nos souverainetés patriotiques (parfois si dangereuses) pour une construction mondiale négociée ? Si nos diplomates et nos soldats doivent accepter d'introduire dans leur code de conduite des facteurs qui ne relèvent pas du commandement aveugle, vaut-il mieux que ce soit l'intérêt étroit de la régence américaine ou des principes relevant d'une constitution mondiale, garante des droits de l'homme, dont celui des peuples est partie intégrante ?

Je crois que la grande armada sous gouverne américaine illustre un des derniers soubresauts des dinosaures nationaux-impériaux face à la claire nécessité d'une citoyenneté mondiale et de ses institutions.

Elle peut encore cracher le feu, utiliser la provocation, méuser de la candeur humanitaire sincère. Mais, à moins de se vouer au chaos, le XXI^e siècle ne pourra sans doute plus relever de la logique infantile de la toute-puissance.

Il faut se retirer très vite d'un engagement indigne, dont la grossière inadéquation aux buts humanitaires affichés ne peut qu'inciter ses auteurs à pousser toujours plus loin le mensonge, à écraser d'autant plus Serbes et Kosovars sous les mêmes bombes qu'ils se sentiront moralement encouragés à imputer aux premiers le massacre des seconds. Car, n'en doutons pas, une fois durcie au feu de l'ignominie, la vertu de nos chiens de guerre ne connaîtra plus de limites.

Denis Duclos est sociologue, directeur de recherche au CNRS.

les opérations militaires ; arrêt des violences et de la répression ; – retrait du Kosovo des forces militaires et policières en sur-nombre qui, selon notre conviction, doit s'accompagner de l'éloignement des frontières yougoslaves des unités militaires et des armements offensifs de l'OTAN déployés en Macédoine et en Albanie ;

– retour en toute sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées, quelles que soient leur nationalité et leur confession ; – libre accès des organisations humanitaires internationales afin qu'elles puissent remplir leur mission ;

– reprise des négociations entre Belgrade et les chefs de file des Albanaïes du Kosovo, en vue d'un accord politique accordant une large autonomie au Kosovo, dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie ;

– contribution internationale au relèvement économique de la Yougoslavie, y compris du Kosovo et de sa région.

La mise en œuvre de ces principes nécessitera, bien entendu, une présence internationale, dont le format et la mission sont à établir. C'est cette question, précisément, qui demeure la plus délicate. L'accord relatif à cette présence doit pouvoir être accepté par tous.

L'ONU, qui dispose d'un large éventail de mécanismes de maintien de la paix et d'une grande expérience en ce domaine, peut et doit jouer un rôle important dans le règlement, à l'étape présente. Une position constructive de la part de Belgrade, dictée par l'intérêt national à long terme, aidera sans nul doute à trouver une solution dans le cadre de l'ONU, qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, tout en apportant une solution à tous les aspects du problème du Kosovo.

La Russie se propose, pour sa part, de continuer à jouer un rôle des plus actifs en vue de parvenir à un règlement politique au Kosovo. Nous sommes ouverts à toute idée ou initiative constructive allant en ce sens. Nous sommes prêts à collaborer étroitement avec nos homologues français. L'essentiel est d'arriver au plus vite à la paix sur le sol yougoslave, ce qui – c'est ma conviction – sert les intérêts fondamentaux de la sécurité européenne et de la stabilité.

Igor Ivanov (traduit du russe par les soins de l'agence RIA-Novosti) ©Agence RIA-Novosti.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le but de guerre

LE débat sur la stratégie de l'OTAN est plus que justifié. La critique sur l'inadéquation des moyens choisis par rapport aux buts assignés est largement fondée. Les questions sur telle ou telle « bavure » meurtrière de civils sont légitimes, comme la méfiance à l'égard de telle ou telle information douteuse donnée par l'OTAN sur le déroulement de la guerre – car il s'agit bien d'une guerre, n'en déplaise aux euphémismes utilisés à Bonn, Londres, Paris ou Washington. On était fondé – on l'est toujours – à demander des résultats rapides, et ce pour une raison impérieuse : le temps dans cette affaire, face à un Slobodan Milosevic décidé à vider le Kosovo de sa population d'origine albanaise, est une donnée essentielle de la guerre qu'on livre. Et, de ce point de vue, les centaines de milliers de malheureux atrocement jetés sur les routes de l'exil sont la preuve criante qu'on a plutôt perdu la première bataille.

Mais rien de tout cela ne doit occulter l'essentiel : il fallait agir contre le président de la République fédérale de Yougoslavie. Après huit années de guerres yougoslaves provoquées par l'homme fort de Belgrade ; après tous ces crimes permis quand, face au drame bosniaque, les diplomates occidentales se refusèrent longtemps à « ajouter la guerre à la guerre » ; après un an d'exactions serbes au Kosovo, aggravant le régime d'apartheid déjà imposé aux Kosovars ; après des mois de négociations aboutissant à l'accord de Rambouillet, refusé par le seul Milosevic ; après tant de temps perdu, il n'y

avait plus d'autre solution que le recours à la force.

Aussi, au moment où « Force alliée » entre dans sa cinquième semaine, sous le feu de critiques encore une fois justifiées, importe-t-il de redire haut et clair ce que doivent être ses objectifs. Et d'indiquer le seuil de résultat en dessous duquel toute solution serait inacceptable. Il tient en quatre conditions, non négociables : toutes les forces serbes doivent quitter une province dont elles ont fait le théâtre de crimes répétés contre l'humanité ; tous les réfugiés doivent pouvoir rentrer chez eux ; ils doivent pouvoir y vivre en paix sous la protection d'une force armée internationale, obéissant à une chaîne de commandement simple ; enfin, le Kosovo doit être placé, sans doute durablement, sous la tutelle de l'Union européenne.

C'est un minimum. Il n'exige ni le départ de M. Milosevic ni ne tranche la question de l'indépendance ou de l'autonomie du Kosovo. Mais en dessous de ce niveau d'exigences, aucune des missions assignées à « Force alliée » n'aura été atteinte ; la guerre aura été menée pour rien et l'Europe aura définitivement accepté l'inacceptable. Les stratégies de l'OTAN ont d'ores et déjà suffisamment sous-estimé le pouvoir de Belgrade pour qu'on se permette de leur donner un conseil : M. Milosevic pliera d'autant plus rapidement qu'il saura que les alliés préparent aussi une intervention au sol. Celle-ci est devenue, d'une manière ou d'une autre, inévitable, sauf à se résigner à la déportation des Kosovars et à la destruction de leur culture.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Grelsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'espèce humaine

IL Y A quatre ans revenaient parmi nous les premiers déportés. Le rideau se levait sur les camps nazis – Auschwitz, Buchenwald, Dachau, Mauthausen, Ravensbrück, Flossenbürg. Des milliers et des milliers d'hommes et de femmes restaient encore, libérés par les armes alliées, prisonniers du typhus. Beaucoup de survivants étaient marqués par la mort. Il y eut naturellement quand apparurent ces fantômes un cri d'horreur dans le monde civilisé.

Des livres depuis ont paru – *Les Jours de notre mort*, de David Rousset –, pour tenter de faire connaître cette expérience étrange et terrible, d'indiquer les ressorts de l'univers concentrationnaire. Mais peut-on donner l'impression vivante d'une hallucination ?

Un autre livre, tout récent, de Robert Antelme, *L'Espèce humaine*, digne du premier et qui le

complète, vient à point pour apporter la réplique à ceux qui prétendent que « c'était trop beau » pour être vrai. On peut écrire tous les *Nuremberg ou la terre promise* que l'on voudra, on ne parviendra pas à ensevelir cette honte dans l'indifférence et l'oubli.

Il ne s'agit pas en effet de la seule souffrance. La souffrance s'efface dans le temps. L'immonde horreur des camps de déportation fut, comme l'écrit Robert Antelme, « la mise en question de la qualité d'homme », de « l'appartenance à l'espèce ». Voilà ce qui fut « le plus immédiatement sensible et vécu », et qui fut « voulu par les autres ». Et voilà la leçon. « Une âme, a dit Michelet, pèse infiniment plus qu'un royaume, un empire, un système d'Etats. »

Rémy Roure
(22 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les dangers de la bulle monétaire

IL EST GÉNÉRALEMENT de bon ton de reprocher aux banques centrales le caractère exagérément restrictif de leurs politiques monétaires. Industriels, hommes politiques et opérateurs des marchés financiers ont l'habitude de s'unir pour accuser les instituts d'émission de se montrer trop vigilants à l'égard de l'inflation, de la stabilité du taux de change, de ne pas se soucier suffisamment de la croissance et de la lutte contre le chômage. Bref, les taux d'intérêt ne sont jamais aussi bas que rêvé.

Aujourd'hui, cette critique ne tient plus. L'environnement monétaire dans les grands pays industrialisés est extraordinairement favorable, « expansionniste », comme il ne l'a sans doute jamais été dans toute l'histoire financière du XX^e siècle. Au Japon, le taux d'escompte s'établit à 0,5 %. Dans l'Euroland, le principal taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) vient d'être ramené de 3 % à 2,5 %, un niveau jamais atteint sur le Vieux Continent. Aux Etats-Unis, enfin, en dépit du dynamisme économique observé depuis près de dix ans, les fonds fédéraux s'établissent à 4,75 %, nettement en deçà de leur niveau moyen des deux dernières décennies (6,7 %). Si cette politique d'argent bon marché trouve son origine dans le rythme lui aussi exceptionnellement faible de l'inflation, elle n'est pas sans présenter, selon de nombreux experts, des risques financiers, et donc économiques, majeurs. Les banques centrales, par leur souplesse, ne sont-elles pas les principales responsables de l'envolée des marchés boursiers, de la formation d'une bulle spéculative qui menace à tout moment d'éclater ? Pour les Bourses, des taux d'intérêt bas sont une bénédiction : non seulement ils rendent les condi-

tions d'achat de valeurs très intéressantes, stimulent la croissance de l'activité et donc les profits des entreprises, mais ils rendent aussi les placements en actions plus attractifs que ceux réalisés en titres à taux fixe (obligations, bons du Trésor à court terme).

« On peut s'inquiéter de l'impact d'une aussi importante injection de monnaie dans l'économie mondiale », note Régis Khaber, économiste à la société de Bourse Aurel. Les vannes monétaires mondiales sont aujourd'hui grandes ouvertes. Où vont se déverser les flots de liquidités qui s'en échappent ? Sur les marchés financiers, affirment de nombreux experts, et non pas dans l'économie réelle. « Contrairement à ce qui est souvent dit, ce n'est pas dans l'économie que les banques centrales injectent des moyens de paiement, souligne Eric Barthalon, chef économiste à la banque Paribas. C'est en pratique et en première instance dans les marchés financiers (...) Le risque est permanent que les liquidités injectées soient en quelque sorte piégées sur les marchés financiers. »

« La monnaie est utilisée à d'autres usages qu'à acheter des biens », ajoute Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations.

« YEN CARRY TRADE »

Une situation extrême est observée au Japon, où l'argent est quasiment gratuit. Mais les banques n'utilisent pas cette manne de liquidités pour octroyer des crédits aux entreprises ou aux particuliers (ces derniers n'en sollicitent pas), mais pour gonfler leurs portefeuilles de titres. Pis : de nombreux investisseurs américains et européens profitent des taux extrêmement bas offerts dans l'archipel

Le puritain vigilant par Philippe Bertrand



PRÉCISIONS

CHARLES MILLON ET KARL RENNER

A la suite de la parution du point de vue de Charles Millon « Dénationaliser les Balkans ? » (*Le Monde* du 16 avril), Stéphane Pierré-Caps, professeur de droit public à l'université Nancy-II, précise que l'essentiel de l'argumentation contenue dans ce point de vue ne peut qu'avoir été directement inspiré par ses travaux. M. Pierré-Caps a, en effet, consacré un ouvrage (éditions Odile Jacob, 1995) et plusieurs articles à la pensée du juriconsulte et homme politique autrichien Karl Renner (1870-1950), dont il a aussi traduit des textes.

URBANISME

Cité comme auteur d'un « massacre urbain » sur les collines de Sèvres (*Le Monde* du 13 avril), l'architecte Clément-Olivier Cacoub tient à préciser qu'il n'est « nullement le responsable, sur le plan urbanistique, de ce projet » dans le cadre d'un programme immobilier « achevé depuis longtemps ».

MAIRES

Dans l'infographie qui accompagnait notre article sur les ministres « ex-maires » (*Le Monde* du 16 avril), nous avons omis de signaler que Charles Josselin (PS), secrétaire d'Etat chargé de la coopération auprès du ministre des affaires étrangères, maire de Pleslin-Trigavou (Côtes-d'Armor) au moment de son entrée au gouvernement, est maintenant premier adjoint de cette commune. L'actuel maire est Jean-Paul Leroy.

RECTIFICATIFS

BAC 1998

La grille horaire de la classe de seconde publiée dans le supplément « Résultats du bac 1998 » (*Le Monde* du 1^{er} avril) reprenait le projet ministériel voté par le Conseil supérieur de l'éducation. Depuis, le ministère a rétabli, au travers d'une circulaire envoyée aux établissements, la possibilité d'une troisième langue vivante en option facultative, soit trois heures par semaine.

Par ailleurs, contrairement à ce

que nous avions écrit, les indicateurs des « taux d'accès » et des « taux de bacheliers » sont disponibles, cette année, pour les lycées privés sous contrat qui ont accepté de communiquer leurs effectifs au ministère : c'est le cas de 216 établissements sur 877. Ces chiffres sont donc bien présents sur le Minitel (3615LEMONDE) et dans les « fiches par lycée » publiées sur Internet (www.lemonde.fr/education/bac98/accueil.html).

CHILI

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions datées 11-12 avril, le juge d'instruction Sergio Valenzuela Patino n'a pas été « destitué » par la Cour suprême chilienne. Le magistrat a été en fait désaisi par cette Cour de l'instruction sur l'assassinat du dirigeant syndical Tucapel Jimenez dont il avait été chargé pendant dix-sept ans sans parvenir à la moindre inculpation.

STRASBOURG

Mgr Doré, archevêque de Strasbourg, se prénomme Joseph et non

pour y emprunter des capitaux qu'ils vont ensuite placer sur les places financières occidentales. Ce mécanisme est connu sous le nom de yen carry trade. Nul ne sait précisément quels montants ont été engagés à travers lui, mais ils seraient colossaux. Et certains évoquent déjà, avec la récente baisse des taux européens, la possibilité d'un euro carry trade. La mondialisation des marchés de capitaux fait que le nationalisme monétaire n'existe plus et qu'une politique expansionniste dans un grand pays se fait ressentir sur l'ensemble des places financières.

D'où le risque, selon M. Barthalon, que « les marchés d'actions, soutenus, d'abord et avant tout, par des perspectives de baisse durable des taux d'intérêt, s'aventurent plus encore qu'aujourd'hui dans des contrées jusqu'ici inexplorées en termes de valorisation ».

Les banques centrales ignorent-elles ce danger ? Officiellement non. Elles affirment surveiller de près l'inflation des actifs financiers. Au Japon, le vice-ministre des finances, Eisuke Sakakibara, a régulièrement dénoncé la bulle sur le marché des emprunts d'Etat nippon – où les rendements à dix ans sont tombés à l'automne dernier jusqu'à 0,6 %. Les dirigeants de la BCE disent pour leur part suivre avec attention l'évolution des indices boursiers européens, dont ils auraient fait un des éléments de leur politique monétaire. Mais c'est aux Etats-Unis que l'inquiétude et la vigilance apparaissent les plus grandes. Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, s'est étonné à plusieurs reprises des niveaux atteints par Wall Street, et chacun garde en mémoire sa fameuse dénonciation de l'« exubérance irrationnelle » des marchés boursiers du mois de décembre 1996, dénonciation qui lui avait valu de nombreuses critiques de la part de parlementaires américains. Quelques mois plus tard, la Fed avait mis ses menaces à exécution en relevant d'un quart de point son principal taux directeur. Mais elle n'avait pas osé aller plus loin dans son resserrement monétaire. Au contraire, à l'automne 1998, alors que le système financier américain et mondial était profondément déstabilisé après la faillite du fonds spéculatif LTCM (Long Term Capital Management), la Fed n'a pas hésité à injecter massivement des liquidités et à baisser ses taux à trois reprises, au risque d'alimenter la bulle boursière – ce qui n'a d'ailleurs pas manqué de se produire, l'indice Dow Jones venant de franchir la barre historique des 10 000 points. Forts de cet exemple, les opérateurs sont désormais persuadés qu'en cas de correction violente à Wall Street la Fed s'empresserait de réduire ses taux pour soutenir les cours. D'où une impression d'impunité.

De fait, M. Greenspan se retrouve pris au piège. Aux Etats-Unis, « la valorisation des actions est devenue la pierre angulaire de bon nombre de mécanismes économiques », souligne M. Barthalon. La hausse de Wall Street augmente le sentiment de richesse des ménages américains et stimule leur consommation. Difficile, pour la Fed, de faire un geste susceptible d'arrêter cette belle mécanique. « L'humilité qu'affiche désormais M. Greenspan lors de ses auditions par le Congrès des Etats-Unis n'est peut-être, tout compte fait, qu'un aveu à peine déguisé d'impuissance », estime l'économiste de Paribas.

Pour une banque centrale, il est devenu aujourd'hui « politiquement incorrect » de relever ses taux. Si indépendants soient-ils, les instituts d'émission préfèrent prendre le risque d'attiser l'inflation des actifs financiers et la spéculation boursière plutôt que mécontenter les gouvernements et les marchés. Ils ne savent plus qu'assouplir leur politique monétaire. Au Japon, le taux d'escompte a été abaissé à neuf reprises depuis 1991, en Allemagne quatorze fois entre la mi-1992 et l'arrivée de l'euro ; aux Etats-Unis, enfin, au cours des quatre dernières années, le niveau des fonds fédéraux a été réduit six fois et relevé à une seule occasion. Les opérateurs de marché ont oublié ce qu'est un épisode de hausse durable des taux directeurs. Le rappel pourrait être douloureux. Le jour où ce mouvement se produira, où la bulle monétaire éclatera, la bulle boursière risque fort de crever à son tour.

Pierre-Antoine Delhommais

Gustave, comme nous l'avons écrit par erreur (*Le Monde* du 14 avril).

ALFÉDIAM

Le professeur Jean-Raymond Attali est l'ancien secrétaire général de l'Association de langue française pour l'étude du diabète et des maladies métaboliques (Alfédiam) et non son ancien président, comme indiqué par erreur (*Le Monde* du 17 avril 1999).

ALGÉRIE

Le ministre de l'intérieur algérien est Abdelmalek Sellal et non Abdelkader Benhadj, comme nous l'avons écrit par erreur (*Le Monde* du 17 avril). Ce dernier est directeur des libertés publiques au ministère de l'intérieur.

PACS

253 députés ont voté contre la proposition de loi tendant à créer un pacte civil de solidarité (PACS), en deuxième lecture, mercredi 7 avril, et non 277, comme il a été indiqué par erreur dans *Le Monde* du 9 avril. 300 députés ont voté pour.

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

CROISSANCE Le Fonds monétaire international estime que les risques de récession se sont éloignés mais reste prudent sur les perspectives de croissance mondiale pour

1999. ● **DANS SON RAPPORT SEMESTRIEL**, publié mardi 20 avril à Washington, l'institution prévoit une expansion de l'activité de 2,3 % cette année et de 3,4 % en l'an 2000.

● **LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES** d'Asie et d'Amérique latine semblent avoir surmonté le plus gros de la crise après avoir connu une forte récession en 1998. ● **LES**

ÉTATS-UNIS demeurent la locomotive de l'économie mondiale, mais le FMI souligne que le ralentissement prévisible et souhaitable de sa prospérité pourrait être brutal. Il n'écarte

pas un krach boursier. ● **LES INVESTISSEURS** ont retrouvé le chemin des places asiatiques, comme en témoigne le rebond des Bourses de Singapour et Bangkok.

Les investisseurs et le FMI croient à l'après-crise asiatique

Les experts du Fonds monétaire international écartent les risques de récession mondiale. Dans leur rapport semestriel, publié mardi 20 avril à Washington, ils restent prudents sur les perspectives de croissance en 1999 et parient sur un rebond pour l'an 2000

SANS ALLER jusqu'à oublier la tourmente financière qui a balayé, mi-1997, l'économie de la plupart des pays du Sud-Est asiatique, provoqué une crise majeure en Russie, sérieusement déstabilisé le Brésil, et ramené les espoirs de croissance des pays occidentaux à de plus modestes proportions, les experts économiques du Fonds monétaire international (FMI) ont affirmé, mardi 20 avril, que le risque de récession mondiale était désormais « relativement modéré ». Dans son rapport sur les Perspectives mondiales – dont la parution, mardi, précède de quelques jours les réunions de printemps des institutions de Bretton Woods (du 26 au 28 avril à Washington) – le FMI estime que la croissance mondiale atteindra 2,3 % en 1999, contre 2,5 % l'an dernier. C'est la quatrième phase de ralentissement en vingt-cinq ans, mais le FMI prévoit un rebond de l'activité en 2000 avec une expansion de 3,4 %.

L'institution se montre pourtant plus prudente que jamais dans ses pronostics. Si, pour l'économiste en chef du FMI, Michael Mussa qui présentait le rapport, « les risques sont équilibrés autour d'une prévision de croissance de 2,3 % en 1999, la prévision de croissance de 3,4 % pour l'an 2000 présente des risques

Espoir de rebond en 2000				
TAUX DE CROISSANCE	en %			
	1997	1998	1999	2000*
MONDE	4,2	2,5	2,3	3,4
G7				
ÉTATS-UNIS	3,9	3,9	3,3	2,2
JAPON	1,4	-2,8	-1,4	0,3
ALLEMAGNE	2,2	2,8	1,5	2,8
FRANCE	2,3	3,1	2,2	2,9
ITALIE	1,5	1,4	1,5	2,4
ROYAUME-UNI	3,5	2,1	0,7	2,1
CANADA	3,8	3,0	2,6	2,5
ZONE EURO	2,5	2,9	2,0	2,9
PAYS EN DÉVELOPPEMENT				
CHINE	8,8	7,8	6,6	7,0
ASEAN-4**	3,8	-9,4	-1,1	3,0
BRÉSIL	3,2	0,2	-3,8	3,7

* Prévisions ** Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande Source: FMI

négatifs plus grands que les chances. Un diagnostic qu'a repris à son compte Bill Clinton, mardi, à l'occasion d'une déclaration à la Maison Blanche. Affirmant que « des économies qui étaient en crise commencent à sortir de leurs difficultés », il a mis en garde contre toute tentative « d'autosatisfaction » car « des risques et des défis substantiels subsistent encore ». « C'est le moment d'agir pour empê-

cher de nouvelles crises d'atteindre des niveaux catastrophiques dans l'avenir », a-t-il ajouté, appelant les principales nations industrialisées à se tenir prêtes à prendre de prochaines mesures pour élaborer une architecture financière solide pouvant constituer une base de prospérité pour tous au XXI^e siècle.

De nombreuses hypothèses restent encore sur l'environnement international. Elles se situent prin-

cipalement au sein des trois pôles industrialisés mondiaux, l'Europe, le Japon, les Etats-Unis.

● **L'Europe** : la récente faiblesse de la croissance de la zone euro pourrait « ne pas être transitoire », estime le FMI. La croissance dans la zone euro va tomber à 2 % en 99 (-0,4 % par rapport aux prévisions de décembre) contre 2,9 % en 1998. Elle devrait se redresser à 2,9 % en 2000. L'emploi et les rigidités du marché du travail européens sont « un problème chronique majeur », martèle le FMI, qui suggère une fois de plus que la réduction du temps de travail n'est peut-être pas une bonne idée.

● **Le Japon** : après une croissance négative de 2,8 % en 1998, l'économie japonaise sera encore en récession de 1,4 % en 1999, estime le FMI, qui a révisé à la baisse de près d'un point ses précédentes révisions datant de décembre. Aucun signe de reprise « n'est encore clairement en vue », constate le FMI, qui craint que cette faiblesse « ne se prolonge ».

● **Les Etats-Unis** : le grand point d'interrogation reste le rythme que prendra le ralentissement de l'économie américaine, dont le FMI a fortement reconsidéré la croissance, à 3,3 %, après une expansion de 3,9 % en 1998.

La prospérité économique, qui présente « un symptôme de déséquilibre entre les trois grandes monnaies » (dollar, yen, euro), repose trop sur les Etats-Unis, qui ont représenté à eux seuls pas moins de la moitié de la croissance mondiale. Si le FMI estime raisonnables les chances d'un « atterrissage en douceur », il n'écarte pas un scénario plus brutal, avec une remontée de l'inflation et une sévère correction de Wall Street à la clé. Un krach boursier – qui pourrait atteindre 20 % – est « une possibilité des plus concevables vu le haut niveau du prix des actions par rapport aux perspectives de bénéfices des entreprises », prévient le rapport.

Si les foyers d'incertitude se sont déplacés vers les pays industrialisés, faut-il pour autant écarter un risque de rechute des économies touchées de plein fouet par la crise asiatique ? Pour le FMI, le plus gros de la crise est passé, l'Asie du Sud-Est est sur la voie de la reprise et les turbulences des marchés financiers se sont nettement calmées. Si les pays de l'ASEAN-4 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) se sont encore en récession en 1999 (-1,1 %), la Corée du Sud, devrait renouer avec la croissance à 2 % en 1999, contre -5,5 % en 1998.

C'est sur le continent latino-

américain que se feront douloureusement sentir les derniers avatars de la crise financière. L'Amérique latine sera en récession de 0,5 % en 1999. Les pays les plus touchés sont bien sûr le Brésil (-3,8 % en 1999), suivi du Venezuela, très affecté par la baisse des prix du pétrole (-3,6 %), et de l'Argentine (-1,5 %).

Ces scénarios pourraient être amplifiés par une défiance persistante des marchés à l'égard des pays émergents. Le lancement, lundi 19 avril, par la banque centrale brésilienne, d'une émission de 1 milliard de dollars de bons à cinq ans devrait donner une première indication sur le degré de confiance des investisseurs.

La grande inconnue reste la Russie, qui a annoncé officiellement, mardi, qu'elle ne serait pas en mesure de rembourser en mai une échéance de sa dette extérieure de 1,2 milliard de dollars. La croissance russe devrait être négative de 7 % en 1999, après -4,8 % en 1998. En 1999, les prix vont doubler. « En cas d'absence de politique de réformes et de stabilisation cohérente », inflation et récession s'aggraveront, prévient l'institution, qui se garde de faire un quelconque pronostic pour l'an 2000.

Babette Stern

Les économies d'Extrême-Orient se redressent lentement

LES ÉCONOMIES d'Asie commencent à voir le bout du tunnel. Les indices d'une amélioration s'accroissent : balances courantes plus équilibrées, réserves en devises en hausse, baisse des taux d'intérêt, stabilisation des taux de change et regain des valeurs boursières... Les marchés financiers d'Asie orientale se sont « remarquablement améliorés », a souligné Michael Mussa, patron de la recherche économique au FMI, en présentant, mardi 20 avril, ses perspectives économiques biannuelles.

En dépit de l'optimisme des marchés, le rendez-vous avec la croissance n'est pas programmé pour tout le monde en 1999. Si la Corée du Sud peut connaître une croissance de 2 %, selon le FMI, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie doivent s'attendre à une croissance nulle ou légèrement positive, et Hongkong ne devrait pas sortir de la récession, selon la Banque asiatique de développement. L'Indonésie demeure très affaiblie par une crise de grande ampleur, aussi bien économique que politique.

Le problème central demeure la faiblesse du Japon. « Vu les indicateurs mitigés, il demeure incertain que l'activité se soit stabilisée », souligne le FMI à propos du Japon, qui note toutefois « une modeste reprise de la confiance des investisseurs ». La demande des ménages ne donne toujours aucun signe d'amélioration. Les programmes de relance à coups de milliards de fonds publics ne suffisent pas à dynamiser l'économie.

Quant à la Chine, elle a confirmé, également mardi, qu'elle s'attendait à un ralentissement de sa croissance économique au second semestre 1999. D'après les autorités de Pékin, la croissance devrait ralentir sensiblement, pour tomber à 6 % au second semestre en rythme annuel, contre 8,3 % au premier trimestre.

Du coup, les pays d'Asie ne peuvent pas compter sur une reprise dopée par les exportations : le contexte régional n'est pas assez dynamique pour permettre une telle hypothèse. Dans l'Asie en crise, l'investissement reste faible et les surcapacités industrielles sont un problème durable. Le désendettement des entreprises et la restructuration des secteurs bancaires sont loin d'être achevés,

comme le montre l'exemple de la Corée – pourtant citée comme le modèle pour l'ensemble de la région –, dont les immenses conglomérats (chaebols) sont encore grevés de dettes auprès d'un secteur bancaire lui-même très affaibli. « D'importantes décisions doivent être prises quant à l'élimination d'un excédent de capacité », estime le FMI à propos de la Corée.

Certes, on observe une nette reprise de la demande intérieure : en Corée, les ventes au détail reprennent, y compris sur le marché des produits de luxe (Louis Vuitton vient d'annoncer un bond de 20 % de ses ventes au cours des deux premiers mois de 1999, par rapport à la même période de l'année précédente). Un bon signe, mais provisoire car le chômage devrait freiner cette tendance.

LA PAUVRETÉ S'ÉTEND

Partout, la reprise a un coût social élevé. « La crise asiatique a été plus profonde et a duré plus longtemps que ce que beaucoup d'analystes prédisaient », écrivait, début avril, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique. Les taux de chômage ont bondi : multipliés par quatre en Indonésie (de 4,7 % à 21,3 % en 1998), par près de trois en Corée (de 2,6 % à 7,7 %), par deux en Thaïlande (de 1,9 % à 4,4 %). La pauvreté s'étend elle aussi. « La capacité des Etats à prendre en charge les problèmes sociaux a été réduite à mesure que leurs revenus baissaient et dans certains cas par les conditions posées par le FMI à son aide », disait le rapport.

Les structures de l'économie asiatique sont encore très vulnérables. L'époque du « miracle asiatique » est bien révolue, bien que certains de ses acquis demeurent (comme l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration sur le plan de la nutrition, l'alphabétisation...). « La vraie crise asiatique n'a pas encore commencé », soulignait, ces jours-ci l'ancien premier ministre australien Paul Keating, en évoquant notamment les problèmes liés à la croissance explosive des grandes villes ainsi qu'un ressentiment grandissant des populations asiatiques à l'égard de l'Occident, de ses institutions, comme des vertus de l'ouverture économique en général.

Lucas Delattre

Le rebond des Bourses n'est pas toujours justifié

DANS LA PLUS GRANDE dis-création, les places financières des marchés des pays du Sud-Est asiatique, d'où était partie la crise internationale en 1997, remontent peu à peu la pente. Après avoir commencé à se ressaisir en septembre 1998, les indices boursiers en Asie ont opéré depuis le début de cette année un redressement assez spectaculaire. L'indice Straits Times de la Bourse de Singapour a gagné près de 30 % depuis le début de l'année. Sur la même période, le Hang-Seng de la Bourse de Hongkong a pris 23,50 %, la Bourse de Séoul est montée de 36,98 %, celle de Djakarta de plus de 22 % et celle de Bangkok de plus de 14 %.

Mais surtout, depuis peu, institutions et investisseurs étrangers achètent massivement des actions sur les marchés financiers de ces pays. Ils avaient été les premiers à fuir ces investissements, considérés comme risqués, dès le début de l'épidémie financière pour se réfugier sur des marchés plus rassurants, comme ceux de l'Europe ou des Etats-Unis. Le comportement des investisseurs témoigne visiblement d'un signe de confiance envers un redressement des économies émergentes en Asie, mais celui-ci est-il réellement justifié ?

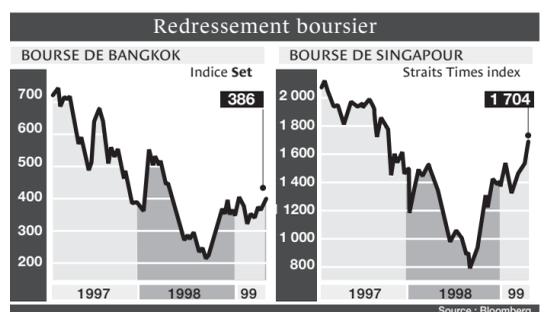
Les investisseurs internationaux craignent, en fait, de rater le re-

TROIS QUESTIONS À...

LEE HSIEN LOONG

1 De nombreux analystes prévoient un rebond de la croissance dans les pays asiatiques. En tant que vice-premier ministre de Singapour et président de l'autorité monétaire de Singapour (MAS), partagez-vous cette opinion ?

Les perspectives en Asie semblent meilleures aujourd'hui, la situation est plus stable et le sentiment est moins pessimiste. Les investisseurs commencent à revenir sur les places financières des pays émergents, peut-être trop vite d'ailleurs. Certains pays ont fait des progrès pour sortir de la crise, en particulier la Corée du Sud et la Thaïlande. La Malaisie donne également des signes de stabilisation. Mais, d'un autre côté, l'Indonésie semble avoir encore de sérieux problèmes. Je pense que le redressement ne sera pas uniforme. Certains pays iront plus vite que d'autres.



A Singapour, la Bourse a progressé de près de 30% depuis le début de l'année, entraînant dans son sillage les marchés d'actions de la zone, comme la Thaïlande qui a gagné plus de 14%.

bond des marchés financiers asiatiques qui est actuellement anticipé par de nombreux stratèges, économistes et gestionnaires. Ceux-ci prévoient une amélioration de la situation économique et financière de la zone. « L'embellie boursière va être le prélude à une embellie de l'économie réelle », estime Patrick Folléa, directeur général de BNP Asset Management (Asia) à Hongkong. Nous avons le sentiment que ces économies répondent bien aux politiques qui ont été mises en place depuis la mi-1998. D'ailleurs, la différence de rendement des obligations des Etats

de la région et des obligations des emprunts de l'Etat américains s'est considérablement réduite, passant de 8 %, il y a six mois, à 3 % aujourd'hui. Cela montre que la confiance des investisseurs envers les pays asiatiques s'est améliorée. »

DOUTES

Mais ce regain d'intérêt n'est pas justifié, dans tous les pays, par une véritable amélioration de la situation économique et financière. Autant des facteurs d'embellie sont identifiés par la plupart des économistes pour certains pays, comme la Corée du Sud et la Thai-

lande, autant il existe encore des doutes sur un redressement rapide des économies de l'Indonésie et de Hongkong. Le très écouté président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, partage d'ailleurs cette analyse. Dans le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* du 20 avril, M. Tietmeyer a ainsi indiqué : « Il serait faux de dire que nous sommes venus à bout de la crise. »

A priori, il peut paraître tentant de profiter de l'écart de près de 35 % que la Bourse de Djakarta doit encore combler pour retrouver ses niveaux d'avant la crise. Mais investir en Indonésie comporte encore de nombreux risques. Le pays conjugué crise économique profonde et forte instabilité politique et, le 4 avril 1999, le gouvernement et la banque centrale ont renoncé à défendre leur monnaie.

Certaines places boursières pa-

raissent, pour le moment, davantage tirées par les flux d'investissement qui se dirigent vers les marchés asiatiques que par l'amélioration réelle de l'ensemble des économies. Car aujourd'hui, à cause de la maigre rémunération des marchés européens, les investisseurs se portent à nouveau sur les placements des pays émergents. Depuis quelques mois, les spécialistes de la gestion des actions sur les pays émergents ont même réaménagé leurs portefeuilles afin de bénéficier de la remontée de ces Bourses. « Les portefeuilles investis sur les actions émergentes comportent aujourd'hui plus de 40 % de titres de la zone asiatique, et sont donc plus fortement investis que leur indice de référence, dont la pondération est de 35 % », explique Guillaume Derville, gestionnaire chez FP Consult (groupe Fortis). Si les actions asiatiques ont autant progressé en quelques mois, c'est en partie grâce à l'effet d'entraînement produit par les investisseurs étrangers. Pris individuellement, les marchés de la zone sont en effet relativement étroits. Sans le Japon, l'Asie ne représente que 4 % de la capitalisation mondiale. Le chiffre est de 0,6 % pour le marché coréen seul. Par conséquent, les mouvements des fonds internationaux, et surtout américains, par l'ampleur des sommes investies, ont immédiatement un effet multiplicateur sur la hausse des places boursières.

Propos recueillis par Cécile Prudhomme

C. P.

Rachat de Gucci : la justice néerlandaise doit départager M. Arnault et M. Pinault

Les petits actionnaires souhaiteraient une bataille d'OPA

La cour d'appel d'Amsterdam est appelée, jeudi 22 avril, à trancher sur le fond le conflit entre les groupes français LVMH et PPR, qui se disputent

le contrôle de la griffe de luxe italienne Gucci. Celle-ci fait monter les enchères : après avoir cédé 40 % de son capital au groupe Pinault pour

75 dollars l'action, Gucci accepterait une offre inconditionnelle de LVMH sur 100 % du capital à 88 dollars.

LE RIDEAU devrait se lever, jeudi 22 avril, à la cour d'appel d'Amsterdam, sur le troisième (et dernier ?) acte de « l'affaire Gucci ». Le premier acte fut, en janvier, l'entrée en force, au capital du maroquinier florentin, de LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessey), le groupe de Bernard Arnault, dont il avait racheté 34,4 %. Le deuxième acte a eu lieu le 19 mars, lorsque Pinault-Printemps-Redoute (PPR), le groupe de François Pinault, prit à son tour 42 % du capital de Gucci, à la faveur d'une augmentation de capital réservée.

Après avoir renvoyé, le 22 mars, les protagonistes dos à dos, et demandé en vain à Gucci et à LVMH de trouver un terrain d'entente, la chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam – le groupe, d'origine italienne est domicilié et coté en Bourse aux Pays-Bas –, est appelée à trancher la situation sur le fond. Au même moment, si l'on en croit le *Financial Times* du mercredi 21 avril, M. Arnault rencontrera à Londres le styliste de Gucci, Tom Ford, afin de le convaincre de rester dans la maison italienne même si celle-ci passe sous son contrôle.

LVMH et PPR se disputent le contrôle de la griffe de mode, mais ni l'un ni l'autre ne semblent être réellement prêts à se livrer une ba-

taille d'OPA. Celle-ci ferait grimper le prix de Gucci à des niveaux peu raisonnables. A 75 dollars l'action, PPR a payé sa participation de 42 % près de 18 milliards de francs (2,7 milliards d'euros), ce qui valorise l'ensemble du groupe italien à 43 milliards de francs (6,5 milliards d'euros). L'offre conditionnelle faite par LVMH la semaine dernière, à 85 dollars, porte la valorisation de Gucci à 49 milliards de francs (7,4 milliards d'euros).

Gucci a annoncé, lundi 19 avril, que son conseil de surveillance était « prêt à recommander [aux actionnaires de Gucci] une offre inconditionnelle pour toutes les actions [y compris celles de PPR] à

Le luxe sanctionné par Washington

Dans le différend qui oppose l'Europe et les Etats-Unis sur les importations européennes de bananes, les groupes LVMH et Gucci pourraient être les premières victimes des mesures de rétorsion prises par Washington. Des sacs Louis Vuitton et Gucci sont dans la liste des produits taxés par les Etats-Unis, au titre des sanctions autorisées lundi 19 avril par l'Organisation mondiale du commerce.

88 dollars par action ». Un double message, d'une part à l'attention du tribunal pour lui prouver que M. Arnault « bluffe » et qu'il n'a pas l'intention de faire une OPA à 100 % sur Gucci, d'autre part en direction des actionnaires indépendants – pour l'essentiel des fonds de pension américains – qui détiennent un tiers du capital. C'est à eux qu'a choisi de s'adresser directement LVMH en achetant des pages de publicité dans les journaux ces derniers jours. Le groupe français y explique pourquoi, à son avis, une OPA n'a aucune chance de succès, du fait de la « présence d'un actionnaire hostile détenant plus de 40 % du capital ».

L'audience de jeudi était prévue initialement pour examiner le seul cas de l'augmentation de capital réservée aux salariés de Gucci, première tentative d'annihiler le poids de LVMH menée par Domenico De Sole, le président de Gucci. Pour élargir le débat au droit des minoritaires en général, quelque peu malmené par la législation néerlandaise, le groupe français pourra compter sur le soutien de Colette Neuville, la présidente de la très active Association des actionnaires minoritaires (ADAM). L'ADAM entend plaider la cause d'un mystérieux petit actionnaire de Gucci, « un retraité détenant 400 actions ». Mme Neuville consi-

dère que, d'ores et déjà, « le manque à gagner pour les actionnaires de Gucci est de 507 millions de dollars » et qu'il y a une différence entre les 75 dollars accordés à PPR et les 88 dollars recommandés pour une OPA de LVMH. « Gucci va devoir expliquer au tribunal pourquoi une société qui valait 75 dollars par action il y a un mois en vaut 88 aujourd'hui. »

Le présidente de l'ADAM s'interroge sur le schéma de souscription des actions Gucci par PPR (lire ci-dessous) : « Pourquoi faire un montage aussi compliqué s'il n'y a rien à cacher ? ». Elle se demande si « l'opération avec PPR est raisonnable du point de vue de l'intérêt de l'entreprise et équitable pour les actionnaires ». Et s'étonne qu'une « augmentation de capital préventive » ait été consentie à PPR, « alors que Gucci s'était fait voter en 1998, par son assemblée générale, un programme de rachat de ses actions ».

« Lorsqu'il y a, comme ici, un changement de contrôle avec prise de risque, je réclame le droit pour les actionnaires de pouvoir sortir, donc la possibilité d'une OPA équitable », déclare Mme Neuville. Contrairement à Bernard Arnault, moi, je ne suis pas acheteur de Gucci, je suis vendeur ! »

Pascal Galinier

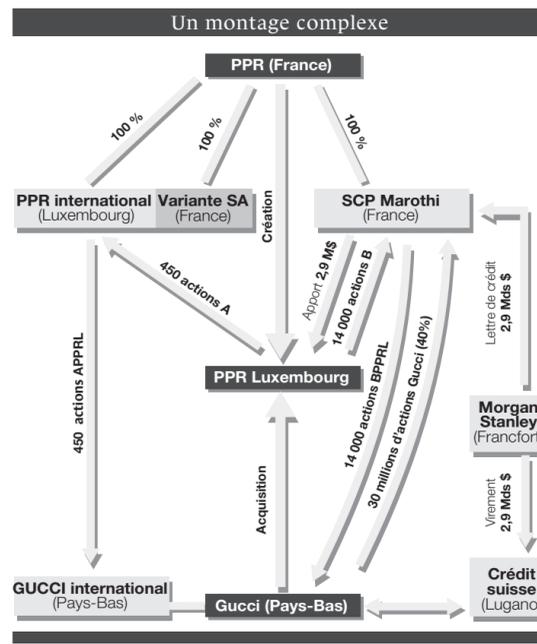
Comment transférer 3 milliards de dollars

L'EUROPE DU CAPITAL n'est pas un vain mot pour Gucci et Pinault-Printemps-Redoute (PPR), à en juger par le cheminement pris par les 2,9 milliards de dollars versés par le groupe français pour son acquisition de 40 % du capital du maroquinier italien. Pas moins de cinq pays et autant de filiales, existantes ou créées pour l'occasion, ont été utilisées par les deux groupes.

Le 17 mars, PPR a créé une « coquille » au Luxembourg, PPR Luxembourg (PPRL), par l'intermédiaire de deux de ses filiales, PPR International (PPRI, également domiciliée au Luxembourg) et Variante SA, de droit français. Le 19 mars, jour de la signature de l'accord avec Gucci, le groupe Pinault a doté PPRL d'une lettre de crédit de 2,9 milliards de dollars émise par la banque Morgan Stanley, via une autre filiale de PPR, la Société civile de gestion financière Marothi. En échange, PPRL émet 14 000 actions « B » de 75 dollars (avec une prime d'émission globale représentant les 2,9 milliards

de dollars), qu'elle remet à Marothi. PPRL émet par ailleurs 450 actions « A » (75 dollars) au profit de PPRI et Variante. Marothi transfère ses actions PPRL à Gucci, qui lui remet en échange les 39 millions d'actions émises par Gucci à 75 dollars, représentant l'augmentation de capital de 40 % réservée au groupe Pinault. Dans le même temps, PPRI et Variante remettent leurs actions PPRL « A » à Gucci International, une filiale du groupe Gucci domiciliée comme lui aux Pays-Bas. Gucci est donc désormais propriétaire de PPR Luxembourg, qu'il transforme aussitôt en Gucci Luxembourg, sur le compte duquel il fait virer par Morgan Stanley Francfort les 2,9 milliards de dollars de la transaction, via un compte au Crédit Suisse Lugano.

Le montage est alambiqué mais normal, selon Patrice Marteau, le secrétaire général de PPR : « Pour des raisons évidentes de sécurité juridique, on ne transmet pas une lettre de crédit ou du cash pour un tel montant sans un certain nombre de précautions. »



Aventis, galop d'essai pour l'eurosyndicalisme

LA CRÉATION d'Aventis, fusion programmée des activités sciences de la vie de Rhône-Poulenc et de Hoechst, sera-t-elle l'accélérateur d'une nouvelle Europe sociale ? C'est du moins le vœu affiché de Jacques Kheiff, secrétaire général de la fédération chimie-énergie de la CFDT et de son homologue allemand, Hubertus Schmoltdt, secrétaire général de la puissante IG-BCE. Les deux responsables syndicaux, convaincus de l'aboutissement imminent du projet d'alliance franco-allemand, ont décidé de faire d'Aventis un cas d'école pour l'édifice d'un socle de droits communs en Europe.

La première pierre à ce projet tient dans un protocole d'accord,

paraphé le 20 avril, qui formalise et approfondit une coopération, vieille d'une décennie, entre les deux fédérations syndicales. La branche chimie-énergie CFDT (50 000 adhérents) et IG-BCE (1,5 million d'adhérents en Allemagne), malgré leur taille inégale, feront donc cause commune pour « garantir les avantages et les droits des salariés en Europe ». En ce qui concerne Aventis, les deux responsables syndicaux se sont engagés à défendre les salariés du secteur de la chimie tant français qu'allemands en termes de volume et de qualité des emplois (conditions de travail, outils mis à disposition, formation). Cela passe par le refus concerté de tout licenciement sec. Mais, plus encore, la FCE-CFDT

et l'IG-BCE entendent obtenir la présence de représentants des salariés, à parité avec ceux de la direction, au conseil de surveillance d'Aventis. Une proposition qui n'a pas été d'emblée rejetée par Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, ce qui présente, pour M. Kheiff, « une avancée intéressante aux vues des réalités françaises ». Mais, reconnaît M. Schmoltdt, « si le patron de Hoechst n'a pas souhaité que le siège d'Aventis soit en Allemagne, c'est sûrement parce que le droit français n'oblige pas à la codétermination ».

La société de droit européen est un serpent de mer... depuis près de trente ans. Un des principaux problèmes que pose ce statut est celui

de la représentation des salariés dans les instances de direction des entreprises. En décembre 1998, quatorze pays de l'UE sur quinze étaient parvenus à un accord : quand deux (ou plusieurs) sociétés européennes fusionnent, la nouvelle structure doit adopter le système dans lequel la représentation des salariés était, auparavant, la plus élevée. Pour des raisons complexes, l'Espagne s'était opposée à cette formule. Mais avant qu'intervienne la démission de la Commission européenne, les responsables européens avaient bon espoir de parvenir à un accord à quinze cette année.

Véronique Lorelle

Nouvel accès de faiblesse de l'euro

LA DEVISE EUROPÉENNE se négociait tout juste au-dessus de la barre des 1,06 dollar, mercredi 21 avril, lors des premières transactions sur les marchés européens. Lundi, l'euro était tombé brièvement en dessous de ce niveau, à 1,0589 dollar. Les investisseurs s'inquiètent de la poursuite de la guerre en Serbie. Holger Schmieding, économiste à la banque d'affaires américaine Merrill Lynch, chiffre à seulement « 0,4 % du PIB de l'OTAN » le coût annuel maximal du conflit. Mais le « véritable risque », estime-t-il, est une dégradation de la confiance des consommateurs européens. Alors que la croissance se maintient à un rythme soutenu outre-Atlantique, « des informations fragmentaires pour le début de 1999 indiquent que le redressement de l'activité, après le ralentissement constaté à partir de la fin 1998, pourrait se produire plus tard que prévu », note la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel publié mardi.

Telecom Italia pose ses conditions à Deutsche Telekom

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de Telecom Italia a approuvé, mardi 20 avril, « le principe d'une fusion à parts égales » avec Deutsche Telekom, par le biais d'une offre publique d'échange (OPE) (*Le Monde* du 21 avril). « Cette OPE sera conditionnée à l'adhésion d'au moins 90 % des actionnaires, et la société devra être gérée paritairement », ajoute le communiqué. Telecom Italia souligne cependant qu'il est « essentiel que soient clarifiés les moyens avec lesquels le gouvernement allemand limiterait l'exercice de son droit de vote dans la nouvelle société ». Selon le quotidien *Boersen-Zeitung* de mercredi, citant une source proche du gouvernement, « l'Etat allemand [qui détient 74 % de Deutsche Telekom] ne renoncera en aucun cas à ses droits de vote ». Le gouvernement italien ne possède plus qu'environ 4 % des actions de Telecom Italia mais dispose d'une *golden share*, qui lui donne la possibilité de s'opposer à la fusion. La commission italienne des opérations de Bourse (Consob) a demandé, mercredi, des « éclaircissements urgents » à Telecom Italia sur son projet de fusion.

La BNP justifie ses offres sur la Société générale et sur Paribas

MICHEL PÉBEREAU, le PDG de la BNP, a commenté, dans un entretien aux *Echos* du 21 avril, le projet de mariage à trois BNP-SG-Paribas : « Si la BNP n'a jamais cessé de tendre la main, c'est parce que je suis convaincu qu'il existe une convergence de vues sur la stratégie (...). » « Ce qui nous distingue, c'est plus une différence de calendrier et de méthode qu'une divergence industrielle », a-t-il estimé.

Par ailleurs, les AGF ont annoncé, mardi 20 avril, avoir franchi en hausse le 7 avril le seuil de 5 % dans le capital de Paribas, à 5,07 % et 8,21 % des droits de vote.

Accord sur les aides attribuées à Toyota pour l'usine de Valenciennes

LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT et des collectivités locales ont signé, mardi 20 avril, la convention-cadre relative aux aides directes françaises accordées à Toyota pour la construction d'une usine à Onnaing, près de Valenciennes (Nord). La signature de cette convention est la première étape vers le versement de ces aides, dont le montant est de 139,81 millions de francs (environ 21,4 millions d'euros) sur un total d'aides directes et indirectes de 339,9 millions de francs (52 millions d'euros), soit 7,9 % des 4,5 milliards de francs (690 millions d'euros) d'investissements. Toyota s'est engagé à embaucher au moins 75 % des salariés de l'usine dans la région.

Négociations difficiles sur les 35 heures

À LA SNCF, la FGAAC (agents de conduite autonomes) a déposé, mardi 20 avril, un préavis de grève, allant du mardi 27 avril à 20 heures au lundi 3 mai à 8 heures, pour protester contre le projet d'accord définitif sur les 35 heures à la SNCF. Selon la FGAAC, ce projet d'accord « entraîne une augmentation de la flexibilité par modification de la réglementation du travail », une « précarisation de l'emploi par l'introduction d'embauches à temps partiel au statut », un « gel des salaires » et la « remise en cause de certaines spécificités du personnel de conduite ».

CHEZ USINOR, les délégués CFDT, CGT, CFTC et CFE-CGC ont quitté, mardi 20 avril, la deuxième réunion de négociations sur le projet social « Usinor après 2000 », après avoir lu une déclaration commune protestant contre « la démarche essentiellement libérale et financière » du groupe, selon la CFDT. Seule FO est restée en séance. La direction maintient le calendrier de négociation.

CHEZ FORD, 40 % des 3 500 salariés de l'usine de Blanquefort, près de Bordeaux, ont observé, mardi, un arrêt de travail de deux heures, destiné à accélérer les négociations sur les 35 heures. Selon les syndicats, cette action est intervenue après huit réunions infructueuses sur le sujet.

LA PAPERIE FINANCIÈRE

UNE GAMME TRÈS COMPLÈTE D'IMPRIMÉS ET REGISTRES PARFAITEMENT ADAPTÉS A LA GESTION DES SOCIÉTÉS

TOUS LES REGISTRES ET IMPRIMÉS CLASSIQUES :

- Registres de présence aux conseils, registres de procès verbaux, Tracés comptables sur stock et fabrication
- Blocs de révision et fascicules pour commissaires aux comptes
- Imprimés adaptés à l'évolution de l'informatique et à l'EURO
- Imprimés personnalisés sans frais
- Notoriété et compétence à votre service

Imprimerie PAPERIE FINANCIÈRE
41, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. : 01 42 36 94 76 - Fax : 01 40 13 90 08

Ma vie d'Américain
par Philip Roth

Un texte inédit dans le prochain Monde des livres
Jeudi 22 avril

Le Monde daté 23

VALEURS EUROPÉENNES

L'action BP Amoco a perdu mardi 20 avril 5,3 % à 1120 pence. Chevron Corp., la quatrième compagnie pétrolière américaine, a annulé sa proposition de joint-venture de production avec Atlantic Richfield Corp., qui est actuellement en cours de rachat par BP Amoco.

La valeur Pirelli s'est inscrite en baisse de 3 % à 2,83 euros mardi. Le groupe italien attend l'aval du gouvernement d'Indonésie pour racheter à son partenaire Gajal Tunggal Group's ses 50 % dans Pirelli Cables Indonesia.

L'action Olivetti a cédé 1,2 % en clôture de séance mardi pour finir à 2,88 euros. Le cours de Bourse de l'italien est sous la

pression des négociations entre Deutsche Telecom et Telecom Italia, ce dernier cherchant à éviter de passer sous la coupe d'Olivetti.

Le titre Alitalia s'est replié mardi de 2,1 % à 3,12 euros après que la septième compagnie européenne eut annoncé qu'elle ne s'attendait pas à réaliser des profits au premier semestre 1999, en partie à cause de la guerre en Yougoslavie.

L'action SAP s'est affaiblie mardi de 5,5 % à 273 euros, prenant en compte la révision en baisse des attentes du fabricant allemand de logiciels de gestion à destination des entreprises sur ses résultats au premier trimestre.

21/04 10h26

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASE AG, BMW, etc.

BANQUES

Table of stock prices for the Banking sector, including companies like ABNEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for the Energy sector, including companies like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for the Telecommunications sector, including companies like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for the Construction sector, including companies like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for the Basic Products sector, including companies like ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for the Chemical sector, including companies like AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.

Table of stock prices for various European companies, including CLARIANT N, DEGUSSA-HUELS, etc.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for conglomerate companies, including AKER RCI-A, CCIPI/IRM, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies, including ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.

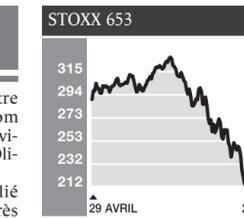


Table of stock prices for various European companies, including FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including ASTRA -A-, ELAN CORP, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB AB -A-, ABB AB -B-, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies, including ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.

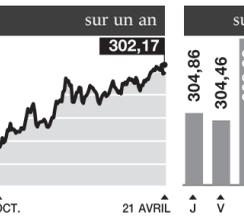


Table of stock prices for various European companies, including FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including ASTRA -A-, ELAN CORP, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB AB -A-, ABB AB -B-, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies, including ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.

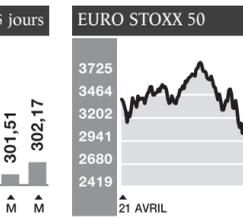


Table of stock prices for various European companies, including FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including ASTRA -A-, ELAN CORP, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB AB -A-, ABB AB -B-, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies, including ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.



Table of stock prices for various European companies, including FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including ASTRA -A-, ELAN CORP, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB AB -A-, ABB AB -B-, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies, including ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AGA-LIQUIDE, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

AMSTERDAM

Table of stock prices for the Amsterdam market, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices for the Brussels market, including ENVIPOCO HLD CT, FARDEL BELGIUM ABC, etc.

FRANCFORT

Table of stock prices for the Frankfurt market, including 1 & 1 AG & CO/KGAA, AXTRON, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for commerce distribution companies, including ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies, including ALCATEL/IRM, ALTEC SA REG, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO

Table of country codes for the Euro zone, including France (FR), Germany (DE), Spain (ES), etc.

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises, les cotations en direct, les informations financières...

Publicité

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

SPORTS L'Olympique de Marseille s'est qualifié, mardi 20 avril, pour la finale de la Coupe de l'UEFA en obtenant un match nul (1-1) à Bologne (Ita.) ● **LE BUT MARSEILLAIS** a

été inscrit sur penalty par Laurent Blanc à la fin de la rencontre (86^e minute). ● **LES ITALIENS**, qui avaient su résister aux Olympiens à l'aller (0-0), avaient pris l'avantage dès la 19^e mi-

nute par leur défenseur Michele Parmatti. ● **DES INCIDENTS** ont eu lieu sur le terrain après le coup de sifflet final, plusieurs joueurs marseillais étant agressés, sur la pe-

louse, par des supporters italiens, tandis qu'à Marseille la police a dû intervenir sur la Canebière. ● **L'OM**, qui disputera, le 12 mai, à Moscou, sa troisième finale de coupe d'Eu-

rope contre le Parme AC ne partira pas favori, car il sera privé de William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli, suspendus pour avoir écopé d'un carton jaune à Bologne.

Laurent Blanc permet à l'OM de jouer sa troisième finale européenne

Grâce à un penalty du libero international Laurent Blanc (86^e minute), Marseille a arraché à Bologne un match nul (1-1) qui lui assure la participation à la finale de la Coupe de l'UEFA. Pour la onzième fois, un club français disputera le titre d'une épreuve continentale

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Il a d'abord serré contre lui son adjoint, Jacques Vankersschaver, avant de saluer d'un geste grandiloquent les 2 500 supporters entassés dans un virage du stade Renato Dall'Ara. Et puis sa lourde carcasse s'est agenouillée sur la pelouse. A plusieurs reprises, Roland Courbis s'est pris la tête entre les mains avant de les joindre comme pour remercier le destin qui a réservé à l'Olympique de Marseille un immense bonheur au terme d'un match que son équipe n'a jamais vraiment maîtrisé, mardi 20 avril. « Nous nous qualifierons en faisant match nul 1-1 », avait prédit, la veille, l'entraîneur-mage de l'OM, qui n'apprécie guère les allusions rappelant sa passion pour les jeux de hasard. On dira donc que son flair ne relève pas de la légende, car c'est bien sur ce score que Marseille a subtilisé au FC Bologne la qualification pour la finale de la Coupe de l'UEFA contre Parme alors qu'il ne restait plus que deux minutes à jouer.

Alors que le football italien impose au fil des saisons sa suprématie, les Marseillais se sont une nouvelle fois rebellés contre l'ordre établi, tels d'irréductibles Gaulois. En sept duels face à des adversaires du Calcio, seule la Juventus Turin a réussi à vaincre l'OM (3-0). L'avanture remonte au 27 septembre 1972, lors

d'un 16^e de finale retour de la Coupe des champions, et correspond à l'âge de pierre du football français, qui offrait alors avec une complaisance accablante la victoire à ses adversaires. Dans le sillage de l'AS Saint-Etienne, finaliste de la Coupe des champions en 1976 (0-1, devant les Allemands du Bayern Munich), Marseille a balisé la voie d'un nouveau spectaculaire couronné par le titre mondial enlevé par les Bleus le 12 juillet 1998.

Avec trois finales dans la même décennie (0-0, défaite aux tirs au but face à l'Etoile rouge Belgrade en 1991 ; victoire 1-0 devant le Milan AC en 1993), soit autant que l'Ajax Amsterdam ou le Milan AC durant cette période, l'Olympique de Marseille confirme sa compétitivité alors que voilà trois ans à peine le club purgeait dans l'anonymat de la deuxième division les turpitudes de l'ère Bernard Tapie. Même si les largesses de son président-mécène, Robert Louis-Dreyfus, ont grandement facilité la réhabilitation du club, le succès n'était pas garanti tant d'autres expériences fondées sur des préceptes identiques se sont conclues par des échecs retentissants.

UNE SEULE OCCASION DE BUT

Si l'heure est au grand pardon pour les dérapages du passé et aux éloges pour les « héros » du jour, il n'est pas inutile de retenir les ré-



Laurent Blanc laisse éclater sa joie sous les yeux de Fabrizio Ravanelli, après le penalty qui qualifie l'OM.

serve émises, mardi soir, par les plus lucides des Marseillais. L'exercice n'était pas évident en cette soirée d'allégresse et ce n'est pas un hasard si c'est Laurent Blanc, le plus expérimenté de la bande, qui se soit dévoué, le premier, pour énoncer l'évidence : « Contre Parme, en finale, nous devons élever notre niveau de jeu pour espérer rivaliser. » Si seule la victoire est belle, pour paraphraser les jésuites du real-football, elle n'annonce pas forcément des lendemains enchanteurs.

Un examen précis des deux manches de cette demi-finale ne permet de recenser qu'une seule oc-

casione de but cadrée pour l'OM avec cette frappe d'Aboubacar Camara (78^e minute) qui a fait frémir le gardien de but bolonais Francesco Antonioli et les 36 000 spectateurs du stade Renato Dall'Ara. Auparavant, le club italien avait su maîtriser les attaques filandreuses des Marseillais. Le but marqué dès la 19^e minute par le défenseur Michele Parmatti, en conclusion d'un coup franc adressé au deuxième poteau par Jonathan Binotto, cadrait à merveille avec les desseins de Bologne, dont la capacité à faire déjouer l'adversaire n'a d'égale que son incapacité à imposer son propre style de jeu.

Déjà, à l'aller (0-0), au Stade-Vélodrome, le dispositif de l'entraîneur, Carlo Mazzone, avait muselé l'attaque de l'OM, si redoutée en championnat de France.

Si le piège ne s'est pas refermé une seconde fois, les Marseillais le doivent à leur gardien de but, Stéphane Porato, décisif à plusieurs reprises, et à Laurent Blanc, imperturbable tireur de penalties. Le scénario restera comme une des grandes dramaturgies de la saison. Quand l'arbitre allemand, Markus Merk, sanctionne d'un penalty une intervention illicite du gardien de but italien Francesco Antonioli sur

Florian Maurice alerté par Jocelyn Gourvennec, il ne reste plus que trois minutes à jouer. Le libero et capitaine de l'OM s'approche de son pas nonchalant de la cage et convertit l'offrande. Quand M. Merk demande à retirer le penalty, estimant que plusieurs joueurs avaient foulé avant la frappe la surface de réparation, Laurent Blanc partage déjà l'allégresse avec les supporters marseillais. Sans se presser, le défenseur se reconcentre malgré l'ambiance hostile et place une nouvelle fois le ballon hors de portée du gardien bolonais.

L'OM est en finale. « Nous n'avons que 10 % de chances de battre Parme », a annoncé le technicien. Il est vrai que le potentiel offensif du club de Lilian Thuram et d'Alain Boghossian, deux champions du monde français, n'a rien à voir avec celui de Bologne, modeste huitième du championnat italien. L'épreuve avait été fatale à Bordeaux lors d'un quart de finale retour calamiteux (0-6), le 16 mars, après une victoire girondine à l'aller (2-1). Pour l'OM, le révélateur sera instructif avant de retrouver en automne la Ligue des champions, la plus prestigieuse des coupes d'Europe, celle qui ne permet pas de gagner avec pour seuls soutiens le destin et un libero sans états d'âme.

Elie Barth

TROIS QUESTIONS À...

LAURENT BLANC

1 Malgré votre expérience de libero de l'équipe de France et de l'Olympique de Marseille, avez-vous eu peur quand l'arbitre allemand, Markus Merk, vous a demandé de retirer le penalty à quelques instants de la fin du match ?

Franchement, non, sinon je ne me serais pas présenté pour le retirer. Il n'y a rien de pire que la peur, car elle empêche de se concentrer et peut faire perdre à un joueur, si expérimenté soit-il, tous ses repères. Dans un moment aussi crucial, il faut faire le vide dans sa tête et ne pas se laisser impressionner par l'ambiance ou l'importance de la frappe.

2 Pensez-vous que l'OM pourra concilier le championnat de France avec cette finale de Coupe de l'UEFA ou faudra-t-il privilégier l'une des deux épreuves ?

Il ne reste que cinq journées de championnat, et nous sommes en tête du classement. Il serait absurde d'offrir le titre à Bordeaux. Je suis persuadé qu'en jouant à fond nos chances dans le championnat nous préparerons au mieux la finale de Coupe de l'UEFA. Chez nous, personne n'est blasé. On fait ce métier pour vivre des sommets. A trente-trois ans, j'en ai déjà connu avec la Coupe du monde et un doublé Coupe-championnat avec Auxerre, mais j'espère que mon palmarès n'est pas clos.

3 Croyez-vous que Marseille puisse gagner la finale de la Coupe de l'UEFA malgré la suspension de William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli ?

J'ai une pensée pour mes trois coéquipiers, en particulier pour Fabrizio Ravanelli, car les deux autres, qui sont encore jeunes, ont plus de chances de rejouer une finale. Je peux ressentir leur déception pour avoir manqué la finale de la Coupe du monde après mon exclusion face à la Croatie. C'est très dur à vivre. Malgré ces trois suspensions, nous avons nos chances à condition de livrer un meilleur match qu'à Bologne, où nous avons eu du mal à entrer dans le match et à retrouver une cohésion de jeu. Sur un match, la décision se fera sur un coup de dés. Contre une équipe aussi complète que Parme, la moindre erreur peut nous être fatale.

Propos recueillis par Elie Barth

Trois Marseillais suspendus pour la finale

Si l'euphorie avait gagné le vestiaire marseillais, mardi 20 avril, après la qualification obtenue dans les dernières minutes, trois joueurs avaient du mal à se réjouir. William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli ne participeront pas à la finale face au FC Parme, le 12 mai, au stade Loujniki, à Moscou. Déjà avertis avant la rencontre, ils ont été sanctionnés d'un nouveau carton jaune qui leur vaudra une suspension automatique. Laurent Blanc et Christophe Dugarry, qui démarraient la demi-finale retour avec le même handicap, ont su se maîtriser alors que Fabrizio Ravanelli a écopé d'un avertissement pour contestation, difficile à excuser compte tenu de son expérience. « Ce n'est pas la première fois que cette situation se présente et nous avons toujours su faire face », a rappelé le gardien de but Stéphane Porato. Comme arrière droit, William Gallas pourrait être remplacé par Patrick Blondeau et au milieu de terrain Eric Roy a le profil pour suppléer Peter Luccin. La suspension de Fabrizio Ravanelli devrait conduire l'entraîneur, Roland Courbis, à n'aligner que deux attaquants, Christophe Dugarry et Florian Maurice.

BOLOGNE - MARSEILLE

1 - 1
Demi-finale retour de la coupe de l'UEFA (aller : 0-0)
Mardi 20 avril - Stade Dall'Ara
• Temps humide • Terrain gras et glissant.
• Ambiance très chaude en fin de match
• 38 000 spectateurs • Arbitre : M. Merk (Aut.)

BOLOGNE
Entraîneur : Mazzone
Antonioli • Rinaldi (Kolyvanov, 89^e) ; Bia ; Mangone ; Parmatti (cap) ; Binotto (Cappioli, 77^e) ; Ingesson ; Marocchi ; Fontolan (Nervo, 77^e) ; Andersson ; Signori.

MARSEILLE
Entraîneur : Courbis
Porato • Gallas ; L. Blanc (cap) ; Domoraud ; Edson • Brando (Maurice, 46^e) ; Luccin ; Pires ; Bravo (Gourvenec, 77^e) ; Dugarry (Camara, 68^e) ; Ravanelli.

BUTS
BOLOGNE : Parmatti (18^e, de 6 m à gauche, frappe du pied droit à mi-hauteur déviée par Porato).
MARSEILLE : Blanc (86^e, sur penalty, tir de l'intérieur du pied droit à mi-hauteur, le long du poteau droit).

EXPULSION
BOLOGNE : Marocchi (89^e, jeu dangereux).

AVERTISSEMENTS
BOLOGNE : Parmatti (54^e, jeu dangereux) ; Antonioli (84^e, jeu irrégulier).
MARSEILLE : Brando (7^e, jeu dangereux) ; Gallas (15^e, jeu dangereux) ; Ravanelli (60^e, contestation) ; Bravo (64^e, jeu dangereux) ; Luccin (81^e, jeu dangereux). Gallas, Ravanelli et Luccin ne joueront pas la finale contre Parme.

OCCASIONS
BOLOGNE : 56 positions d'attaque dans les 30 m (28 + 28), dont 6 occasions (2 + 4) ; 12 tirs (5 + 7), dont 1 contré (1 + 0), et 6 parés (1 + 5) par Porato.
MARSEILLE : 57 positions d'attaque dans les 30 m (27 + 30), dont 5 occasions (1 + 4) ; 11 tirs (6 + 5), dont 1 contré (0 + 1), 1 dévié (1 + 0) et 5 parés (2 + 3) par Antonioli.

ARRÊTS DE JEU
En faveur de BOLOGNE : 23 coups francs (15 + 8), dont 3 hors-jeu (2 + 1), 2 corners (1 + 1).
En faveur de MARSEILLE : 23 coups francs (8 + 15), dont 5 hors-jeu (2 + 3), 2 corners (1 + 1).

L'ACTION
LE BUT DE MARSEILLE à la 86^e minute

- Gourvennec, de 30 m dans l'axe, passe à Maurice, à la limite du hors-jeu.
- Maurice est déséquilibré par Antonioli.
- Blanc tire au centre, mais Ingesson a pénétré dans la surface. Le penalty est annulé.
- Blanc frappe à droite.

Infooraohie "Le Monde" avec Pierre Leolodi

Incidents sur la pelouse de Bologne

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

L'arbitre allemand Markus Merk vient tout juste de siffler la fin de la rencontre. Les joueurs marseillais lèvent les bras au ciel et se dirigent pour la plupart vers le virage où les 2 500 supporters de l'OM agitent frénétiquement les drapeaux bleus. Pendant que l'entraîneur Roland Courbis se relève après avoir rendu grâce à la Bonne Mère, ses footballeurs se dirigent vers le tunnel d'accès aux vestiaires. Les plus rapides réussissent à s'y engouffrer. D'autres leur emboîtent le pas, mais il est déjà trop tard. Ce sont d'abord des injures et des menaces qui accompagnent la sortie des vainqueurs. Des supporters bolonais, tenaillés par le dépit, rivalisent de vélocité avec les Marseillais.

Les esprits s'échauffent, des coups sont échangés. Le nez de Peter Luccin porte les stigmates d'un combat très douloureux. Christophe Dugarry vole au secours des assaillis. Les forces de l'ordre, qui ont réagi avec un temps de retard, sont totalement débordées. Un moment, on craint le pire quand l'accès au tunnel

– dans lequel il semble bien que joueurs français et italiens en sont venus aux mains – est interdit alors que plusieurs Marseillais sont toujours sur le terrain. On distingue Aboubacar Camara et Cyril Domoraud en fâcheuse posture, encerclés par des assaillants. Dans les tribunes, un supporter marseillais est légèrement blessé d'un coup de couteau au visage. Transporté à l'hôpital, il a été autorisé à repartir peu après.

Ces incidents feront l'objet d'un rapport du délégué de l'Union européenne de football (UEFA), qui pourrait valoir des sanctions au club italien. Pendant ce temps, 2 000 à 3 000 personnes s'étaient rassemblées dans le centre de Marseille, où quelques incidents ont également éclaté. « Certains jeunes mêlés à la foule des supporters enthousiastes ont commis des dégradations, notamment de véhicules », a indiqué un porte-parole de la police. Plusieurs de ces jeunes – dont le nombre n'a pas été évalué – ont été interpellés.

E. B. (avec AFP)

Parme l'inconstante sur le chemin de Marseille

QUELLE ÉQUIPE de Parme rencontrera l'Olympique de Marseille, le 12 mai, à Moscou, en finale de la Coupe de l'UEFA : l'irrésistible armada qui, il y a un mois, étrillait son adversaire, ou le bataillon souffreteux qui traîne aujourd'hui sur le terrain un football apathique tant la formation des deux champions du monde Lilian Thuram et Alain Boghossian aura manqué de constance cette saison ? La petite victoire de Parme face à l'Atletico Madrid (2-1), mardi 20 avril, lors de la demi-finale retour de la Coupe de l'UEFA, ne saurait fournir de réponse : l'équipe espagnole, déjà battue à l'aller (1-3) sur son terrain, est en pleine déconfiture. La rencontre fut terne et les trois buts inscrits (Abel Balbo, 35^e, Enrico Chiesa, 84^e pour Parme ; Roberto, 63^e pour Madrid) ont à peine réchauffé l'ambiance compassée du stade Ennio-Tardini.

IRRÉGULARITÉ CHRONIQUE

Annoncé comme un favori du championnat d'Italie, Parme a perdu le titre en raison de cette irrégularité chronique. Alors qu'elle était

en tête du classement et offrait un jeu de qualité, l'équipe s'est délitée ce dernier mois. Elle occupe aujourd'hui la quatrième place d'une compétition que le club désespère de remporter un jour. La finale de la Coupe de l'UEFA, comme souvent en Italie, n'apparaît donc que comme un maigre lot de consolation. Si Marseille parvient à ce stade pour la troisième fois de la décennie, Parme s'y hisse pour la quatrième fois dans la même période. Le club a déjà gagné une Coupe de l'UEFA en 1995 et une Coupe des coupes en 1993.

Parme est pourtant une équipe dédiée au succès. Elle doit sa prospérité, en partie artificielle, à Parmalat, l'énorme groupe agroalimentaire dirigé par Calisto Tanzi. La firme a racheté le club, alors en deuxième division, au début des années 90, et l'a conduit immédiatement au sommet du football transalpin. Mais la petite ville quiète est toujours restée un cran au-dessous de Rome, Milan ou Turin, et les achats somptueux de joueurs n'ont jamais pu compenser cette absence

de passion. Parme reste un club familial à bien des points de vue : il est actuellement dirigé par Stefano, le fils de Calisto, qui est, à vingt-huit ans, le plus jeune président de la première division italienne.

En fait, Parme n'aura déclenché les passions transalpines qu'une seule fois, à son corps défendant. Au début de la saison, lors d'une perquisition chez le médecin de l'équipe, la justice avait découvert des fiches médicales de joueurs qui laissaient envisager un dopage organisé. Mais le juge Giovanni Spinosa, de Bologne, a très récemment levé ces investigations, estimant les éléments en sa possession insuffisants.

Parmalat, le moteur de Parme, a multiplié les investissements dans le football ces dernières années. L'entreprise possède de nombreux clubs. En 1996, elle s'était d'ailleurs intéressée à l'OM, allant jusqu'à sponsoriser l'équipe. Mais sa tentative d'entrer dans le capital avait tourné court.

Benoît Hopkin

Les Titans de Nantua

NANTUA
de notre envoyé spécial

Sapinières noires accrochées dru, vertigineusement, aux falaises; miroirs lacustres bleu glacier; crêtes tantôt neigeuses tantôt moussues; pas un toit ni un pylône, l'horizon est digne de la « forêt gauloise » qu'aimait de Gaulle. Nous sommes aux abords de la cluse de Nantua, taillée profond dans l'arc jurassien. Le balcon suspendu dans les airs d'où on peut embrasser en sa plénitude ce panorama immémorial est un simple tronçon d'autoroute, entre Lyon et Genève. Là se succèdent, sur 23 kilomètres, dix-huit ouvrages dont neuf viaducs reposant parfois sur des piles de près de 100 mètres de haut et pouvant s'étirer sur 2 kilomètres et trois tunnels, parmi lesquels le plus long souterrain autoroutier de France (3 300 mètres), sans compter des milliers de mètres cubes de murs de soutènement cyclopéens.

Ici, le kilomètre de voie a pu coûter jusqu'à 5 milliards de francs (762 millions d'euros), sans doute un record mondial pour une autoroute extra-urbaine. En plaine, le kilomètre autoroutier revient à environ 300 millions de francs (45,7 millions d'euros). Ces coûteux ouvrages d'art sont aussi, et pas seulement par leur prix, des œuvres d'art. Leurs formes hardies, élancées, sont d'autant plus capables de faire aimer une autoroute, même à l'inconditionnel des chemins vicinaux, qu'au lieu de défigurer la nature ces jambages, ces arches, ces acrobaties de béton

D'ouvrages d'art en œuvres d'art, le tronçon de l'autoroute A 40 qui surplombe les cluses de l'Ain ouvre des portes sur les saveurs de la table, du paysage et de l'histoire



et goudron l'ont au contraire magnifiée et mise à la portée de tous. Le spectacle arracha ce cri au président Mitterrand: « Mais c'est l'autoroute des Titans! » Le nom est resté, administrativement, à la partie de l'A 40 (Mâcon-Bellegarde) reliant Pont-d'Ain à Châtillon-en-Michaille (45 kilomètres).

Malgré son succès auprès du public - 20 000 véhicules par jour, et sans ralentissements, car la capacité de la voie est de près du double -, l'autoroute des Titans souffre d'un déficit d'image, beaucoup de ses utilisateurs ignorant qu'elle irrigue des terroirs bourrés de saveurs pour l'esprit et le palais. Jean-Antoine Winghart, lorsqu'il présida la compagnie Paris-Rhin-Rhône, se souciait pourtant d'accroître le lustre de l'itinéraire, convoquant même, aux côtés des six géants éponymes, Jason et ses compagnons, dont l'ombre plane-rait sur « ces enjambements audacieux et ces dentelles de béton ».

LA GLOIRE PAR LA SAUCE

Le périple des Argonautes, venus de l'Orient grec et dont la croyance antique place le retour vers la Méditerranée via le Léman et le Rhône, avait déjà inspiré aux ducs de Bourgogne l'ordre de la Toison d'or que Napoléon plus tard essaya de récupérer et qui à présent dépend de l'archiduc Otto de Habsbourg et du roi d'Espagne. L'autoroute des Titans permet une plongée grand écran sur une histoire et une réalité locales chatoyantes.

Quel dépaysement de quitter un moment l'hypervitesse autoroutière, de s'enfoncer dans la supertranquillité verte de Nantua, trois



Le lac de Nantua (ci-dessus) offre son opalescence verte, ses randonnées dans les bois alentour et ses spécialités culinaires narguant les régimes. L'Hôtel de France (ci-contre) est un des établissements nantuaux garants des usages et du décor de l'hôtellerie bourgeoise. Sous les jambes élégantes de l'autoroute des Titans (page de droite), l'expression « promenade en voiture » retrouve tout son sens.

A Pont-d'Ain, la façade cinq fois centenaire (vignette page de droite) derrière laquelle Philibert le Beau de Savoie abrita sa passion pour Marguerite de Habsbourg.

PHOTOS PH. SCHULLEREDDING



Les maquisards du Bugey

Moins connus que ceux du Vercors, les résistants de l'Ain n'en donnèrent pas moins du fil à retordre aux soldats de la Wehrmacht. A Nantua, subsiste la maison où le général Delestrait (mort à Dachau en 1945), chef de l'Armée secrète, organisa les maquis de l'Ain. Dans le massif fait de cluses, cols et caches, au sud de Nantua, entre les cours du Rhône et de l'Ain, quelques centaines de gars tinrent tête à 9 000 Allemands. En 1944, en camion, à skis ou par avion, ils tentèrent de déloger les résistants du Bugey et du Valromey, mais les maquisards se dispersèrent sur les sommets. La résistance à l'envahisseur est ici une tradition que les historiens André Berthier et André Wartelle rattachent aux combats gallo-romains de Chaux-des-Crotenay et Syam. Cette école veut qu'Alésia soit située non pas en Côte-d'Or mais dans le Jura, sur l'acropole naturelle dominant le haut cours de l'Ain. ★ Lire: *Historia* (n° 627, mars 1999). Voir: Musée d'histoire de la Résistance, à Nantua, tél.: 04-74-75-07-50.

mille âmes naïves au bord d'un lac ! Un lac sérieux auquel on doit une sauce universelle, dite « Nantua », à base d'écrevisses attrapées en été, et dont on mouille les quenelles de brochet. Un plat à la fois consistant et délicat dont vinrent se régaler à l'Hôtel de France aussi bien Elizabeth Taylor que l'Agha Khan, à l'époque héroïque où les Titans n'avaient pas encore délivré Nantua de ses embarras automobiles.

Calvin, déjà, depuis Genève, n'avait pas manqué de maudire ces « catholards » nantuaux attachés

tout autant au pape qu'à leur voluptueuse cuisine. Cependant la gourmandise ne copina point ici avec la mollesse: autour de l'abbatiale romane Saint-Michel tourment les âmes des résistants au calvinisme, au césarisme (l'élu Jean-Baptiste Baudin, qui mourut « pour 25 francs » sur une barricade à Paris en 1851, était natif de Nantua) et au nazisme. A l'intérieur de la nef, comme en écho à ces martyrs le plus souvent anonymes, est exposé *Le Supplice de saint Sébastien* vu par Delacroix avec un magnifique rouge nacarat. Un

chef-d'œuvre digne du Louvre, qui vaut à lui seul d'abandonner un instant la via Titanica.

TRIPLE MALHEUR

C'est notre fin de millénaire et le prochain siècle qui, un peu plus loin, brillent de tout leur éclat industriel, à notre portée encore grâce à une courte bretelle connue sous l'appellation franco-américaine d'« autoroute de la Plastics Valley ». Elle nous dépose à Oyonnax, hier capitale française du peigne (le musée sur ce thème vaut son pesant de galalithe), aujourd'hui

d'hui métropole continentale de la plasturgie, régnant sur 1 200 entreprises répandues jusqu'à 50 kilomètres alentour.

Ce foyer de l'innovation technique est également, comme par contraste, la porte sud du parc naturel jurassien. Un autre embranchement des Titans nous emmène à Bourg-en-Bresse, succulent pendant de Nantua avec au menu la seule volaille ayant jamais mérité une appellation d'origine contrôlée. Le ventre calé, l'esprit peut se déployer dans l'église-monastère-musée de Brou, où les mornes toits de tuile monochromes du XVIII^e siècle viennent enfin d'être remplacés par la quadrichromie médiévale d'origine, avec dessins géométriques à la bourguignonne.

L'édifice entier, à l'extérieur, en est transfiguré. L'intérieur, lui, Dieu merci, n'a pas changé depuis que Marguerite d'Autriche-Bourgogne (1480-1530), régente des Pays-Bas, marraine de Charles Quint, y déchaîna, à coups de millions de ducats et d'artistes travaillant sans relâche, la flamboyance finale du gothique; la donatrice hurlait ainsi son amour désormais sans objet, sa sensualité désertée par Philibert le Beau, duc de Savoie et d'Aoste, vicaire du Saint-Empire romain germanique, mort d'une pleurésie galopante à vingt-quatre ans à Pont-d'Ain, la laissant veuve au même âge alors qu'elle avait déjà été reine de France, répudiée par Charles VIII et veuve de l'infant héritier de Castille-Aragon.

Insensible à ce triple malheur sobrement raconté par la victime dans *Discours sur ma vie et mes infortunes*, André Gide, ne laissant agir ici que la facette artiste de l'œil, nota dans son *Journal*, en août 1926: « Eglise de Brou. Surcharge: luxe inutile et cosmopolite. Art acheté, importé, venu de loin. (...) Art-parure. Rien de moins chrétien, de moins spirituel que l'ornementation de Brou! » L'écrivain a sans doute raison, mais en même temps cette inspiration profane, échevelée, paneuropéenne, fait de Brou, que la pauvre Marguerite ne vit pas terminée, la plus corsée des échappées offertes par les Titans.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

[AUTOTOUR] FRONTIERSLANDS - Colorado / Utah / Arizona / Nouveau Mexique
16 jours Paris-Paris à partir de **10 550F** par personne / base double

Cet itinéraire vous mène au cœur du Far West, région à peine marquée par la civilisation moderne. Prix valable du 01 avril au 25 juin 1999.

[AUTOTOUR] QUEBEC ET ONTARIO
15 jours Paris-Paris à partir de **7 650F** par personne / base double

Prix valable du 01 avril au 25 juin 1999, en B&B.

[CIRCUIT DÉCOUVERTES] A LA DÉCOUVERTE DE LA LOUISIANE
9 jours Paris-Paris à partir de **9 325F** par personne / base double

Départs garantis. Assistance de guides locaux francophones.

Exposition-vente d'artisanat TOGO - BENIN - A partir du 20 avril à Voyageurs Paris. Masques, statues, tissus et objets d'artisanat.

Un hôtel à Valparaiso

Lorsqu'on arrive à Valparaiso, la première chose à laquelle on pense, c'est de voir le Pacifique et d'admirer la baie à laquelle tous les navigateurs ont rêvé autrefois et rêvent encore aujourd'hui. Escala mythique, en effet: la première après le passage redouté du cap Horn. Mais la chose est loin d'être évidente. Dans le dédale des rues et des collines, il y a les maisons « avec vue » et les maisons « sans vue ». Et, parmi les quelques hôtels que compte la ville chilienne, la plupart se rangent plutôt dans la catégorie des « sans ». Il est vrai aussi que, depuis longtemps, le centre de la vie touristique se situe de l'autre côté de la baie, à Vina del Mar, ville de villégiature des habitants de Santiago. Rien de très séduisant, en revanche, pour ceux qui ne veulent ni bronzer à tout prix sur la plage ni tenter leur chance sur les tapis verts des casinos locaux mais préfèrent l'atmosphère des bars à marins ou le silence qui enveloppe les rues en pente de la vraie ville. Restait à ces derniers à trouver le lieu idéal où poser ses bagages.

Pour les amoureux de Valparaiso, l'Hôtel Brighton a ouvert ses portes il y a presque un an. Témoin d'un passé révolu, cette maison en bois peint, de style victorien, a été entièrement rénovée par l'architecte Nelson Morgado, son propriétaire, de retour au pays après douze ans d'exil en Espagne. A la manière des *bed and breakfast*, elle offre six chambres simples et coquettes « avec vue » ainsi qu'une terrasse éminemment romantique d'où l'on jouit d'une belle vue sur le Pacifique. On accède à l'Hôtel Brighton à pied ou en empruntant l'ascenseur de Cero Concepcion, un des plus vieux de Valparaiso.

de notre envoyée spéciale, Anne Proenza

★ Hôtel Brighton Pasaje Atkinson, 151-153, Cero Concepcion Valparaiso, tél./fax: 00- (56-32)-223-51-13; de 200 à 500 F (30 à 76 €) la chambre, petit déjeuner compris.

sur internet

2,23F/mn



Carnet de route

- **Route.** Construite de 1979 à 1995, l'autoroute des Titans (45 km, péage : 31 F, 4,7 €) est une partie de la voie A 40 que gère la société Paris-Rhin-Rhône.
- **Etapes.** Hôtel-restaurant de France, 44, rue Mercier, 01130 Nantua, tél. : 04-74-75-00-55. Spécialités : quenelles de brochet sauce Nantua et gratin d'écrevisses. Menu à 130 F (19,8 €) ; chambres à 285 F (43,4 €) ; garage. Brasserie Le Français, 7, avenue Alsace-Lorraine, 01000 Bourg-en-Bresse, tél. : 04-74-22-55-14. Un cadre centenaire et de fameux poulets bressans. Menu à 130 F (19,8 €). Hôtel du Prieuré, 49, boulevard de Brou, Bourg, tél. : 04-74-22-44-60. Chambres à 350 F (53,4 €) ; garage. Ces trois maisons ont chacune trois étoiles.
- **Sites.** Musée de l'autoroute des Titans à Sylans, accessible seulement en venant de Pont-d'Ain, entrée gratuite ; le lac et l'abbatiale à Nantua ; la nécropole habsbourgeoise de Brou ; le parc naturel régional du Jura, par Oyonnax.
- **Lectures.** *Bourg-en-Bresse et ses environs*, guide illustré 1999, éditions Musnier-Gilbert, Bourg-en-Bresse. *Le Monastère de Brou*, de M.-F. Poirret, CNRS. Guide Michelin *Jura et Franche-Comté. L'Ain, ses peintres d'hier*, ouvrage collectif illustré, coédition Amis de Brou et Musée de Brou.
- **Communication.** Infos routières et culturelles régionales vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur 107.7, radio FM captée sur 85 % du réseau Paris-Rhin-Rhône, lequel offre quatre fois par an aux péages le périodique *L'Autoroute des vacances*, axé sur les distractions le long de ses 1 700 km de voies.
- **Renseignements.** Offices du tourisme : à Bourg, tél. : 04-74-22-49-40 ; à Brou, tél. : 04-74-23-06-28 ; à Nantua, tél. : 04-74-75-00-05. Festival international de musique du Buguey (26 juillet-15 août), tél./fax. : 04-74-75-24-94.



A tous prix

■ **1 990 F (303 €) :** une randonnée sur le chemin des douaniers proposée par le comité départemental des Côtes-d'Armor pour découvrir, du 10 au 14 mai, le Trégor et sa célèbre côte de granit rose, au départ de Lannion, via Trébeurden et Trégastel, jusqu'à Perros-Guirec. Ce prix, par personne, comprend l'hébergement en hôtels deux étoiles (supplément chambre individuelle : 450 F, 69 €), la pension complète, le portage des bagages, l'accompagnement, les visites, l'assurance et une documentation sur la région. A ajouter, l'option licence (73 F, 11 €) de la Fédération française de randonnée pédestre. Renseignements au 02-96-62-72-15.

■ **2 580 F (393 €) :** une mini-croisière de quatre jours en Méditerranée à bord du *Star-Clipper*, un voilier à l'ancienne, qui, du 26 au 29 mai, appareillera de Cannes pour glisser vers Calvi en Corse et Portofino en Italie. Le prix, par personne, pour trois nuits et en pension complète, oscille de 2 580 à 3 900 F (393 à 594 €) selon le type de cabine. Ne sont pas compris l'acheminement au port d'embarquement, les boissons et les taxes portuaires (345 F, 53 €). De son côté, le *Star-Flyer*, son sistership, effectuera du 25 au 29 mai une croisière de quatre nuits au départ d'Athènes avec escales à Mykonos, Bodrum et Santorin. Prix entre 3 795 et 6 439 F (578 et 982 €). Renseignements au 01-39-21-10-98.

■ **7 102 F (1 083 €) :** le Festival des musiques sacrées du monde, à Fès, du 29 mai au 5 juin. Accueil Maroc (agences de voyages) propose des forfaits hôteliers de deux, trois, cinq ou huit nuits incluant concerts et transferts. De 885 à 1 900 F (135 à 290 €) par personne, selon l'hôtel, pour deux nuits en chambre double et petits déjeuners. Tarif spécial d'Air Maroc : 1 980 F (302 €) A/R, hors taxes. Des circuits en autocar associent la découverte des villes impériales et la participation au Festival dont un dix jours/neuf nuits du 1^{er} au 10 juin avec cinq jours à Fès : 7 102 F (1 083 €) par personne en chambre double, de Paris. Consulter également Africatours (agences) qui, en juin, propose une semaine au luxueux palais Jamai pour 7 390 F (1 127 €) en chambre double, de Paris et *Le Monde* en direct (tél. : 01-55-07-97-97), un séjour de trois nuits pour 3 280 F (500 €).

ÉVASION
Publicités

Directours
OFFRE SPECIALE MIAMI BEACH 9/7N
VOL RÉGULIER + VOITURE HERTZ + HOTEL FONTAINEBLEAU HILTON
5* Luxe : **6 305 F**
base chambre double (5245 F base 4) même prix de Paris et de province. Départs quotidiens jusqu'à 15h06. Nuits sup. possibles. Autres hôtels possibles depuis 2995 F les 9 jours ! Taxes d'aéroport + 440 F.
Brochure gratuite 01.45.62.62.62 ou de province au 08.01.63.75.43
Minitel 3615 Directours (2,23 F/min)
Internet : www.directours.fr
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e
Membre SNAV - Garantie APS

ANY WAY
Vols A/R*
Promos Printemps
NEW YORK 1380F
RIO 2870F
MALAGA 1430F
MONTREAL 1760F
HONG KONG 2870F
Bons Plans Juillet Août
SAN FRANCISCO 4320F
MIAMI 4030F
LAS VEGAS 4600F
VANCOUVER 5120F
Et hôtels, locations de voiture à prix moindres...
0 803 008 008
NOUVEAU !
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY™
Cliquez, vous décollez !
30 Ans déjà !
ANY WAY

PÉRIGORD
AUBERGE LA CLE DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
☎ 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.96
www.cle-des-champs.com

Paris/Athènes Paris/Héraklion
595F 695F
+ taxes d'aéroport 60 F
AIRHELIADES
N° INDIGO 0803 885 885 (0,99F la min)
3615 HÉLIADES (2,23F la min)
www.heliades.fr

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER
Soleil - Neige - Tous Ski - Raquettes
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS FRANCE 2 cheminées
1/2 pension 280 F - 310 F
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIÈRE MINUTE !!!
Spécial départs immédiats !
Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs !
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !
+ de 1000 locations en France, Dom-Tom, et à l'Étranger...
3617 airévasion
3617 écovoyage
3617 infomer
RCS B 392 399 489 - 3617 - 5,57 F/min - LIC 01392 0096 - Tél. 0 803 833 833 - AGENCE DE VOYAGES AGREEE

ANY WAY
0 803 008 008
NOUVEAU !
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY™
Cliquez, vous décollez !
30 Ans déjà !
ANY WAY

3615 Bye Bye
TUNISIE 1995 Frs
Vols + 8 jours Hôtel 3* Demi-pens. + Transferts
GUADELOUPE 2995 Frs
Vols + 8 jours Hôtel 2* + Transferts
BALI 5390 Frs
Vols + 11 jours Hôtel 4* Petits-déj. + Transferts
SRI LANKA 6580 Frs
Vols + 10 jours Circuit PC Visites incluses
Sous réserve de disponibilité - Lic 092350054 - 2,23 F/min

TREK OU DÉCOUVERTE ?
L'ESSENTIEL DU VOYAGE AVEC
Club Aventure
VOYAGES RANDONNÉE
Indigo 0 803 806 032
Tél : (0)1 44 32 09 30
Internet : clubaventure.fr
3615 CLUBAVT (2,23 F/min)
18, rue Segurier 75006 Paris

NOUVELLES FRONTIÈRES
les premiers **prix**
ABIDJAN* 1990 F 303,38 €
BASTIA 890 F 135,68 €
CATANE 1 020 F 155,50 €
IZMIR 1 320 F 201,23 €
FUNCHAL 1 380 F 210,38 €
ANTALYA 1 340 F 204,28 €
NEW YORK 1 690 F 257,64 €
MONTREAL 1 900 F 289,65 €
COTONOU 2 890 F 440,58 €
NOUMEA 6 490 F 989,39 €
VOLS ALLER RETOUR DEPART DE PARIS
* REDUCTION DE 25 % POUR UNE 2^e PERSONNE EN CLASSE HORIZON A CERTAINES DATES HORS TAXES AERIENNES
200 AGENCES EN FRANCE
36 15 NF (1,29F LA MINUTE)

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : ☎ 01.42.17.39.40

Averses et éclaircies

JEUDI, encore une journée altermant périodes ensoleillées et averses, localement orageuses. Tousjours proches des normales, les températures avoisineront de 13 à 18 degrés du nord au sud.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Journée variable, partagée entre soleil, nuages, et averses. Près de la Manche, nuages et averses seront plus nombreux qu'ailleurs et les rafales de vent de sud-ouest atteindront de 70 à 80 km/h le matin. On ne dépassera pas 13 à 15 degrés.

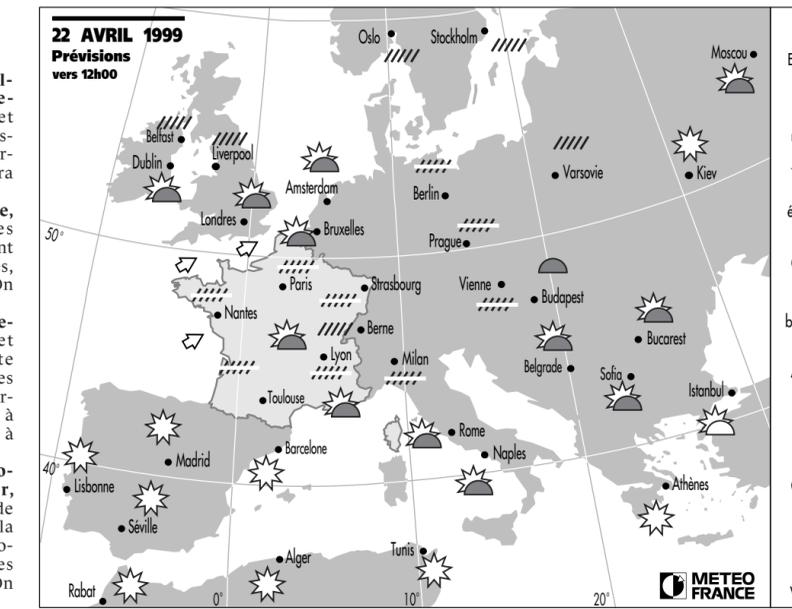
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Une alternance de passages nuageux, parfois porteurs d'averses, et d'éclaircies rythmera la journée. Les averses resteront rares le matin, sauf près des côtes. L'après-midi, elles seront plus nombreuses, localement accompagnées d'un coup de tonnerre. Il fera 13 degrés à Lille et 15 degrés à Paris.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Belles éclaircies et averses se succéderont. L'après-midi, les averses pourront tourner localement à l'orage. Il fera de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - De belles périodes ensoleillées alterneront avec des averses. Près des côtes, elles seront plus nombreuses. On atteindra de 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Nuages, soleil et averses se disputeront cette journée. Dans l'après-midi, les averses se multiplieront et pourront tourner localement à l'orage. Prévoir environ 16 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré la présence de quelques nuages inoffensifs, la matinée sera relativement ensoleillée. L'après-midi, quelques averses ne sont pas exclues. On atteindra de 17 à 20 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CANADA.** D'immenses embouteillages se sont produits à Toronto à la suite de la grève illimitée engagée lundi 19 avril par les employés des transports en commun (bus et métro) de la ville, qui réclament des augmentations de salaires pour les trois prochaines années.

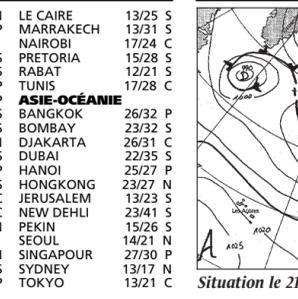
■ **ÉTATS-UNIS.** Dans le cadre d'une exposition baptisée « Titanic: The Experience », le casino Tropicana, situé à Atlantic City, présentera au public, du 29 mai au 7 septembre, de très nombreux objets retrouvés à bord de l'épave du célèbre transatlantique dont, notamment, un immense fragment de la coque du bateau. Il en coûtera 14 dollars pour les adultes et 7 dollars pour les enfants âgés de 5 à 11 ans. A cette occasion un forfait « nuit + repas + exposition » sera proposé du 1^{er} au 30 juin, pour 64,50 dollars.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	8/14 N	
AJACCIO	11/18 N	NANTES	8/14 N
BIARRITZ	10/17 N	NICE	10/19 N
BORDEAUX	9/16 N	PARIS	9/15 N
BOURGES	9/14 N	PAU	8/16 N
BREST	9/13 N	PERPIGNAN	11/18 N
CAEN	9/13 N	RENNES	9/14 N
CHERBOURG	8/12 N	ST-ETIENNE	8/15 N
CLERMONT-F.	10/15 N	STRASBOURG	9/16 N
DIJON	7/14 N	TOULOUSE	10/16 N
GRENOBLE	6/16 N	TOURS	8/14 N
LILLE	8/13 N	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	8/14 N	CAYENNE	24/30 C
LYON	9/16 N	FORT-DE-FR.	25/30 S
MARSEILLE	10/19 N	NOUMEA	22/26 N

PAPEETE	24/30 S	KIEV	8/18 S	VENISE	11/16 N	LE CAIRE	13/25 S
POINTE-A-PIT.	24/30 S	LISBONNE	13/20 N	VIENNE	9/12 P	MARRAKECH	13/31 S
ST-DENIS-RE.	21/28 S	LIVERPOOL	8/12 N	AMÉRIQUES		NAIROBI	17/24 C
EUROPE		LONDRES	7/15 N	BRASILIA	18/27 S	PRETORIA	15/28 S
AMSTERDAM	8/12 N	LUXEMBOURG	6/12 C	BUENOS AIR.	13/24 S	RABAT	12/21 S
ATHÈNES	13/23 N	MADRID	7/19 C	CARACAS	24/27 P	TUNIS	17/28 C
BARCELONE	13/20 N	MILAN	9/20 S	CHICAGO	7/10 P	ASIE-Océanie	
BELFAST	7/12 N	MOSCOW	4/18 N	LIMA	17/23 S	BANGKOK	26/32 P
BELGRADE	10/22 N	MUNICH	7/12 N	LOS ANGELES	13/20 S	BOMBAY	23/32 S
BERLIN	10/15 P	NAPLES	15/22 S	MEXICO	14/27 N	DJAKARTA	26/31 C
BERNE	5/11 P	OSLO	2/9 C	MONTREAL	3/11 S	DUBAI	22/35 S
BRUXELLES	8/13 N	PALMA DE M.	12/24 N	NEW YORK	12/16 P	HANOI	25/27 P
BUCAREST	7/19 N	PRAGUE	7/13 P	SAN FRANCIS.	11/18 S	HONGKONG	23/27 N
BUDAPEST	10/14 C	ROME	14/21 S	SANTIAGOCHI	10/21 C	JERUSALEM	13/23 S
COPENHAGUE	5/12 P	SEVILLE	13/24 S	TORONTO	6/11 C	NEW DEHLI	23/41 S
DUBLIN	8/14 N	SOFIA	5/19 C	WASHINGTON	12/30 N	PEKIN	15/26 S
FRANCFORT	7/14 C	ST-PETERSB.	7/17 N	AFRIQUE		SEOUL	14/21 N
GENÈVE	6/14 P	STOCKHOLM	3/12 S	ALGER	14/24 N	SINGAPOUR	27/30 P
HELSINKI	2/9 C	TENERIFE	12/17 N	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	13/17 N
ISTANBUL	11/17 S	VARSOVIE	7/11 P	KINSHASA	22/30 P	TOKYO	13/21 C



PRATIQUE

A UNE ÉPOQUE ou la production de masse favorise souvent les prix bas l'aquariophilie, elle, a conquis une nouvelle clientèle par le haut. Il est vrai que le spectacle offert par un aquarium « récifal », qui reconstitue la faune colorée des mers de corail, est sans commune mesure avec celui d'une vasque classique, à condition de donner au « récif » un cadre à sa mesure.

Les spécialistes, notamment chez Bernard Aquariums (53, boulevard Beaumarchais à Paris, tél. : 01-48-87-86-07), entreprise pionnière de l'eau de mer qui installe et entretient des aquariums depuis plus de quarante ans, préconisent un minimum de 400 litres d'eau, qui nécessite un traitement sérieux pour devenir une mer vraisemblable. Le passage par un osmoseur, la décharge en nitrates (25 mg/l maximum), phosphates et autres silicates incompatibles avec la plupart des invertébrés. L'eau osmosée est vendue environ 1,50 F (0,22 €) le litre, mais il est préférable de relier le circuit de filtration à un osmoseur (1 000 F, 152,44 € environ), qui la traitera en permanence.

Autre solution, l'eau de mer, (3 F, 0,45 €, le litre), récoltée en Norvège, loin des pollutions, et rechargée en

sels jusqu'aux teneurs de l'Indo-Pacifique où vivent les organismes les plus colorés. Dernière solution, « l'eau en poudre » est moins chère, les 4 kg de sel nécessaires à reconstituer 120 l coûtant 80 F (12,19 €), mais plus délicate à élaborer; certains invertébrés exigent une forte charge en calcium ou strontium, pour renforcer leur squelette, par exemple.

Une fois l'équilibre obtenu, à une densité de 1 024, on complète par un écumage qui crée un courant, lui aussi délicat à doser. Le soleil tropical est paradoxalement plus facile à reconstituer avec 2000 K de lumière très blanche, au spectre complété par des tubes bleus actiniques.

La température idéale se situe entre 24 et 27 degrés. Des problèmes apparaissent à partir de 30°, mais les grosses chaleurs sont d'ordinaire trop brèves pour justifier l'achat d'un groupe refroidisseur (6 000 F, 914,69 €). Si l'aquarium a trouvé un bon équilibre, on passe le cap sans casse, en baissant l'éclairage.

Premiers êtres vivants, les bactéries dégradent en trois à cinq semaines l'ammoniac en nitrites et nitrates. Pour absorber ces derniers, la solution élégante consiste à intro-

duire des algues. Evitons la calamiteuse *Caulerpa taxifolia*, qui, lâchée par des irresponsables, a envahi 80 kilomètres de côtes nord-méditerranéennes. Il en existe deux autres, moins expansionnistes, même si la première s'appelle *Caulerpa prolifera*. L'autre est *Caulerpa mexicana* (100 à 150 F, 15,24 à 22,86 €). A tailler sans hésiter quand elles débordent.

Le cœur de l'aquarium récifal, ce sont les « roches vivantes » (70 F,

10,67 €, le kg). Prélévées dans le milieu marin, elles sont acheminées en vingt-quatre à trente-six heures, acclimatées, épurées de leurs hôtes venimeux ou trop fragiles (éponges) et rincées à l'eau de mer. Ces roches contiennent une multitude de micro-organismes, invisibles pour la plupart mais indispensables.

Au rayon crustacés, mieux vaut éviter les crabes, à l'appétit souvent préjudiciable aux autres pensionnaires. Les crevettes (100 à 250 F,

15,22 à 38,11 €), plus élégantes, posent moins de problèmes. Si une *Hippolismata grabhami* très colorée s'agrippe à un poisson, elle ne le mange pas, elle le déparasite ! Plus voyante avec ses grosses épines, *Stenopus hispidus* apporte une touche de rouge et blanc.

Les poissons sont toujours petits et peu nombreux ici. Le pittoresque *Valenciana strigata* (100 à 150 F, 15,22 à 22,86 €), jaune et blanc, passe son temps à avaler du sable qu'il restitue bien nettoyé (dommage qu'il n'ait pas d'équivalent terrestre !). Les petits chirurgiens jaunes (*Zebrazoma flavescens*, 200 à 300 F, 30,44 à 45,73 €) broutent les algues. Pour le même prix, un *Hepatus* en camaïeu de bleus à queue jaune est unique-ment décoratif, contrairement au poisson mandarin, tacheté de couleurs vives, qui gobe les cailloux pour les débarrasser de leurs micro-organismes.

Parmi les coraux « mous », les *Sarcophyton* ressemblent à des champignons bruns ou beiges, à corolle évasée, ondulée, garnie de tentacules non urticants. Les élégantes *Palithoa*, en forme de petites flûtes groupées, se développent au bout de six mois, quand l'eau commence

à vieillir. Il est important de séparer ces organismes qui, bien que fixés, se livrent en permanence une lutte à mort à coups de produits toxiques pour leurs petits camarades.

C'est encore plus vrai pour les coraux « durs ». A commencer par le plus « solide », le corail-bulle (*Pleurogorgia sinosa*), qui a une allure de caillou, à bulles beiges ou blanches munies de petits tentacules. Plus élané et mobile, le gonopore ou corail-boule lance de longs polypes qui ondulent dans le courant et s'ouvrent à la lumière. On peut citer *Euphyllia fimbriata* ou *E. glabrescens* aux polypes plus fins en forme d'amémone.

Les vers tubicoles, notamment les spirographes de plusieurs couleurs, dressent leur tube caractéristique, d'où sort une élégante corolle presque sphérique qui rentre d'un seul coup en cas d'alerte... Enfin, un ou deux bédentaires (*Tridacna*) pourront ajouter une touche à la Jules Verne. Si les coraux ont une longévité de trois ans en moyenne, le bédentier offre pour 500 F (76,22 €) l'avantage de pouvoir filtrer l'eau... jusqu'au XXII^e siècle !

Marcel Donzenac

Une mer de corail dans son salon

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99095

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											
XI											

HORIZONTELEMENT

I. Pesant mais équilibré. - II. Cépage du Midi. Bout de rime. - III. Négation. Très sensible en surface. - IV. Le fond de l'affaire. Efficace par bon vent. - V. Bien traitée. - VI. Fait un travail délicat sur l'œil. Décision qui s'impose. - VII. Typiquement français, mais ça n'a pas de sens. Expression d'un travail pénible. - VIII. Indispensable pour fabriquer un bon gruyère. Expression admirative. - IX. Attachées à

leur entreprise. - X. Affrontements pris à revers. Ouverte sur le large, ouvert sur le port. - XI. Montées des eaux quand la glace fond.

VERTICALEMENT

1. Cordes dans le fond des fosses. - 2. Régenta son fils Constantin avant de s'en débarrasser. Métal blanc. - 3. Manifestation enfantine. Qui nous promettent dans l'espace. - 4. Endurcie. Lettres d'auteur. - 5. La mesure pour ne rien faire. Prit

BRIDGE

PROBLÈME N° 1837

♦ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

son temps. - 6. Tout retourné. Petite galette, gros stockage. Romains. - 7. Au bout d'un moment, il faut la rendre. - 8. Trois points sur quatre. Avant de passer chevaliers. - 9. Se jette dans le Rhône. Oncle éloigné. - 10. Demi-volée qui marque des points. Marque le doute. Cube. - 11. Lugubres quand elles s'installent.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99094

HORIZONTELEMENT

I. Contretemps. - II. Opération. - III. Néron. Clé. - IV. Tafia. Lueur. - V. Rb. Stress. - VI. Elf. Ratâtes. - VII. Termes. Gens. - VIII. Oisive. Tê. - IX. Mule. Bureau. - X. Pré. Bue. Mis. - XI. Sertisseuse.

VERTICALEMENT

1. Contretemps. - 2. Opéable. Ure. - 3. Nerf. Frôler. - 4. Trois. Mie. - 5. Ranatres. Bi. - 6. Et. Rasibus. - 7. Sillet. Vues. - 8. EO. Usager. - 9. Inceste. Emu. - 10. Lu. Entais. - 11. Guérisseuse.

UN HABILE STRATÈME

Pour faire chuter un contrat quand on ne voit aucun espoir technique, il ne faut pas toujours désespérer, car un bon stratème peut quelquefois sauver la situation.

♠ V 8 7
♥ A 10 9
♦ V 7 3
♣ R V 7 6

♠ D 10 3 2
♥ D V 3
♦ -
♣ A 10 8 5 3 2

♠ R 9 5
♥ 8 6 5 4 2
♦ A D 5
♣ D 4

♠ A 6 4
♥ R 7
♦ R 10 9 8 6 4 2
♣ 9

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♦ passe 1 SA passe
2 ♦ passe 3 ♦ passe...

Ouest a entamé le 3 de Pique pour le 7 de Nord, le 9 d'Est et l'As de Sud. Ce dernier a aussitôt joué le 9 de Trèfle. Ouest a pris avec l'As et a joué Pique. Est a fait le Roi de Pique,

LE CROCHET

Le crochet est un coup technique très rare qui permet de réussir des contrats qui semblent infaisables. Ce fut le cas pour ce chelem joué au championnat d'Amérique d'hiver, à Orlando.

♠ RD 7 6 3 2
♥ A D 10 4
♦ -
♣ 10 7 2

♠ 9 5
♥ 9 7 6 3
♦ 7 5 3
♣ R 8 6 5

♠ N
♥ O
♦ E
♣ S

♠ A 10 4
♥ R V 8 2
♦ A D 4
♣ D V 4

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
- - - - -
passe 2 ♥ 3 ♦ 3 ♠
passe 6 ♠ passe 6 SA...

puis il a continué Pique pour la Dame d'Ouest. Celui-ci a joué son dernier Pique (le treizième), coupé par le 7 de Carreau du mort. Grâce à quel stratème la défense a-t-elle fait chuter ce contrat de TROIS CARREAUX ?

Réponse
Est a trouvé la solution : il a surcoupé avec... l'As de Carreau et non avec la Dame ! Mettez-vous maintenant à la place du déclarant. Il n'était pas si facile d'imaginer qu'Est avait la Dame d'atout car, avec l'As et le 5 de Carreau, il aurait évidemment surcoupé avec l'As. Alors, quand Sud a repris la main au mort avec l'As de Cœur, il a tiré le Valet de Carreau pour le 5 d'Est et, bien entendu, le Roi de Carreau de sa main ! Et le contrat a chuté car la défense a fait au total : un Trèfle (l'As), deux Piques (Roi et Dame) et deux atouts (As et Dame de Carreau).

On voit que, si Est avait surcoupé le 7 de Carreau avec la Dame, celle-ci aurait été condamnée puisque Sud aurait surcoupé avec le Roi de Carreau.

LE CROCHET

Le crochet est un coup technique très rare qui permet de réussir des contrats qui semblent infaisables. Ce fut le cas pour ce chelem joué au championnat d'Amérique d'hiver, à Orlando.

♠ RD 7 6 3 2
♥ A D 10 4
♦ -
♣ 10 7 2

♠ 9 5
♥ 9 7 6 3
♦ 7 5 3
♣ R 8 6 5

♠ N
♥ O
♦ E
♣ S

♠ A 10 4
♥ R V 8 2
♦ A D 4
♣ D V 4

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
- - - - -
passe 2 ♥ 3 ♦ 3 ♠
passe 6 ♠ passe 6 SA...

Sud devant avoir As et Dame de Carreau, Ouest a évité d'entamer Carreau et, pour ne rien compromettre, a attaqué Pique. Comment Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM À SANS ATOUT contre toute défense ?

Sur le jeu de la Dame de Carreau, Ouest a évité d'entamer Carreau et, pour ne rien compromettre, a attaqué Pique. Comment Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM À SANS ATOUT contre toute défense ?

Philippe Brugnion

Quelques jeunes réalisateurs talentueux, en attendant la renaissance du cinéma tchèque

Une nouvelle loi prévoit une série de mesures pour augmenter les ressources du secteur

La Semaine du cinéma tchèque, qui s'est déroulée du 12 au 18 avril à Pilsen (Bohême), a apporté quelques bonnes nouvelles : la relève semble

PILSEN (Bohême)
correspondance

Il existe aujourd'hui, en République tchèque, une poignée de jeunes réalisateurs très doués. L'espoir en ces anciens élèves de la FAMU (l'école du cinéma de Prague, par où sont passés leurs glorieux ancêtres : Milos Forman, Jiri Menzel, Vera Chytilova,...) est le principal enseignement de la Semaine du cinéma tchèque, qui présentait à Pilsen (Bohême), du 12 au 18 avril, l'ensemble de la production nationale de l'année écoulée (14 longs métrages, et quelques documentaires et films d'animation). Parmi eux, la réalisation la plus convaincante est due à Sasa Gedeon (29 ans) : librement inspiré de Dostoïevski, *L'idiot est de retour* organise un subtil chassé-croisé entre Olga, qui aime Emil, Emil, qui aime Anna, et Anna, qui aime Robert. Au centre de cette ronde se tient l'idiot, qui aime tout le monde.

Un autre bon aperçu de cette nouvelle génération est offert par *Prague Stories*, composé de cinq

sketches réalisés par des cinéastes différents, chacun éclairant un aspect de la ville aujourd'hui. De ce projet ambitieux, soutenu par le producteur français Joël Farges (sans lequel de nombreux films d'Europe de l'Est n'auraient jamais vu le jour), on retiendra surtout deux noms, celui de Martin Sulik, assurément le plus doué des cinéastes slovaques (*Le Jardin*, 1995 ; *Orbis pictus*, 1997), et celui de Petr Vaclav, révélé en 1997 par son premier long métrage, *Marian*, sur le destin d'un jeune Tsigane.

Hélas, un vivier de jeunes talents ne suffira jamais à faire renaître une cinématographie. Une structure efficace de soutien au cinéma est tout aussi nécessaire. En République tchèque, c'est là que le bât blesse. En 1998, alors qu'une esquisse était sur le point d'aboutir, le renversement du gouvernement ultra-libéral de Vaclav Klaus ramena tous les efforts au point mort. Aujourd'hui, un nouveau projet - le quatrième - est en cours, soutenu par le nouveau ministre de la

culture, le social-démocrate Pavel Dostal. Il prévoit de renforcer l'industrie, grâce à la définition du statut de producteur et de réalisateur, l'enregistrement précis des œuvres et, à plus long terme, la création d'un organe de promotion du cinéma tchèque à l'étranger.

REPRISE DES STUDIOS BARRANDOV

D'autre part, la nouvelle loi devrait permettre que plus d'argent soit injecté dans la production nationale, grâce à une série de mesures : taxe sur les cassettes vidéo, prélèvement d'un pourcentage sur les recettes publicitaires de la télévision, augmentation de la taxe sur les billets de cinéma et allègement d'impôts pour les investisseurs étrangers. Les deux seules sources d'argent dont dispose le cinéma tchèque sont la télévision publique (26,3 millions de francs d'investissement en 1998) et un Fonds de soutien (12,4 millions) alimenté principalement par les droits de diffusion du catalogue des œuvres datant de 1961 à 1991. Les plus beaux

joyaux de celui-ci ayant déjà été montrés maintes fois, les revenus du Fonds diminuent chaque année.

Dans cette situation de crise latente, la récente reprise en main des studios Barrandov par des professionnels compétents et honnêtes apparaît plutôt comme rassurante. Privatisés en 1992, et parfaitement modernisés, ils avaient été confiés à un homme d'affaires sans scrupule, qui a fini par se faire mettre à la porte au début de 1998, laissant une ardoise de quelque 30 millions de francs. Mais le temps presse : alors que la République tchèque fait partie, depuis six mois, du groupe des cinq pays invités à entrer dans l'Union européenne d'ici quatre ou cinq ans, le retard dont elle fait preuve dans le processus d'harmonisation de sa législation avec celle de l'Union dans un domaine aussi crucial que l'audiovisuel demeure un obstacle insurmontable à toute véritable intégration.

Pierre Daum

NOUVEAUX FILMS

THE LOST SON

■ Il est des clichés que l'on pensait ne plus voir au cinéma comme celui d'un détective solitaire et bourru, porteur d'un secret douloureux, qui vit à l'étroit dans son petit appartement londonien et nourrit ses poissons rouges. Incarné par Daniel Auteuil, Français expatrié, il se voit confier la tâche de retrouver un fils de bonne famille détenteur d'une cassette qui va le mener à un réseau organisé de pédophilie. Outre un scénario très mal écrit, un regard sur le film noir qui enfle les banalités (la pute généreuse, le privé torturé, la bourgeoisie corrompue), *The Lost Son* se complait dans un discours teinté d'autodéfense qui fait froid dans le dos. Sur un sujet analogue (un « *snuff movie* » y remplaçait la cassette pédophile), *8 mm* excellait dans un discours en faveur de la légitime défense. *The Lost Son* est un film européen qui tente de concurrencer sur son terrain le cinéma américain. Dans ce cas précis de démagogie, il y parvient.

S. Bd
Film franco-anglais de Chris Menges. Avec Daniel Auteuil, Marianna Denicourt, Nastassja Kinski. (1 h 42.)

MILLE BORNES

■ Quatre amis, la trentaine environ, perdent prématurément l'un des leurs. Celui-ci a enregistré une cassette vidéo pour faire part de ses dernières volontés : être brûlé en plein air sur une petite plage italienne où il a connu l'amour de sa vie. Le groupe, auquel s'adjoint la sœur du défunt, vole son cadavre à la morgue de l'hôpital et se met en route. En dépit de la sincérité de son propos, dont on pressent qu'il est rattaché à l'expérience du deuil, le premier film d'Alain Beigel ne parvient pas à nous mener aussi loin que son sujet le réclame. Des dialogues trop écrits, des personnages trop bavards, des comédiens qui surjouent ruinent le film.

J. M.
Film français d'Alain Beigel. Avec Emma de Caunes, Pierre Berriau, Raphaël Krepsler. (1 h 43.)

ADIEU FORAIN

■ Ce serait l'histoire d'une désertification, et même de plusieurs à la fois. Désertification du Sud marocain, dont le décor austère et désolé est comme la métaphore de la disparition des forains ambulants dont le film réunit quelques spécimens. Le propriétaire d'une baraque, son fils costaud au trouble passé et un jeune danseur travesti sont les principales figures de ce ballet mélancolique. Hommage en soit rendu à Daoud Aoulad-Syad, l'écriture toute en sous-entendus et la réalisation tirant le film, par la durée des plans ou l'artifice des cadrages, vers l'étrange et l'irréel, cherchent à nettoyer ce *road movie* de la sentimentalité complaisante qui colle souvent aux histoires de saltimbanques et de mondes qui

disparaissent. Mais c'est au prix d'une application dans le style, d'un effort poétique qui limite bientôt les puissances de suggestion que tentait de mobiliser *Adieu forain*.

J.-M. F.
Film marocain de Daoud Aoulad-Syad. Avec Hassan Essakali, Mohamed Bastaoui, Abdallah Didane, Mohamed Mitah. (1 h 30.)

PHOENIX ARIZONA

■ Écrit par Sherman Alexie, d'après une de ses nouvelles (*Phoenix Arizona et autres nouvelles*, Albin Michel), le film de Chris Eyre renouvelle avec succès l'image figée et sentencieuse de l'Indien au cinéma. *Phoenix Arizona* joue sur des ressorts de comédie conférant à ce sujet grave une tonalité surprenante. Arnold Joseph disparaît mystérieusement de sa réserve dans l'Idaho, laissant sa femme et son fils, Victor. Dix ans plus tard, ce dernier apprend la mort de son père. Thomas, son meilleur ami, lui propose de payer son voyage en Arizona pour récupérer les cendres de son père. Le côté *road movie* de *Phoenix Arizona* n'est pourtant pas sans offrir son lot de clichés. Un esthétisme de bon aloi, des rapports entre les deux principaux personnages trop prévisibles en font un film estimable mais mineur.

S. Bd
Film américain de Chris Eyre, avec Adam Beach, Evan Adams, Irene Bedard. (1 h 29.)

ARLINGTON ROAD

■ Michael Faraday (Jeff Bridges), un professeur d'histoire, vit tranquillement dans sa petite maison de la banlieue de Washington. Il sympathise avec ses voisins, Oliver (Tim Robbins) et Cheryl (Joan Cusack), un couple d'Américains moyens modèle. Très vite, Michael en vient à s'interroger sur leur identité, et en conclut qu'ils pourraient être de dangereux terroristes d'extrême droite. *Arlington Road* reprend la même problématique que *Rosemary's Baby*, de Roman Polanski. Michael Faraday est-il un fou obsédé par les mouvements d'extrême droite ? Ses voisins sont-ils vraiment des criminels en puissance ? Mark Pellington tente de jouer sur l'ambiguïté, servi en cela par Jeff Bridges et Tim Robbins, tous deux remarquables. Sa mise en scène reste pourtant au niveau d'un banal téléfilm, et la mécanique de son scénario, trop bien huilée, finit par enlever beaucoup de crédibilité à l'histoire.

S. Bd
Film américain de Mark Pellington. Avec Jeff Bridges, Tim Robbins, Joan Cusack, Hope Davis. (1 h 57.)

ORPHANS

■ Premier film de Peter Mullan, qui avait reçu un prix d'interprétation à Cannes pour *My Name is Joe*, de Ken Loach, *Orphans* raconte la nuit agitée de quatre frères et sœurs à Glasgow qui viennent de perdre leur mère et se préparent à l'enterrer. Peter Mullan réussit à dégager

une assez belle galerie de personnages et fait preuve du sens de la comédie. Un des frères passe la nuit auprès du cercueil en refusant de bouger, sa sœur handicapée se retrouve à errer dans les rues de Glasgow à la suite d'une panne du moteur de sa chaise roulante, un autre frère, blessé d'un coup de couteau à la suite d'une bagarre dans un pub, cherche à rester debout toute la nuit. Le côté cathartique trop souligné du film, l'accumulation de mésaventures trop nombreuses pour être vraisemblables enlèvent à *Orphans* une grande partie de son poids dramatique.

S. Bd
Film écossais de Peter Mullan. Avec Douglas Henshall, Gary Lewis, Stephen McCole. (1 h 37.)

BREAKFAST OF CHAMPIONS

■ *Breakfast of Champions* est adapté d'un roman de Kurt Vonnegut écrit en 1972. Ce dernier se livrait à une satire de la société de consommation américaine à travers le portrait de Dwayne Hoover, un concessionnaire auto, que ses passages réguliers à la télévision ont transformé en star locale, et qui ressent un vide énorme dans son existence. Ce projet estimable, appuyé par des interprètes irréprochables (Bruce Willis, Nick Nolte en employé avec un goût appuyé pour le travestissement, Lukas Haas, Albert Finney) apparaît aujourd'hui suranné, alors que la mise en scène d'Alan Rudolph est truffée de séquences psychédéliques à la limite du supportable.

S. Bd
Film américain d'Alan Rudolph, avec Bruce Willis, Nick Nolte, Barbara Hershey, Albert Finney, Glenn Headly, Lukas Haas (1 h 50.)

TORRENTE

■ C'est, avec plus de trois millions d'entrées, le jackpot de l'année 1998 en Espagne. Réalisateur et interprète du rôle-titre, Santiago Segura signe une sorte de version espagnole à la vogue fangeuse et malséante qui, de *Happiness* en *Seul contre tous*, inspire depuis peu certains cinéastes. José Luis Torrente est, en un mot, une raclure. Rejeton dégénéré du franquisme, ex-inspecteur de police viré pour troubles mentaux. Alcoolique, macho, laid, gros, sale, raciste, veule, ce beauf madrilène ne ferait que soulever le cœur s'il ne provoquait aussi le degré zéro du rire pour le pathétique de son insondable bêtise. Plus que les qualités cinématographiques d'un film réduit à une parodie superficielle du cinéma d'action hollywoodien, cela suffit à le sauver, d'autant que le réalisateur se montre suffisamment duplice pour le confronter à des trafiquants de drogue impitoyables, et racheter ce très douteux personnage, exhalé des tréfonds du fascisme local.

J. M.
Film espagnol de Santiago Segura. Avec Santiago Segura, Javier Cámara, Neus Asensi. (1 h 40.)

PRÉMONITIONS

■ Encore une histoire de tueur en

série. Celui-ci ne se contente pas d'enlever et d'assassiner les petites filles, il communique mentalement avec la mère de l'une d'entre elles dont il hante les cauchemars. Au risque de perdre la raison, la jeune femme va utiliser cette liaison télépathique pour traquer l'assassin. Le cinéaste Neil Jordan s'appuie sur un scénario invraisemblable pour produire des images morbides et oniriques conçues par le directeur de la photographie Darius Khondji. Les rêves et hallucinations de l'héroïne sont prétextes à des visions monochromes agrémentées de taches de couleurs. Le genre est renvoyé, par divers signaux grossiers, à sa propre préhistoire : le conte de fées. *Prémonitions* est à ranger dans la catégorie cinématographique du thriller ennuyeux à l'ambition artistique hypertrophiée.

J.-F. R.
Film américain de Neil Jordan. Avec Annette Bening, Aidan Quinn, Stephen Rea. (1 h 40.)

COUR INTERDITE

■ *Cour interdite* met en scène un petit groupe de personnages saisis durant plusieurs semaines. Quelques échantillons du pavé, banlieusards, petits dealers, prostituées, trafiquants chevronnés, provinciaux pleins d'ambition se croisent, s'épient et se trahissent. Ce film dont on devine les conditions de production ascétiques et que son auteur mit sept ans à terminer choisit une certaine forme de stylisation obtenue par la récurrence théâtrale des mêmes lieux, la photographie en noir et blanc et le recours au jazz. Pourtant, à cette volonte plutôt originale s'oppose un regard naturaliste fasciné par le sordide qui bifurque à son tour sur une morale un peu trop édifiante.

J.-F. R.
Film français de Djamel Ouahab. Avec Djamel Ouahab, Mourad Selmi, Nadia Vasil. (1 h 32.)

LA FILLE D'UN SOLDAT NE PLEURE JAMAIS

■ Dans les années 60 à Paris puis dans les années 70 aux Etats-Unis, la vie de la famille d'un écrivain américain, racontée du point de vue de sa fille. Réalisateur californien mais fasciné par l'Europe et ambitionnant de marcher sur les traces de Henry James, James Ivory a suffisamment réussi plusieurs croquis de l'Angleterre traditionnelle (*Chambre avec vue*, *Howard's End*, *Les Vestiges du jour*) pour passer souvent pour britannique. Lorsqu'il s'en prend au Vieux Continent ou à la « modernité » nord-américaine, l'artifice de l'entreprise, le poids du décorum, le caractère démonstratif de la caractérisation des personnages ont vite fait de couler dans le plomb tout espoir de cinéma.

J.-M. F.
Film américain de James Ivory. Avec Kris Kristofferson, Barbara Hershey, Leelee Sobieski, Jane Birkin, Dominique Blanc, Virginie Ledoyen. (2 h 05.)

JUGÉ COUPABLE

■ Lire page 32

SORTIR

PARIS

Faust de Goethe
Goethe n'est pas entré à la Comédie Française sous les meilleurs auspices. La première de ses pièces à être inscrites au répertoire fut *Iphigénie en Tauride*, en 1942. Depuis, rien. Et voilà *Faust*, en une année faste pour Goethe : le 250^e anniversaire de sa naissance donne lieu à un nombre important de manifestations en Europe. En théâtre, le point d'orgue sera la création historique de l'intégrale de *Faust* - c'est-à-dire les *Faust I* et *2* - que Peter Stein mettra en scène à Hanovre, fin juillet 2000, dans le cadre de l'Expo 2000. Le projet de la Comédie Française est infiniment plus modeste : seul le *Faust I* est présenté. Soit la partie la plus connue. La réalisation a été confiée au metteur en scène allemand Alexander Lang, qui a déjà monté à la Comédie-Française *Le Prince de Hombourg* de Kleist (en 1994) et *Nathan le Sage*, de Lessing (en 1997). Michel Favory joue Faust, Thierry Hancisse, Méphistophélès, Céline Samie, Marguerite.
Comédie Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, 1^{er}. M^o Palais-Royal. Les 24 et 25 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 3 heures. De 30 F à 190 F. Jusqu'au 19 juillet, en alternance.

LA CIOTAT

Festival des scénaristes
Manifestation nationale consacrée aux auteurs du septième art, cette deuxième édition est placée sous le signe de la transmission. Les étudiants côtoieront les professionnels, les professionnels les amateurs. Au menu : un forum des auteurs (huit jeunes talents parrainés et soutenus par des scénaristes défendront leur synopsis devant les professionnels et le public) ; deux « marathons », l'un de vingt-quatre heures (pour de jeunes candidats régionaux), l'autre de quarante-huit heures (pour des auteurs plus chevronnés) verront s'affronter les candidats sur un sujet imposé et commun dévoilé au moment du top départ ; une mise en lumière du travail de Gilles Taurand, le complice notamment d'André Téchiné sur *Les Roseaux sauvages*, *Les Voleurs*, *Alice et Martin*. Des projections, dont l'avant-première du film de Marcel Bluwal *Le Plus Beau Pays du monde* et des lectures de scénarios complètent cette programmation.
Bureau du Festival, Cinéma L'Eden, boulevard Clemenceau, 13600 La Ciotat. Du 22 au 25 avril. Tél. : 04-42-08-88-00. 60 F (Pass du Festival).

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
Le République, 11^e. Tél. : 01-48-05-51-33.
Docteur Folamour de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60.
Vidéodrome de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, 3^e. Tél. : 08-36-68-14-07. (2,23 F/mn).

HOMMAGES

Hommage à Jean-Paul Rappeneau
La Cinémathèque française rend hommage à Jean-Paul Rappeneau, réalisateur, entre autres, de *La Vie de château*, *Cyrano de Bergerac*, *Tout feu tout flamme*, *Le Sauvage*, *Le Hussard sur le toit*... Parallèlement, le cinéaste a choisi de présenter des films de Fritz Lang, Anthony Mann, Howard Hawks...
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, 16^e. Du 21 au 25 avril. Tél. : 01-56-26-01-01.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Coiffures/sculptures d'Océanie
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 12^e. M^o Porte-Dorée. Tél. : 01-43-46-51-61. De 10 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Du 21 avril au 9 août. 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Alain Michard
Bing, Coda. Centre national de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 4^e. M^o Saint-Paul. Les 21, 22 et 23, à 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22.

Elsa Wollaston
Le Prix de la porte. Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, 13^e. M^o Glacière. Le 21, 22 et 23, à 20 h 45. Tél. : 01-45-89-01-60. De 60 F à 90 F.

Choir and Orchestra of the Age of Enlightenment
Mozart : *Symphonie n° 25. Ode funèbre maçonnique KV 477. Requiem.* Susan Chilcott (soprano), Sara Fulgoni (mezzo-soprano), Paul Nilon (ténor), Nathan Berg (basse), Paul Daniel (direction).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-

Jaurès, 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 21, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Orchestre de Paris
Rachmaninov : *Concerto pour piano et orchestre n° 3.* Elgar : *Enigma Variations.* Kun Woo Paik (piano), Mark Elder (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. M^o Ternes. Le 21, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 60 F à 240 F.

Voice Messengers
L'Européen, 3, rue Biot, 17^e. M^o Place-de-Clichy. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 125 F. Jusqu'au 24 avril.

George Gruntz Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^o Châtelet. Les 21 et 22, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
James Williams Trio
La Villa, 29, rue Jacob, 6^e. M^o Saint-Germain-des-Prés. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Jusqu'au 27 avril.

David Sauzay Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1^{er}. M^o Châtelet. Les 21 et 22, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Zakir Hussain (Inde du Nord)
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, 18^e. M^o Abbesses. Les 21, 22 et 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

RÉSERVATIONS

Festival de l'Epau
Le 17^e Festival de l'Epau ouvre sa location pour les dix rendez-vous musicaux qu'il propose du 21 au 30 mai, dans la Sarthe. Le répertoire orchestral aura la part belle, avec la venue des Orchestres du Festival de Budapest, des Pays de la Loire, de Paris, de chambre de Toulouse, rejoints par des solistes comme les sopranos Veronique Gens et Nathalie Dessay ou le pianiste Jean-Francois Heisser. La musique de chambre sera représentée avec les pianistes Michel Dalberto et Abdel Rahman El Bacha (récitals Schubert et Chopin), et le Quatuor Rosamonde (Bartok).
Location et renseignements au 02-43-81-44-44.

DERNIERS JOURS

25 avril :
Le Grand Cabaret de la peur et Richard III
deux nouvelles créations de Geneviève de Kermabon.
Espace chapiteau du Parc de la Villette, 19^e. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Mark Rothko
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 16^e. Tél. : 01-53-67-40-00. 35 F et 45 F.
26 avril :
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1909)
Galeries nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, 8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.

La comédie écossaise la plus noire de l'année

ORPHANS

un film de Peter Mullan

Grand Prix du Festival de Paris 1999

Grand Prix de la Critique Internationale Mostra de Venise 1998

Grand Prix du Jury Festival Premiers Plans Angers 1999

08 36 68 03 03

RYANAIR THE LOW FARES AIRLINE

3615 ECOSSE

CELESTAR

FIGARO SCOPE

aujourd'hui

MERCREDI 21 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.35 De l'apartheid à la démocratie. Forum Planète

MAGAZINES

19.10 Nulle part ailleurs. Avec Bruno Solo, Raphaël Krespel, Soullax. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité: Pierre Moscovici. LCI

20.00 20h Paris Première. John Turturro. Paris Première

20.10 Le Talk Show. Avec Axelle Red et Frédéric Beigbeder. LCI

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Argentine, le procès des militaires. Arte

20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompéi: opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

21.05 Droit de cité. Le plus beau métier du monde? TV 5

22.40 Ca se discute. Doubles, nègres, sosies; peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre? France 2

23.15 Carte blanche à... Henri Troyat. Forum Planète

23.30 Un siècle d'écrivains. Panaït Istrati, écrivain vagabond. France 3

0.10 E = M c². Les plus belles images de la science. M 6

0.20 C'est pas la mer à boire. La voix. France 3

0.40 Le Canal du savoir. Le Panthéon. Paris Première

DOCUMENTAIRES

20.35 Une fille contre la Mafia. Planète

20.45 Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. Histoire

20.50 Voix indiennes. Odyssee

21.35 Les Tribus indiennes. [17/20]. Les Sioux Yankton. Planète

21.40 Musica. Samson François, l'enchanteur du piano. Arte

22.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des stades. Planète

22.05 Le Flambe. La vie quotidienne des accros du jeu. Odyssee

23.00 Profil. Tina Modotti. Arte

23.00 Miles. Planète

0.05 La Lucarne. Home Page. Arte

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Demi-finales: Uruguay - Japon; Mali - Espagne. Eurosport

20.00 Basket-ball. Coupe de France. 1^{er} demi-finale. AB Sports

20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finale. Match retour. Juventus de Turin - Manchester United. TF 1

MUSIQUE

20.00 Concerto brandebourgeois n° 1, de Bach. Canal Jimmy

Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. R. Leppard. Muzzik

21.40 Les Chieftains. Mezzo

21.55 Storytellers: Phil Collins. Paris Première

23.40 Gil Evans. Montreux 1983. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Pas de vieux os. Gérard Mordillat. Festival

20.50 Jusqu'à ce que la mort nous sépare. Lionel Epp. O. M 6

20.55 La Route à l'envers. Chantal Picaut. France 2

22.35 Coup de foudre prémédité. Chris Thompson. O. M 6

SÉRIES

20.40 Homicide. La veuve noire. Série Club

20.40 Nestor Burma. Les Eaux troubles de Javel. 13^{ème} Rue

20.55 Taggart. Le Tatouage. TMC

21.20 Quai n° 1. Un mort en trop. RTBF 1

21.25 Le Caméléon. Homefront (v.o.). Série Club

22.15 Brooklyn South. Touched by a Checkered Cab (v.o.). Série Club

22.25 Friends. The One with the Girl Who Hits Joey (v.o.). Canal Jimmy

22.50 Absolutely Fabulous. Bonne année! (v.o.). Canal Jimmy

23.05 3^e planète après le Soleil. [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club

23.25 The New Statesman. The polyglotte (v.o.). Canal Jimmy

0.25 New York Police Blues. Le videur (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

14.35 Dédée d'Anvers. Yves Allégret (France, 1947, N., 90 min) O. Ciné Classics

14.45 Un pyjama pour deux. Delbert Mann (Etats-Unis, 1961, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3

16.30 Napoléon. Abel Gance [3/3] (France, 1926, N., muet, 120 min) O. Histoire

17.45 La Comédie de Dieu. Joao Cesar Monteiro (Fr. - Port., 1995, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 1

19.30 Le Prête-nom. Martin Ritt (Etats-Unis, 1976, 95 min) O. Cinétoile

21.00 ... Comme elle respire. Pierre Salvadori (France, 1998, 98 min) O. Canal +

21.00 Angel Baby. Michael Rymer (Australie, 1996, 105 min) O. Cinéstar 2

21.05 Broadway Danny Rose. Woody Allen (Etats-Unis, 1983, N., 85 min) O. Cinétoile

21.10 Le Fugitif. Andrew Davis (Etats-Unis, 1993, 130 min) O. TSR

22.10 Portrait de femme. Jane Campion. Avec Nicole Kidman (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 140 min) O. Ciné Cinéma 3

22.30 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 100 min) O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits meurtres entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min) O. Cinéstar 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 95 min) O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics



COLLECTION CHRISTOPHE L.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

19.05 Le Bigdil. 19.50 Clic & Net. 20.00 Journal, Météo. 20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finales retour. 20.45 Juventus Turin - Manchester United. 22.40 Bayern Munich - Dynamo Kiev. 0.20 Idéal Palace. Le Peninsula de Hongkong.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Météo. 20.55 La Route à l'envers. Téléfilm. Chantal Picaut. O.

22.40 Ca se discute. Sosies, doubles, nègres: peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre? 0.45 Journal, Météo. 1.05 Le Cercle. La 1000^e.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa Si La nouveau. 20.35 Tout le sport. 20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. 22.55 Météo, Soir 3. 23.30 Un siècle d'écrivains. Panaït Istrati, écrivain vagabond. 0.20 C'est pas la mer à boire. La voix. 1.50 Nocturnales. Semaine baroque: Clérambault.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00

18.30 Best of Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 ... Comme elle respire. Film. Pierre Salvadori. O.

22.38 Les Sales Blagues de l'Echo. Rions dans le cosmos. O.

22.40 Anaconda, le prédateur. Film. Luis Llosa (v.o.). O.

0.05 South Park. Joyeux Noël Charlie Manson. O.

0.30 Spin City. Un maire à Miami. O.

0.50 A la une. Tel est pris... O.

1.15 Ned et Stacey. Nuits blanches à Manhattan. O.

Le Monde TELEVISION

RADIO CLASSIQUE

20.40 Goethe et ses contemporains

Contemporain de Mozart et de Schubert, Goethe fut la providence des musiciens. Ce n'est pas son théâtre qui a été source d'inspiration lyrique, mais ses poèmes, ses nouvelles ou ses romans. Toute sa vie baigna dans une atmosphère musicale. Et, entre 1791 et 1817, il dirigea le Théâtre de Weimar, où les opéras de Mozart étaient, de son fait, particulièrement à l'honneur.

ARTE

20.45 Les Mercredis de l'Histoire

Réalisé par Walter Goobar, le documentaire Argentine, le procès des militaires ne dit pas tout du sort des quelque 30 000 personnes assassinées ou disparues sous la dictature. Il montre en filigrane l'action - illégale et clandestine - des responsables des forces armées, mais n'explique pas comment les politiques ont échoué pour ne pas avoir su contraindre les militaires à tout dire sur le sort des victimes.

ARTE

23.00 Profil: Tina Modotti

Intelligente, belle, généreuse, courageuse, ambiguë, passionnée, libre dans ses actes comme dans sa parole, Tina Modotti (1896-1942) fut tout cela à la fois. Réalisée par Elisabeth Weyer en 1996, cette évocation, très richement documentée, de la « photographe révolutionnaire » préserve la part de mystère et les zones d'ombre d'une nomade polyglotte, artiste, muse et militante.

JEUDI 22 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Faut-il avoir peur des météorites? Invités: Jean-Alix Barrat; Alain Carion; Claude Marchat; Claude Perron; Robert Rocchia. Forum Planète

23.20 Faut-il interdire la chasse à la palombe? Forum Planète

MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Réfugiés: information ou compassion? Invités: Marine Jacquemin; Divina Frau-Meigs. La Cinquième

13.05 Droit de cité. Aline ou le charin des villes. TV 5

13.20 On s'occupe de vous. France 3

13.30 Envoyé spécial, les années 90. Le racket à l'école. Romans-photos. Histoire

14.00 20 h Paris Première. Invité: John Turturro. Paris Première

14.30 La Cinquième rencontre... Justice, société. Invité: Alain Dubois. La Cinquième

16.10 et 21.10 Le Talk Show. Invité: Anthony Kavanagh. LCI

16.10 Le Vrai Journal. Interview de Bernard-Henry Lévy. Les nationalistes albanais et le soutien à l'UCK. Portrait de Slobodan Milosevic. Enquête sur la MNEF. Les élections algériennes vues de France. Philippe Seguin: sa vie en enfer. Canal +

16.55 Zapping Zone. Disney Channel

18.00 Stars en stock. Robert de Niro. Greta Garbo. Paris Première

18.30 Nulle part ailleurs. Invités: Valérie Leclercq; Claude Rich; Michel Reilhac; Dick Annegarn. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Bruno Mégret, Christine Ockrent. LCI

20.00 20 h Paris Première. Marcel Blüwal. Paris Première

20.55 Direct. Invité: Charles Pasqua. France 2

21.05 Pulsations. Le diabète. TV 5

22.40 Faxculture. Visions du réel. Invité: Robert Franck. TSR

23.05 Courts particuliers. Alain Beigel. Paris Première

23.15 La Preuve par trois. La chasse. Trésor de chasse. Butin en Sologne. Terrain d'attente. Nouvelle cible. France 3

23.15 Si j'ose écrire. La femme de l'ombre et la femme de la lumière. Invités: Michèle Goslar; Maxime Benoît-Jeanin. RTBF 1

0.30 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompéi: opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

DOCUMENTAIRES

17.15 Un autre futur. L'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète

17.15 Trois grands peintres. [2/3]. Goya (1746-1826), les deux regards. Odyssee

17.30 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [1/3]. Histoire

18.15 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [8/12]. Paysages extrêmes. Planète

18.30 Le Monde des animaux. Tony et les manchots. La Cinquième

19.30 Le Grand Piano du Petit Louis. Muzzik

19.40 Pays d'octobre. [2/4]. «Choses vues» dans le Mississippi: la religion. Planète

20.15 La Vie en feuilleton. A l'ombre des arènes. [4/4]. Les chemins de lumière. Arte

20.35 Cinq colonnes à la une. Planète

20.40 Thema. Le blanc et le noir: la Belgique après Dutroux. Arte

20.40 Etre un homme aujourd'hui. Canal +

20.45 La Chine, dragon millénaire. La rivière des perles. Odyssee

21.15 Les Derniers Sanctuaires. Contla, les ombres du fleuve. Odyssee

21.40 1918, de la guerre à la mer. Planète

22.35 Une fille contre la Mafia. Planète

0.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des stades. Planète

0.55 Miles Davis. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.00 Equitation. Coupe du monde FEI à Göteborg. Eurosport

18.30 Basket. Final Four. Euroleague. Match pour la 3^e place. 21.00 Finale. AB Sports

DANSE

18.30 A Folk Tale. Musique d'August Bournonville. Par le Royal Danish Ballet et le Danish Radio Concert Orchestra, dir. Harry Damgaard. Mezzo

MUSIQUE

18.00 The Nat «King» Cole Show 11. 13 août 1957. Muzzik

19.10 Bach. Concerto brandebourgeois n° 3. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik

21.00 Prinsengracht Concert 1993. Avec Cheryl Studer, soprano; Octavio Arevaldo, ténor; Ronald Schneider et le Chœur de la Radio néerlandaise. Muzzik

21.55 Beethoven. Triple concerto et Fantaisie pour piano. Avec Daniel Barenboim, piano; Itzhak Perlman, violon; Yo-Yo Ma, violoncelle. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboim. Mezzo

22.15 Béla Fleck & The Flecktones. Montréal 1998. Muzzik

23.20 Le Couronnement de Poppée. Opéra de Monteverdi. Par l'Orchestre du Concerto Köln, dir. de René Jacobs. Muzzik

0.05 Les 60 ans de l'Orchestre philharmonique d'Israël. Tel-Aviv, 1996. Avec Isaac Stern, violon; Pinchas Zukerman, violon; Itzhak Perlman, violon; Shlomo Mintz, violon; Menahem Breuer, violon; Gil Shaham, violon. Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Zubin Mehta et Daniel Barenboim. Paris Première

TÉLÉFILMS

17.05 Les Yeux de Cécile. Jean-Pierre Denis. Festival

18.30 L'Inconnue de Belfast. Michael Winterbottom. Téva

18.45 L'Affaire Seznec. Yves Boisset [1/2]. Festival

20.40 Alien Nation, futur immédiat 4. Kenneth Johnson. RTL 9

20.50 La Clé des mondes parallèles. Krishna Rau. M 6

22.05 L'Equipe. Jean Kerchbron. Festival

22.35 Piège sans issue. William H. Molina. O. TF 1

22.45 La Dixième Muse d'Elgar. Paul Yule et Nigel Gearing. Mezzo

23.25 Faussaires et assassins. Peter Kassovitz. Festival

COURTS MÉTRAGES

22.50 22^e rue Est. Dayyang Eng. O. Canal +

0.45 Travellinckx. Bouli Lanners. Arte

SÉRIES

20.00 Max la menace. Notre homme au pays des jouets. Canal Jimmy

20.40 Buffy contre les vampires. Les hommes poissons. Série Club

20.45 Julie Lescaut. Crédit revolver. RTBF 1

22.30 Profilier. Planète intacte. Modus operandi O. M 6

23.45 Stargate SG-1. Question de temps. TSR

FILMS

15.20 Boomerang. Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics



COLLECTION CHRISTOPHE L.

16.20 L'Odyssee du sous-marin Nerka. Robert Wise. Avec Clark Gable, Burt Lancaster (Etats-Unis, 1958, N., 90 min) O. Cinétoile

18.40 Luna Park. Pavel Lounguine (France - Russie, 1992, 110 min) O. Cinéstar 1

18.55 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 3

19.30 La Maison du Maltais. Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min) O. Cinétoile

20.30 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, 100 min) O. Ciné Cinéma 1

20.30 Un monde à part. Pavel Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Cinéstar 1

20.45 Napoléon. Sacha Guitry [1/2] (France, 1954, 120 min) O. Histoire

20.55 La Femme libre. Paul Mazursky (Etats-Unis, 1978, 125 min) O. Téva

20.55 Ambre. Otto Preminger (Etats-Unis, 1947, 140 min) O. TMC



COLLECTION CHRISTOPHE L.

21.00 Embrasse-moi, idiot. Billy Wilder. Avec Dean Martin, Kim Novak (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 125 min) O. Paris Première

22.00 L'Aventure intérieure. Joe Dante (Etats-Unis, 1987, v.o., 120 min) O. Canal Jimmy

